



---

## Document d'Enregistrement Universel (URD) 2018

---

### *Rapport financier semestriel au 30 juin 2019 inclus*



Ce Document d'Enregistrement Universel (URD) a été déposé le 30 juillet 2019 auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), en tant qu'autorité compétente au titre du règlement (UE) 2017/1129, sans approbation préalable conformément à l'article 9 dudit règlement.

Le Document d'Enregistrement Universel peut être utilisé aux fins d'une offre au public de valeurs mobilières ou de l'admission de valeurs mobilières à la négociation sur un marché réglementé s'il est complété par une note relative aux valeurs mobilières et, le cas échéant, un résumé et tous les amendements apportés au Document d'Enregistrement Universel. L'ensemble est approuvé par l'AMF conformément au règlement (UE) 2017/1129.

Ce Document d'Enregistrement Universel incorpore le Document de Référence 2018 déposé auprès de l'AMF le 22 février 2019 sous le numéro D.19-0072 (<https://atos.net/wp-content/uploads/2019/04/atos-document-de-reference2018.pdf>) et met à jour les rubriques nécessaires conformément à la réglementation. Une table de correspondance est fournie dans le présent Document d'Enregistrement Universel dans la section E afin de permettre de retrouver facilement les informations incorporées par référence et celles mises à jour ou modifiées.

Ce Document d'Enregistrement Universel et le Document de Référence 2018 sont disponibles sur les sites Internet de l'AMF ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)) et celui de l'émetteur ([www.atos.net](http://www.atos.net)).

# Sommaire

<b>A.</b>	<b>RAPPORT D'ACTIVITÉ.....</b>	<b>3</b>
A.1	Distribution en nature de 23,5% du capital social de Worldline aux actionnaires d'Atos sur les 50,8% détenus par le Groupe .....	3
A.2	Atos au premier semestre 2019 .....	6
A.3	Direction et organisation .....	12
A.4	Revue opérationnelle .....	19
A.5	Objectifs 2019 .....	33
A.6	Facteurs de risques .....	33
A.7	Parties liées.....	36
<b>B.</b>	<b>ETATS FINANCIERS .....</b>	<b>37</b>
B.1	Revue financière .....	37
B.2	Etats financiers consolidés résumés semestriels .....	44
B.3	Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle pour la période du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 2019 .....	69
<b>C.</b>	<b>PERSONNES RESPONSABLES .....</b>	<b>71</b>
C.1	Responsable du Document d'Enregistrement Universel 2018 .....	71
C.2	Attestation du responsable du Document d'Enregistrement Universel 2018 .....	71
C.3	Responsables du contrôle des comptes .....	71
<b>D.</b>	<b>GOVERNANCE ET INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES.....</b>	<b>72</b>
D.1	Nomination d'un Directeur Général Délégué .....	72
D.2	Renouvellement de mandats et composition du Conseil d'Administration .....	72
D.3	Assemblée générale annuelle du 30 avril 2019.....	73
D.4	Rémunération et actionnariat des dirigeants .....	74
D.5	Evolution du capital .....	78
<b>E.</b>	<b>ANNEXES.....</b>	<b>84</b>
E.1	Contacts .....	84
E.2	Calendrier financier .....	84
E.3	Table de concordance du Document d'Enregistrement Universel 2018.....	84
E.4	Table des matières détaillée .....	88

# A. Rapport d'activité

## A.1 Distribution en nature de 23,5% du capital social de Worldline aux actionnaires d'Atos sur les 50,8% détenus par le Groupe

Le 30 janvier 2019, Atos SE a annoncé à l'occasion d'une journée Investisseurs le projet de distribuer en nature 23,5% du capital social de Worldline aux actionnaires d'Atos, sur les 50,8% détenus par le Groupe.

Le projet a été approuvé à l'unanimité par le Conseil d'Administration sur la recommandation d'un comité ad hoc composé de l'ensemble des administrateurs indépendants et du Président du Conseil d'Administration.

Au cours de l'Assemblée Générale Annuelle qui s'est tenue le 30 avril 2019, 99,94% des actionnaires d'Atos ont approuvé cette distribution exceptionnelle en nature effectuée selon une parité de deux actions Worldline pour cinq actions Atos détenue. Les actionnaires d'Atos ont également approuvé, conformément à la 15<sup>ème</sup> résolution, la Convention Globale d'Alliance (« l'Alliance ») entre la Société et Worldline, signée le 25 mars 2019 compte tenu de la volonté des parties de maintenir un fort partenariat industriel et commercial. Cette Alliance régit quatre principaux domaines : les Ventes, la Recherche et Développement (R&D), les Ressources Humaines et les Achats, et contient en particulier une clause de coopération mutuelle globale et des dispositions en termes de gouvernance relatives à la mise en place d'un Directoire de l'Alliance. L'Alliance est entrée en vigueur une fois la distribution des titres Worldline effectuée et restera en vigueur pour une durée de 5 ans.

À la suite de l'opération, Atos détient 27,3% du capital social et 35,0% des droits de vote de Worldline. Depuis le 7 mai 2019, cette participation est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence dans les comptes consolidés d'Atos.

Le 6 mai 2019, Atos et Worldline ont conclu un accord de séparation aux termes duquel ils ont alloué aux parties de manière coordonnée leurs activités de séparation, notamment dans les domaines des droits de propriété intellectuelle, des process et procédures groupe, de la migration et l'intégration des systèmes informatiques, de sécurité, de ressources offshore, d'assurance, de sous-location immobilière, de garanties de maison mère et de protection des données.

La perte de contrôle de Worldline à la suite de la distribution en nature a entraîné, dans les comptes consolidés d'Atos au 30 juin 2019, la constatation d'une plus-value nette d'impôts, conséquence de la revalorisation à la valeur de marché de l'ensemble des titres Worldline détenus par Atos avant la distribution en nature. Cette plus-value a été comptabilisée dans le compte de résultat consolidé sur la ligne « Résultat net des activités abandonnées » (cf. Note 1 – Variations de périmètre de consolidation).

Ce projet a fait suite à l'acquisition de Syntel qui a permis à Atos de compléter son portefeuille mondial d'activités et de compétences et d'étendre son empreinte géographique. En cohérence avec les priorités mises en avant dans le plan stratégique 2019-2021, la distribution en nature des actions de Worldline a permis notamment de repositionner le Groupe en tant qu'acteur de premier plan dans le domaine des services digitaux et d'améliorer sa flexibilité stratégique. Ce projet a permis en outre à Atos de poursuivre sa stratégie de croissance et de création de valeur dans un contexte d'accélération de la transformation digitale à l'échelle mondiale. Les actionnaires d'Atos ont bénéficié également directement du potentiel de création de valeur des actions Worldline reçues à travers cette distribution.

En parallèle, Worldline a également accéléré son développement au cours de l'année 2018. Grâce à l'acquisition de SIX Payment Services, Worldline peut désormais poursuivre une stratégie indépendante et confirmer son statut d'acteur de premier plan des paiements en Europe. Worldline a en effet démontré sa capacité à délivrer une croissance soutenue de son chiffre d'affaires ainsi qu'une rentabilité et des flux de trésorerie robustes. Dans le cadre de la consolidation du marché européen des paiements, la transaction va renforcer la flexibilité stratégique de Worldline. Worldline va également bénéficier d'un profil sur les marchés actions amélioré grâce à l'élargissement de son flottant et une liquidité accrue.

Une relation forte subsiste entre les deux groupes. Atos a renforcé le partenariat industriel et commercial avec Worldline tout en maintenant les partenariats existants aux conditions de marché dans le cadre de l'Alliance. Cette Alliance met en commun le savoir-faire des deux groupes en matière d'innovation dans le domaine du digital et des services de paiements, ainsi que le talent des collaborateurs et les réseaux de coopération.

Atos continue de participer à la gouvernance de Worldline, avec toutefois une diminution du nombre de représentants d'Atos (passant de cinq à trois membres) au sein du Conseil d'administration, en cohérence avec la réduction de sa participation au capital. Le Conseil d'administration de Worldline a également annoncé que Thierry Breton conservait son statut de Président non-exécutif du Conseil d'administration de Worldline et Gilles Grapinet, son statut de Directeur Général de Worldline.

Le Pacte d'Actionnaires entre Atos et SIX a été amendé avec effet au 7 mai 2019 afin de poursuivre le partenariat entre les deux groupes après la distribution. Les principales modifications apportées au Pacte d'Actionnaires, dont les principales caractéristiques sont décrites dans le document d'information (Document E) enregistré le 31 octobre 2018 par l'AMF sous le numéro d'enregistrement E-18-070 et dans le Document de Référence 2018 de Worldline enregistré le 21 mars 2019 par l'AMF sous le numéro d'enregistrement D.19-0185, sont les suivantes :

- le Conseil d'administration de Worldline à la date du 7 mai 2019 est composé de douze membres : (i) trois membres désignés sur proposition d'Atos, y compris le Président (contre six dans le Pacte d'Actionnaires précédent), (ii) deux membres désignés sur proposition de SIX Group (comme dans le Pacte d'Actionnaires précédent), (iii) le directeur général de Worldline et (iii) six membres indépendants (contre quatre dans le Pacte d'Actionnaires précédent) ;
- Atos a le droit de proposer la nomination de (i) trois membres au sein du Conseil d'administration de Worldline si sa participation est supérieure à 30% des droits de vote de Worldline et est supérieure de dix points de pourcentage de droits de vote à celle de SIX Group pendant une période de sept mois suivant la date de l'Assemblée Générale Annuelle approuvant la distribution en nature, (ii) deux membres et un censeur si sa participation est supérieure à 16% du capital social ou des droits de vote de Worldline et (iii) un membre et un censeur si sa participation est supérieure à 8% du capital social ou des droits de vote de Worldline ;
- si Atos venait à détenir une participation comprise entre 8% et 16% du capital ou des droits de vote de Worldline et que SIX Group détient une participation supérieure à 8% du capital et des droits de vote de Worldline, certaines décisions significatives ne pourraient être prises par Worldline ou l'une de ses filiales sans l'autorisation préalable du Conseil d'administration, en ce compris le vote positif d'au moins un administrateur désigné sur proposition d'Atos, la liste de ces décisions, décrite dans le Document E susvisé et le Document de Référence Worldline, étant identique à celle stipulée dans le Pacte d'Actionnaires pour l'autorisation préalable de SIX Group. En application des stipulations du Pacte d'Actionnaires, le droit d'autorisation préalable de SIX Group est entré en vigueur à compter de la mise en paiement de la distribution en nature ;
- les obligations prévues par le Pacte d'Actionnaires concernant les principes de cession ordonnée d'actions Worldline seront applicables, sous réserve de certaines exceptions, pour toute cession d'actions Worldline portant sur plus de 10% des volumes d'échanges quotidiens moyens des actions Worldline au cours d'une période de 30 jours de bourse (contre 20% dans le Pacte d'Actionnaires précédent) et seront également applicables aux distributions en nature d'actions Worldline ;
- Atos et SIX Group bénéficient d'un droit de participation à tout projet de cession significative, définie comme le transfert d'actions Worldline représentant plus de 10% des volumes d'échanges quotidiens moyens des actions Worldline au cours d'une période de 30 jours de bourse par l'autre partie qui serait mise en œuvre dans le cadre d'un placement privé ou d'une offre au public secondaire au prorata de leurs participations respectives dans le capital social de Worldline ; et

- le Pacte d'Actionnaires est en vigueur jusqu'à la survenance du premier des éléments suivants :  
(i) le 18 octobre 2028, à moins que SIX Group ne demande la reconduction du Pacte d'Actionnaires pour une période de dix ans, (ii) sa résiliation d'un commun accord par Atos et SIX Group et (iii) la détention par SIX Group ou Atos d'un nombre d'action Worldline représentant moins de 4% du capital ou des droits de vote de Worldline.

Atos et SIX Group s'engagent en outre à conserver, sous réserve de certaines exceptions, leurs participations respectives dans Worldline pendant une période d'incessibilité de six mois à compter du 30 avril 2019.

---

## A.2 Atos au premier semestre 2019

### Janvier

Le **16 janvier**, Atos a été reconnu, pour la troisième année consécutive, leader mondial des services IoT par Everest Group dans sa dernière étude spécialisée : « Internet of Things (IoT Services PEAK Matrix™ Assessment) 2019. » Le rapport évalue les performances IoT de 19 fournisseurs mondiaux de services numériques. Atos a été reconnu pour ses services Atos Codex IoT Services, développés en interne et via des partenariats avec d'importants fournisseurs de technologies et des start-ups spécialisées.

Le **21 janvier**, Atos a lancé sa nouvelle solution Evidian SafeKit 100% logicielle, qui assure aux entreprises la haute disponibilité de leurs applications critiques stockées dans le Cloud. Cette solution complète combine au sein d'un même logiciel les fonctions de réplication en temps réel des données, la répartition des charges de travail (*load balancing*) et le basculement applicatif (*failover*). Atos a aussi annoncé la sortie de la suite de sécurité Horus pour les systèmes de transport intelligents (ITS), une solution qui vise à sécuriser les communications des véhicules connectés.

Le **30 janvier**, Atos a présenté son projet de distribuer 23,5% du capital social de Worldline aux actionnaires d'Atos, donnant ainsi naissance à 2 *pure players* mondiaux cotés en bourse. En conséquence, tout en poursuivant leur partenariat industriel et commercial, Atos concentrera ses activités en tant que *pure player* leader dans le secteur du digital tandis que Worldline bénéficiera d'un profil de liquidité optimisé et d'une capacité renforcée pour saisir les opportunités dans le cadre de la consolidation de son marché.

À l'occasion d'une Journée Investisseurs se tenant le **30 janvier** à son siège de Bezons, en France, le Groupe Atos a lancé « ADVANCE 2021 », son nouveau plan à trois ans capitalisant sur son profil mondial renforcé dans les services digitaux.

Atos a annoncé le **31 janvier** qu'il est positionné par Gartner parmi les leaders du dernier Magic Quadrant pour les services de gestion de l'environnement du travail (*Managed Workplace Services*) en Europe et en Amérique du Nord grâce à sa capacité d'exécution et au caractère holistique de sa vision stratégique. C'est la troisième année consécutive qu'Atos est nommé Leader dans le rapport européen, et la deuxième année consécutive pour le rapport nord-américain.

### Février

Le **5 février** Atos a annoncé la signature d'un partenariat novateur avec le Centre des installations scientifiques et technologiques (STFC) Hartree, qui permettra à l'un des principaux centres de recherche en informatique haute performance du Royaume-Uni d'acquiescer un Atos Quantum Learning Machine, le simulateur quantique le plus performant du monde. Ce Quantum Learning Machine sera l'un des plus puissants jamais déployés par Atos. Il servira à mettre au point de nouveaux services quantiques conçus pour aider les chercheurs et l'industrie à se préparer à la prochaine révolution de l'informatique quantique.

Le **7 février** Atos et Worldline, leader européen dans le secteur des paiements et des services transactionnels, ont annoncé la signature de la Charte des Nations Unies pour protéger les droits des personnes LGBT+ dans les Entreprises (United Nations Standards of Conduct for Business) et de la Charte d'engagement LGBT+ de l'Autre Cercle – s'engageant ainsi à soutenir les personnes LGBT+ (lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et autres identités) dans le monde.

Le **12 février**, Atos est reconnu par l'organisation internationale à but non lucratif CDP comme l'un des leaders mondiaux du secteur informatique, selon l'indice « 2018 Climate Performance Leadership ». Atos s'est vu attribuer la note « A- » sur des critères variés (Publication, Sensibilisation, Management, Leadership) démontrant le haut niveau de sa responsabilité environnementale. Cette note souligne la qualité des actions et de l'approche d'Atos en matière de lutte contre le réchauffement climatique.

Le **15 février**, Atos et quinze autres organisations, dont Siemens, AES, Airbus, Allianz, Cisco, Daimler, Dell Technologies, Deutsche Telekom, Enel, IBM, MSC, NXP, SGS, Total et TÜV Süd ont accueilli trois nouveaux partenaires dans la Charter of Trust, la première charte commune mondiale pour une cybersécurité renforcée. Il s'agit de l'Office fédéral allemand de la sécurité de l'information (BSI), du Centre national de cryptologie d'Espagne (CCN) et de l'Université de technologie de Graz en Autriche.

Le **21 février**, Atos a annoncé ses résultats 2018. Le **chiffre d'affaires** s'est élevé à **12 258 millions d'euros, +4,2% à taux de change constants**, et **+1,2% de croissance organique**, particulièrement porté par la Digital Transformation Factory d'Atos qui a représenté 30% du chiffre d'affaires 2018 (23% en 2017) bénéficiant de la forte demande des grandes entreprises dans le cadre de leur transformation numérique. La **marge opérationnelle** a atteint **1 260 millions d'euros**, représentant **10,3% du chiffre d'affaires**, comparé à 10,8% en 2017 à périmètre et taux de change constants. En 2018, le Groupe n'a pas enregistré de coût non récurrent relatif au plan d'optimisation des retraites tandis qu'en 2017 cela a eu un impact positif de 28 millions d'euros représentant 20 points de base sur la marge opérationnelle. La dynamique commerciale du Groupe a été particulièrement forte en 2018 avec un niveau de **prise de commandes à 13,7 milliards d'euros**, représentant un **ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires de 112%** en 2018 contre 109% en 2017 à taux de change constant. Au cours du quatrième trimestre, le ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires a atteint 124%. Le **résultat net** s'est élevé à **703 millions d'euros**, soit une hausse de **+5,8%** par rapport à 2017. Le **résultat net part du Groupe** a atteint **630 millions d'euros**, en augmentation de **+5,0%** par rapport à 2017. Ainsi, le **Bénéfice par Action** et le **Bénéfice par Action Dilué** se sont **respectivement élevés à 5,95 euros** (5,72 euros en 2017) et **5,95 euros** (5,70 euros en 2017). Le **Bénéfice Normalisé par Action** et le **Bénéfice Normalisé par Action Dilué** se sont **respectivement élevés à 8,56 euros** (8,24 euros en 2017) et **8,56 euros** (8,21 euros en 2017). Le **flux de trésorerie disponible** a atteint **720 millions d'euros** en 2018, hors 62 millions d'euros de coûts d'acquisition et de frais d'émission d'emprunts de Syntel et SIX Payment Services, représentant un taux de conversion de 57,1%. **L'endettement net** s'est élevé à **2,9 milliards d'euros** à la fin de l'année 2018, en raison du montant payé pour l'acquisition de Syntel au cours de l'année ainsi que la composante numéraire et l'évolution de la valorisation du complément de prix éventuel lié à l'acquisition de SIX Payment Services.

Le **25 février** Atos a annoncé avec son partenaire Google Cloud, la signature d'un contrat avec T-Mobile Netherlands pour la fourniture d'un nouveau chatbot évolutif, utilisant l'intelligence artificielle (IA), dans le cadre du projet de transformation digitale du groupe de télécommunications. En associant les connaissances et l'expertise d'Atos et les dernières technologies d'Intelligence Artificielle et de Machine Learning de Google Cloud, ce chatbot multicanal permet de rationaliser les requêtes des clients, d'accroître leur satisfaction et de réduire les coûts.

## Mars

Le **4 mars** Atos et Ooredoo, principal facilitateur de l'innovation digitale de la région, ont annoncé au Mobile World Congress un partenariat afin d'accélérer la compétitivité des entreprises dans le domaine du numérique. Grâce à ce nouveau partenariat, les clients d'Ooredoo peuvent désormais bénéficier de l'expérience et des solutions de pointe d'Atos dans les domaines de l'Infrastructure as a Service (IaaS), de la transformation du Cloud et des services de Cybersécurité.

Le **13 mars** Atos, leader international de la transformation digitale, a annoncé la signature d'un contrat de 124 millions de dollars australiens (environ 78,2 millions d'euros) avec le Ministère de la Santé d'Australie Occidentale (Western Australian Department of Health, WA Health) pour une durée de 5 ans, afin d'effectuer la transformation digitale de ses systèmes informatiques – et de mieux accompagner le système de santé publique local. Atos travaillera en lien avec le fournisseur de services informatiques du Ministère, Health Support Services (HSS), pour assurer la transition de l'infrastructure existante de l'opérateur historique vers les plateformes Cloud d'Atos.

Le **14 mars** Atos a annoncé qu'il a développé le système de contrôle d'accès (« Advanced Access Control System », AACs) des Jeux olympiques de Tokyo 2020, qui seront les Jeux olympiques les plus innovants de l'histoire olympique. En tant que partenaire informatique mondial du Comité International Olympique (CIO), Atos gèrera le système de contrôle d'accès avec l'appui des solutions et équipements de Panasonic et du système de reconnaissance faciale de NEC, les partenaires majeurs d'Atos dans ce projet.

Le **19 mars** Atos a annoncé que son Conseil d'Administration, réuni le 18 mars 2019, a unanimement approuvé la nomination de **M. Elie Girard comme Directeur Général Délégué** (Group Deputy CEO).

## Avril

Le **2 avril** Atos a annoncé qu'ILLUMIA, acteur majeur du secteur de l'énergie en Italie, a réalisé la transformation numérique de son activité en seulement 15 mois grâce à la plateforme d'Atos appelée "DORA" (Digital Operations for Retailers by Atos). Au lendemain de sa mise en place, celle-ci permet déjà à ILLUMIA de bénéficier d'avantages financiers immédiats, d'une meilleure expérience utilisateur et de processus de contrôle optimisés.

Le **4 avril** Atos et Google Cloud ont inauguré en présence de Bruno Le Maire, Ministre de l'Economie et des Finances, un laboratoire d'intelligence artificielle (IA) commun. Mis en place dans le cadre du partenariat mondial entre Atos et Google Cloud, ce laboratoire inédit en France permet aux clients, entreprises et acteurs publics, de déterminer les cas pratiques auxquels l'IA est susceptible d'apporter une réponse innovante et efficace.

Le **10 avril** Atos a annoncé avoir reçu le prix du partenaire mondial Google Cloud pour l'année 2018. Celui-ci lui a été décerné lors de la convention des partenaires (Partner Summit) au Next'19 à San Francisco – où Google Cloud présentait ses meilleures technologies et solutions pour le cloud, la collaboration et l'intelligence artificielle.

Le **10 avril** Atos a annoncé « **Open Hybrid Cloud** », une solution sur site entièrement gérée qui permet aux entreprises d'effectuer une transition progressive de leurs opérations vers le Cloud-native. Intégrant des éléments clés de la plateforme de Google Cloud Anthos, Open Hybrid Cloud permet également d'accélérer l'adoption par les entreprises d'une stratégie de Cloud hybride.

Le **10 avril**, Atos et CloudBees, fournisseur d'une plateforme DevOps basée sur le serveur d'automatisation open source Jenkins, ont annoncé, à l'occasion du salon Google Cloud Next '19 de San Francisco, un nouveau partenariat visant à offrir une solution commune pour aider les entreprises à moderniser leurs pratiques de développement d'applications sur la plateforme Google Cloud Platform (GCP).

Le **18 avril** Atos a annoncé avoir compensé 100% de ses émissions globales de CO2 pour l'année 2018 grâce à un programme de parcs éoliens. Outre la compensation des émissions de ses datacenters, effective depuis 2014, Atos inclut désormais la compensation des émissions carbone produites par ses bureaux et les déplacements professionnels de ses employés. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme environnemental global d'Atos et soutient le plan stratégique ADVANCE 2021.

Le **24 avril** Atos est positionné comme leader des services SAP HANA et S/4HANA par le cabinet NelsonHall dans son dernier rapport NEAT (NelsonHall Vendor Evaluation & Assessment Tool). Le rapport répertorie les points forts d'Atos dans les services SAP HANA et S/4HANA – notamment l'importance accordée à la croissance de HANA et S/4HANA, l'étendue de sa couverture géographique, la définition claire des marchés verticaux et zones géographiques, la mise en avant d'offres innovantes comme SAP Leonardo et SAP Cloud Platform, ainsi que le partenariat-clé d'Atos avec Google Cloud pour faire évoluer S/4HANA sur le cloud.

Atos a annoncé le **25 avril** son chiffre d'affaires du premier trimestre 2019. **Le chiffre d'affaires du 1<sup>er</sup> trimestre 2019 s'est élevé à 2 818 millions d'euros, en croissance organique de +0,4%**. La stratégie du Groupe axée sur les projets de transformation numérique et sur la gestion et la sécurité des données a conduit à une croissance organique de +3,5% en Business & Platform Solutions et de +11,4% en Big Data & Cybersecurity. Par ailleurs, l'activité Infrastructure & Data Management a montré des signes d'amélioration notamment en Amérique du Nord. Le Groupe a poursuivi son bon dynamisme commercial avec **des commandes pour un montant de 2 428 millions d'euros, représentant un ratio de prises de commandes sur chiffre d'affaires de 86%**.

Le **30 avril** l'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires d'Atos SE s'est réunie sous la présidence de M. Thierry Breton, Président Directeur Général. Les actionnaires ont adopté à une large majorité le renouvellement pour trois ans du mandat d'administrateur de M. Thierry Breton, Président Directeur Général, ainsi que le plan stratégique à 3 ans ADVANCE 2021, la distribution exceptionnelle en nature de 23,5% du capital de Worldline, et la raison d'être de la Société telle que suit :

**« Chez Atos, notre mission est de contribuer à façonner l'espace informationnel.**

**Avec nos compétences et nos services, nous supportons le développement de la connaissance, de l'éducation et de la recherche dans une approche pluriculturelle et contribuons au développement de l'excellence scientifique et technologique.**

**Partout dans le monde, nous permettons à nos clients et à nos collaborateurs, et plus généralement au plus grand nombre, de vivre, travailler et progresser durablement et en toute confiance dans l'espace informationnel ».**

Le **30 avril** Atos a annoncé qu'il a été reconnu dans le cadre du Dell EMC President's Circle avec le prix de l'intégrateur de systèmes et partenaire d'externalisation stratégique de l'année pour la zone EMEA (*Global Alliances EMEA Systems Integrator and Strategic Outsourcer Partner of the Year award*). Cette année, les prix ont été remis lors de l'événement Dell Technologies World 2019, à l'occasion du Global Partner Summit de Dell EMC, qui s'est tenu à Las Vegas le 29 avril. Atos a également reçu le prix du Partenaire de croissance de l'année (*Global Alliances Growth Partner of the Year award*) en reconnaissance d'une croissance exceptionnelle de son chiffre d'affaires.

## Mai

Le **7 mai** Atos a publié son rapport intégré présentant une vision globale du groupe. Pour la première fois, l'ensemble des informations les plus pertinentes en termes de performance financière et extra-financière, de stratégie et de réalisations sont regroupées de façon intégrée et cohérente au sein d'un rapport unique. Le rapport aborde ainsi les risques et opportunités, les enjeux et initiatives de Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE). Il a été élaboré conformément au Document de Référence 2018 et honore avec succès les recommandations du Global Reporting Initiative (GRI), option « exhaustive » (*comprehensive option*).

À la suite de l'approbation de l'opération par les actionnaires d'Atos lors de l'Assemblée Générale Annuelle du 30 avril 2019, la distribution en nature des actions Worldline SA aux actionnaires d'Atos est devenue effective le **7 mai**, date de la mise en paiement.

Le **13 mai** Atos a lancé sa nouvelle solution cloud unifiée de gestion des identités et des accès pour une sécurité optimale. La solution, basée sur les logiciels Evidian d'Atos, offre un système unique de gestion d'identité pour toutes les plateformes, cloud et non-cloud permettant aux organisations de garder le contrôle de toutes les identités qui ont besoin d'accéder à leurs systèmes pour une sécurité renforcée.

Le **14 mai** Atos a annoncé avoir été choisi par Google Cloud comme premier partenaire pour le calcul haute performance, élargissant ainsi le partenariat mondial avec de nouveaux services destinés aux entreprises. Les clients pourront s'appuyer sur le Centre d'Excellence en Programmation Parallèle (CEPP) d'Atos et ainsi disposer de la puissance de calcul nécessaire pour exploiter au mieux leurs données lorsqu'ils aborderont des enjeux scientifiques, techniques et commerciaux majeurs.

Le **15 mai** Atos et la startup Rcup s'associent pour remédier aux troubles musculosquelettiques (TMS) des opérateurs travaillant dans des environnements industriels ou du personnel médical grâce à des semelles morphologiques intelligentes. Développées au sein d'un projet baptisé « Mission Zéro Accident », ces semelles morphologiques, insérées dans les chaussures de sécurité, sont élaborées sur-mesure pour chaque opérateur, et diminuent les contraintes sur le dos.

Le **16 mai** Atos a dévoilé le Top 30 la consommation énergétique des applications mobiles les plus populaires dans le monde, dans une étude menée par la startup Greenspector. De plus en plus gourmandes en ressources techniques (RAM, CPU, Data...), les applications mobiles utilisées par 5 milliards d'utilisateurs de mobiles dans le monde ont un impact croissant sur la consommation énergétique et l'environnement.

Le **16 mai** Atos a annoncé le lancement de son nouveau Hardware Security Module (HSM) Horus pour l'IoT, un dispositif de sécurité de haute performance conçu pour protéger les écosystèmes IoT au moyen de fonctions cryptographiques. Le nouveau HSM, qui s'inscrit dans le portefeuille de solutions **Horus**, associe un accès « *as-a-service* », un système centralisé de gestion des clés et des services de sécurité IoT pour une solution entièrement intégrée.

Le **16 mai** Atos a annoncé la livraison au groupe Total de son Atos Quantum Learning Machine (QLM), le simulateur quantique le plus performant au monde. Dans le cadre d'un projet de recherche transverse ambitieux, le groupe Total compte ainsi mettre l'Atos QLM au service de l'ensemble de ses métiers.

Le **16 mai** Atos a annoncé le lancement de BullSequana Edge, le serveur Edge Computing le plus performant au monde, pour le traitement des données en périphérie. BullSequana Edge est conçu pour être utilisé en toute sécurité pour l'Internet des Objets (IoT), dans des environnements où les temps de réponse rapides sont critiques - tels que l'industrie 4.0, les véhicules autonomes, la santé et la sécurité des commerces et des aéroports - et pour lesquels les données doivent être traitées et analysées à proximité de la source d'origine en temps réel.

Le **16 mai** Atos a annoncé avoir été choisi par Veolia, leader mondial des services collectifs, pour développer un espace sécurisé dans le cloud et utiliser la suite collaborative G Suite de Google Cloud.

Le **16 mai** Atos a lancé myQLM, un programme offrant gratuitement aux chercheurs, étudiants et développeurs des outils de programmation quantique, afin de démocratiser l'accès à la simulation quantique et encourager les innovations en informatique quantique. Dix-huit mois après avoir dévoilé le simulateur quantique le plus performant au monde - l'Atos Quantum Learning Machine, capable de simuler jusqu'à 41 bits quantiques (Qubits) - Atos continue d'innover dans le domaine de l'informatique quantique en permettant aux écosystèmes utilisateurs d'Atos QLM de développer des algorithmes quantiques de manière autonome.

Le **17 mai** Atos a annoncé obtenir le statut de partenaire officiel de Microsoft pour la réalité mixte (***mixed reality***) et rejoindre le prestigieux programme associé : **Microsoft Mixed Reality Partner Program (MRPP)**. Cette nomination confirme l'expertise d'Atos dans le développement de solutions de réalité mixte innovantes, qui combinent les avantages de la réalité virtuelle et de la réalité augmentée, avec les technologies Microsoft HoloLens.

Le **17 mai** Atos a annoncé la signature d'un partenariat avec l'AP-HP (Hôpitaux de Paris) et le CHU de Nantes pour le lancement d'un projet de drones de livraison au service de l'hôpital du futur. Dans le cadre de cet accord, Atos concevra une plateforme logicielle pour optimiser et automatiser les livraisons de produits médicaux inter et intra-établissements par le biais de drones aériens et fluviaux – permettant ainsi aux professionnels de santé de maîtriser les délais d'acheminement des biens et produits médicaux en situation d'urgence, et à toute heure.

Le **22 mai** Atos a annoncé avoir été reconnu leader par NelsonHall en automatisation des processus robotisés (RPA) et intelligence artificielle (IA) pour le secteur bancaire. Le rapport de NelsonHall répertorie les points forts d'Atos, notamment son portefeuille en propriété intellectuelle et la mise en œuvre d'applications de sa division Business & Platform Solutions en Amérique du Nord renforcée avec l'acquisition de Syntel ; ses relations avec les principaux fournisseurs de produits, notamment son partenariat avec Google ; et sa clientèle existante de banques de premier rang.

Le **23 mai** dans le cadre de la deuxième phase du projet Artemis, Atos est sélectionné avec ses partenaires stratégiques – Capgemini et le CEA – pour livrer un démonstrateur de plateforme Big Data à la Direction Générale de l'Armement (DGA). Le projet a pour objectif de doter à terme le Ministère des Armées d'une « infrastructure » souveraine de stockage et traitement massif de données.

## Juin

Le **3 juin** Atos a annoncé que le troisième supercalculateur français, Joliot-Curie, d'une puissance actuelle de 9,4 pétaflops deviendra le plus puissant des superordinateurs français dédiés à la recherche dès 2020, en atteignant les 22 pétaflops. Conçue par Atos, leader européen du supercalcul, pour le Grand équipement national de calcul intensif, cette nouvelle machine, hébergée au Très grand centre de calcul du CEA, a été inaugurée le 3 juin 2019 par François Jacq, administrateur général du CEA, Thierry Breton, PDG d'Atos et Philippe Lavocat, PDG du Genci.

Le **6 juin** Atos a signé un contrat sur quatre ans pour fournir son dernier supercalculateur, le BullSequana XH2000, à Uninett Sigma2, le gestionnaire de l'infrastructure nationale de calcul scientifique en Norvège. Il s'agira du plus puissant supercalculateur du pays. Celui-ci permettra aux chercheurs norvégiens d'accéder à une capacité de calcul renforcée pour permettre de nouvelles percées en matière d'innovation.

Le **13 juin** Atos a annoncé avoir signé un contrat pluriannuel de 150 millions de dollars pour fournir des services de gestion numérique des postes de travail à National Grid – société multinationale de services publics d'électricité et de gaz dont le siège social se trouve au Royaume-Uni.

Le **13 juin** Atos a annoncé un partenariat stratégique avec **Virtru**, éditeur de logiciel de protection des données. Ce partenariat permettra de fournir aux organisations internationales une solution de chiffrement pour les environnements de travail connectés (***Digital Workplace***), afin de protéger les données des clients sur les plateformes cloud.

Le **14 juin** Atos a annoncé d'être classé 3<sup>ème</sup> acteur mondial ex-æquo de la gestion des services de sécurité (« *Managed Security Services* » ou « MSS ») en termes de parts de marché 2018, selon le dernier rapport de Gartner.

Le **18 juin** Atos a annoncé avoir été choisi par Ørsted, leader international de parcs éoliens offshore, pour fournir des solutions de communications critiques basées sur la technologie TETRA (*Terrestrial Trunked Radio*) pour deux parcs éoliens offshore, situés au large du comté de Changhua County à Taiwan.

Le **18 juin** Atos a signé un contrat de 6 ans avec Damart, le spécialiste international de la distribution de produits textiles et d'équipement, et une marque du Groupe Damartex, pour transformer son activité et basculer l'ensemble de son infrastructure vers le cloud. Damart utilisera une solution mixte combinant la plateforme de cloud public Google Cloud (GCP) et la plateforme de cloud privé d'Atos.

Le **26 juin** Atos est à nouveau positionné par Gartner parmi **les leaders du Magic Quadrant Data Center Outsourcing (DCO) and Hybrid Infrastructure Managed Services (HIMS) en Europe et en Amérique du Nord**. C'est la huitième année consécutive qu'Atos est nommé Leader en Europe, et la troisième année consécutive en Amérique du Nord.

## Juillet

Le **1<sup>er</sup> juillet** Atos et Google Cloud renforcent leur partenariat stratégique avec deux extensions régionales 'haute performance' des centres de données Google Cloud de Francfort (Allemagne) et Ashburn VA (Etats Unis), afin de soutenir les clients de bases de données Oracle. Ces deux extensions régionales seront équipées des serveurs BullSequana S d'Atos et permettront aux clients de bases de données Oracle d'exécuter leurs charges de travail de manière efficace de bénéficier de Google Cloud Platform (GCP).

Le **3 juillet** Atos a annoncé, en partenariat avec GENCI (Grand Équipement National de Calcul Intensif), les gagnants de sa compétition scientifique, le Prix Atos - Joseph Fourier 2019. Le Prix a pour objectif d'accélérer la recherche et l'innovation en récompensant des travaux dans les domaines de la simulation numérique et de l'intelligence artificielle (IA).

Le **3 juillet** Atos a annoncé les vainqueurs de son concours international étudiant, l'Atos IT Challenge, à l'occasion d'une cérémonie présidée par Thierry Breton, Président Directeur Général du groupe, au siège social du groupe. Pour sa huitième édition, la compétition a vu s'affronter des équipes en provenance de 20 pays autour de la thématique « le Machine Learning au service du développement durable ».

Le **25 juillet**, Atos a annoncé ses résultats financiers du premier semestre 2019. Le **chiffre d'affaires** s'est élevé à **5 744 millions d'euros**, en **hausse organique de +0,8%** compte tenu d'une solide performance de la Division Big Data & Cybersecurity, et d'une croissance des activités Business & Platform Solutions. La baisse de la Division Infrastructure & Data Management a été réduite de -3,0% au premier trimestre à -0,6% au second trimestre grâce à l'amélioration de la situation en Amérique du Nord. La **marge opérationnelle** a atteint **529 millions d'euros**, soit **9,2% du chiffre d'affaires**, en amélioration de **+20 points de base** grâce à la bonne performance de Business & Platform Solutions (+80 points de base), Infrastructure & Data Management restant stable. La profitabilité opérationnelle de Big Data & Cybersecurity reflète des investissements spécifiques en R&D et dans des offres tant pour des solutions de cybersécurité que de Big Data. Le niveau de **prise de commandes du groupe** a été de **5 742 millions d'euros**, représentant un **ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires de 100%**, dont **113% au second trimestre**. Le flux de trésorerie disponible s'est élevé à 23 millions d'euros.

## A.3 Direction et organisation

Atos est une Société Européenne à Conseil d'Administration, présidée par Thierry Breton, Président Directeur Général.

### A.3.1 Group General Management Committee (GMC)

La Direction Générale se compose du Président Directeur Général, Thierry Breton, du Général Délégué & Directeur Financier Groupe, Elie Girard, et de six Directeurs Généraux Adjoints. Ils forment le Comité de Direction Générale du Groupe. Le rôle du Comité de Direction Générale d'Atos consiste à élaborer et à appliquer la stratégie du Groupe dans l'intérêt des clients, des actionnaires, des partenaires et des collaborateurs du Groupe. Ce comité est en charge de la coordination mondiale de la Direction du Groupe.

Nom	Titre	Champs de Responsabilités
<b>Thierry Breton</b>	Président Directeur Général Président de Worldline	
<b>Elie Girard</b>	Directeur Général Délégué Directeur Financier Groupe	
<b>Eric Grall</b>	Directeur Général Adjoint Directeur des Opérations	Directeur Infrastructure & Data Management
<b>Pierre Barnabé</b>	Directeur Général Adjoint Directeur Big Data & Cybersecurity	Egalement en charge de la Sécurité du groupe
<b>Adrian Gregory</b>	Directeur Général Adjoint Directeur Royaume-Uni et Irlande	
<b>Philippe Mareine</b>	Directeur Général Adjoint Directeur des Ressources Humaines & de la Transformation Digitale	Egalement Directeur de l'Alliance Globale Siemens et Directeur de la Responsabilité d'Entreprise
<b>Sean Narayanan</b>	Directeur Général Adjoint Directeur Business & Platform Solutions	
<b>Robert Vassoyan</b>	Directeur Général Adjoint Directeur commercial groupe	Directeur en intérim Télécoms, Médias et Services aux collectivités

#### Thierry Breton, Président Directeur Général d'Atos SE et Président de Worldline

Ancien ministre français de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, Thierry Breton a été Président Directeur Général de France Telecom, deuxième opérateur télécom européen, et Président Directeur Général de Thomson. Il a également occupé les fonctions de Directeur Général Adjoint puis administrateur délégué – Vice-Président du groupe informatique Bull. Thierry Breton a été professeur à la Harvard Business School, où il enseignait le leadership et la gouvernance d'entreprise. Il est diplômé de l'Ecole supérieure d'électricité « Supélec » de Paris et de l'Institut des hautes études de défense nationale. Il a été décoré du titre de Commandeur de la Légion d'honneur et de Grand Officier de l'Ordre National du Mérite. Il est Président Directeur Général d'Atos et Président de Worldline.

#### Elie Girard, Directeur Général Délégué et Directeur Financier

Elie Girard est diplômé de l'Ecole Centrale de Paris et de l'Université de Harvard. Il débute sa carrière chez Andersen en tant qu'auditeur, avant de rejoindre le ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie à la Direction Générale du Trésor. De 2004 à 2007, il travaille notamment au cabinet de Thierry Breton, ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie. En 2007, il rejoint Orange et devient Directeur de Cabinet du Président Directeur Général. Depuis septembre 2010, il était Directeur Exécutif, en charge de la Stratégie et du Développement du groupe Orange, membre du Comité Exécutif du Groupe. En avril 2014, Elie a rejoint Atos et en tant que Directeur Financier Adjoint du Groupe Atos. Nommé Directeur Financier du Groupe en février 2015, il a été promu en février 2018 Directeur Général Adjoint. En mars 2019, il est nommé Directeur Général Délégué.

### **Eric Grall, Directeur Général Adjoint, Directeur des Opérations, Directeur Infrastructure & Gestion des données**

Eric Grall a débuté en tant que diplômé en 1986 chez HP, où il a eu des fonctions en marketing et en R & D dans la Division Produit, avant de rejoindre les activités de Services du Groupe en 1998. Il a ensuite occupé des fonctions managériales liées à l'Infogérance, de l'avant-vente jusqu'aux opérations. En 2005, il a été nommé Vice-Président et Directeur Général en charge de la production des Services de HP pour la région EMEA, couvrant l'Infogérance, le conseil et les services supports, et a mené une grande transformation du modèle de production. Suite à l'acquisition d'EDS en 2008, Eric a dirigé les activités de l'ITO de cette nouvelle entité. Eric a rejoint Atos en 2009 en tant que Vice-Président Exécutif de la Division Infrastructure & Data Management. Depuis 2017 il est Directeur Général Adjoint et Directeur des Opérations. Il est depuis février 2018 membre du Comité de Direction Générale.

### **Pierre Barnabé, Directeur des opérations, Big Data & Cybersecurity**

Pierre Barnabé est Directeur Exécutif au sein du Groupe Atos. Il a sous sa responsabilité la ligne Division Big Data & Sécurité, suite à l'intégration du Groupe Bull. Il avait rejoint Bull en tant que Directeur général délégué / Chief Operating Officer en août 2013. Précédemment, Pierre Barnabé était Directeur Général de SFR Business Team. Il a débuté sa carrière chez Thalès dans les activités de capital-risque. En 1998, il est entré chez Alcatel-Lucent où il a occupé diverses fonctions (Vice-Président des ventes France, Vice-Président des ventes Europe du Sud) avant de devenir Président Directeur Général d'Alcatel-Lucent France. En 2010, Pierre Barnabé est nommé Directeur des Ressources Humaines et de la Transformation d'Alcatel-Lucent. Chevalier de l'Ordre National du Mérite, Pierre Barnabé est diplômé de NEOMA Business School et de CentraleSupélec. Il est depuis avril 2019 membre du Comité de Direction Générale.

### **Adrian Gregory, Directeur Général Adjoint, Royaume-Uni et Irlande**

Adrian Gregory a rejoint Atos en 2007 après 20 ans d'expérience dans plusieurs secteurs d'activité. Plus récemment, il était Vice-Président pour le secteur public, de la santé et le client BBC avec la responsabilité pour tous les aspects de gestion du client et de la stratégie. En juillet 2015, il a été nommé Directeur Exécutif pour l'Entité Opérationnelle Royaume-Uni & Irlande et il a rejoint le Comité Exécutif d'Atos. En octobre 2018, Adrian entre au Comité de Direction Générale.

### **Philippe Mareine, Directeur Exécutif, Ressources Humaines, Logistique, Gestion des sites et Partenariat Mondial Siemens & Directeur de la responsabilité d'entreprise du Groupe**

Avant de rejoindre Atos, Philippe Mareine a été Adjoint du Chef du Service de l'Inspection Générale des Finances, il a été chargé des Ressources Humaines à la Direction Générale de la Comptabilité Publique. Entre 2005 et 2007, Philippe Mareine exerce les fonctions de conseiller technique chargé des réformes et des relations sociales auprès du ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie. Préalablement, il a occupé différentes responsabilités à la Direction Générale des Impôts. En 2009, il rejoint Atos en tant que Secrétaire général du Conseil d'Administration, chargé des fonctions juridiques, de la Conformité, de l'Audit, de la Sécurité, de la politique de Responsabilité Sociale et est aujourd'hui Directeur des Ressources Humaines et de l'Alliance Mondiale avec Siemens et Directeur de la responsabilité d'entreprise au niveau du groupe. Il est diplômé de l'Ecole Polytechnique et de l'Ecole nationale d'administration. Il est depuis avril 2019 membre du Comité de Direction Générale.

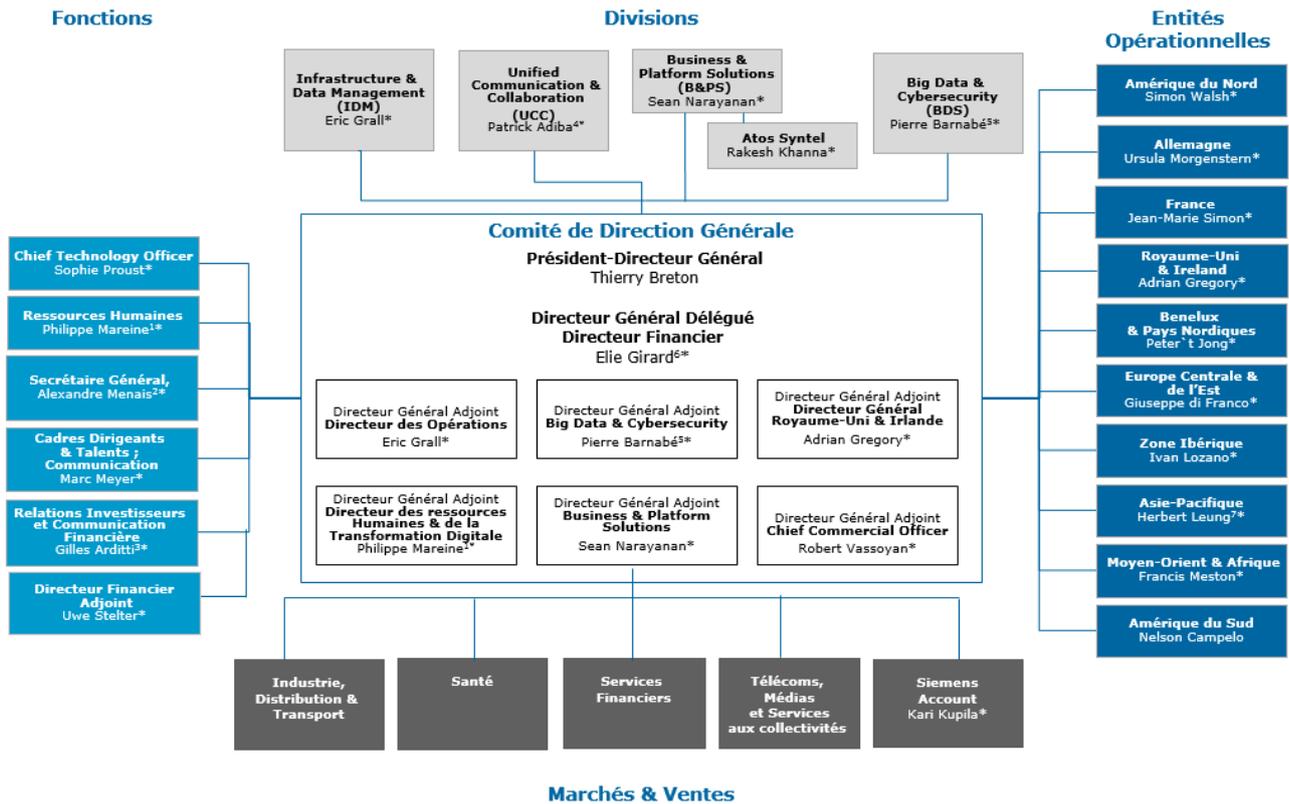
### **Sean Narayanan, Directeur Exécutif, Business & Platform Solutions**

Sean Narayanan a plus de 20 ans d'expérience dans les domaines de l'informatique et du conseil à travers le monde. Il dirige depuis février 2018 la Division Business & Platform Solutions. Avant d'intégrer Atos, Sean a été directeur du développement commercial au sein de la société, Liquidhub. Il a aussi été responsable de la performance chez iGATE (rachetée depuis par CapGemini) et a travaillé en qualité de consultant pour les sociétés Cognizant et Booz Allen Hamilton. Sean est reconnu pour son expertise dans le management et la technologie. Il est couramment invité en tant que maître de conférence et est cité par la presse internationale. Sean a une maîtrise en urbanisme de l'université d'Oklahoma et un diplôme d'architecte de l'école d'ingénieur de Trichy en Inde. Il est depuis avril 2019 membre du Comité de Direction Générale.

## Robert Vassoyan, Directeur Général Adjoint, Directeur Commercial Groupe

Robert Vassoyan est diplômé de l'école de commerce ESSEC. Robert a occupé de nombreux postes de directions dans les départements vente et le marketing chez Renault, Compaq et HP avant d'intégrer en 2007 la société Cisco. En 2011 il devient Président de Cisco France. À partir de mars 2018 Robert Vassoyan rejoint Atos en tant que directeur commercial du groupe et entre au Comité de Direction Générale.

### A.3.2 Organigramme



1 Egalement Directeur de l'Alliance Globale Siemens et Directeur de la Responsabilité d'Entreprise  
 2 Egalement Directeur Fusions et Acquisitions, Développement Corporate, Juridique, Conformité et Gestion des contrats  
 3 Egalement responsable de l'Audit Interne  
 4 Egalement Directeur Jeux Olympiques et Major Events

5 Egalement en charge de la Sécurité du groupe  
 6 Egalement en charge du programme RACE, des Achats Groupe et de l'IT  
 7 Incluant les activités locales en Inde  
 \* Membre du Comité Exécutif

### A.3.3 Comité Exécutif

Le rôle du Comité Exécutif consiste à développer et mettre en œuvre la stratégie du Groupe tout en délivrant qualité de service et valeur ajoutée à ses projets envers les clients du Groupe, les actionnaires et les collaborateurs. Il est également chargé d'améliorer l'interaction et la coopération entre les « Global Business Units » (GBU ou entités opérationnelles mondiales), les « Global Divisions » (Divisions mondiales), les « Global Markets » (Marchés mondiaux) et les « Global Functions » (Fonctions mondiales). Le Comité Exécutif d'Atos est composé des membres du Comité de Direction Générale ainsi que ceux des :

#### Divisions

##### **Eric Grall, Directeur Général Adjoint, Directeur des Opérations, Directeur Infrastructure & Gestion des données**

*Retrouvez sa biographie en A.3.1 Group General Management Committee*

##### **Patrick Adiba, Directeur Unified Communication & Collaboration, Directeur Jeux Olympiques et Major Events**

Patrick Adiba est titulaire d'un diplôme d'ingénieur en électronique et télécommunications de l'Institut national des sciences appliquées de Lyon et d'un MBA de l'université de Stanford obtenu en 2001. Avant de rejoindre Atos, Patrick a occupé plusieurs rôles managériaux au sein de la société Schlumberger. En particulier, il a été Vice-Président et Directeur Général du service des solutions mobiles puis, pendant six ans, directeur de la région Amérique Latine. Il rejoint Atos en 2004 et prend la responsabilité de l'entité Major Events qui gère les infrastructures informatiques des Jeux Olympiques et Paralympiques et d'autres manifestations sportives. Il gérait à ce moment aussi les activités d'Atos dans la région ibérique. En 2013, il prend la tête des ressources humaines au niveau du groupe puis, en 2014, devient directeur commercial du groupe. En 2018 Patrick Adiba est en charge de la division Unified Communication & Collaboration (UCC), et continue de diriger l'entité Major Events.

##### **Sean Narayanan, Directeur Exécutif, Business & Platform Solutions**

*Retrouvez sa biographie en A.3.1 Group General Management Committee*

##### **Rakesh Khanna, Directeur Atos Syntel**

Rakesh Khanna est directeur d'Atos|Syntel. Il possède plus de 30 années d'expérience dans les services technologiques, ayant occupé des postes de direction en Amérique du Nord, Europe et Asie. Il a été directeur des opérations de Syntel de 2012 à 2016 et directeur de la branche Services Bancaires et Financiers de 2005 à 2012. Rakesh a été classé plusieurs fois parmi les meilleurs directeurs des opérations (COO) du monde par la société de classement de dirigeants ExecRank. Auparavant, il a occupé pendant 10 ans divers postes de direction chez i-flex solutions et a été un membre clé de l'équipe qui a développé FLEXCUBE, la solution bancaire la plus vendue au monde. Il a également passé 11 ans chez Tata Burroughs, où il a géré des projets pour des clients internationaux. Il est titulaire d'un B.E. en génie mécanique du Victoria Jubilee Technical Institute et d'un M.B.A. (Marketing) du NMIMS, Mumbai. Rakesh est membre du conseil académique et du conseil d'études de NMIMS, l'une des 10 meilleures écoles de management en Inde.

##### **Pierre Barnabé, Directeur des opérations, Big Data & Cybersecurity**

*Retrouvez sa biographie en A.3.1 Group General Management Committee*

## Entités Opérationnelles

### **Simon Walsh, Directeur Exécutif, Amérique du Nord**

Simon Walsh est directeur d'Atos Amérique du Nord. Avant de rejoindre Atos, Simon était Directeur des opérations de Virtustream, l'activité cloud de Dell Technologies, où il a contribué à l'expansion de l'entreprise à l'international et assisté le Président Directeur Général dans l'exécution quotidienne de la stratégie de l'entreprise. Avant Virtustream, Simon était Directeur Général Adjoint et Directeur des opérations d'EMC EMEA. Il a également passé 17 ans chez Computacenter PLC, dont les quatre dernières années en tant que Directeur des opérations Royaume-Uni & Ireland, fournissant des services et des solutions informatiques dans cette région. Simon est Président de Beds on Board, une startup spécialisée dans l'hébergement sur des yachts. Simon est basé à Irving, Texas, au siège régional Amérique du Nord d'Atos.

### **Ursula Morgenstern, Directrice Exécutive, Allemagne**

Ursula Morgenstern a intégré Atos en 2002 lors de l'acquisition de KPMG Consulting. Elle a occupé de 2007 à 2009, le poste de Senior Vice-Présidente en charge de l'Intégration de Systèmes, puis de 2009 à 2012 celui de Senior Vice-Présidente en charge des entreprises du secteur privé. Auparavant, elle avait occupé de nombreux postes dans le domaine de l'Intégration de Systèmes dans plusieurs secteurs, y compris la responsabilité de Centres de Profits. En 2012, elle est promu Responsable de l'Entité Royaume-Uni et Irlande. En Juillet 2013, Ursula prend la direction de la Division Business & Platform Solutions. Depuis février 2018, Ursula Morgenstern est en charge de l'entité Opérationnelle Allemagne.

### **Jean-Marie Simon, Directeur Exécutif, France**

Jean-Marie Simon a occupé de nombreux postes en R&D et production au sein de Schlumberger, à Clamart en France, puis à Oslo en Norvège. Il a travaillé également en tant que Directeur Technique de la région Asie en Indonésie. Pendant trois années, il fut Directeur Informatique du pôle Pétrole du Groupe Schlumberger. Suite à l'acquisition de Sema, il travaille pour Schlumberger-Sema, puis pour Atos. Il est alors en charge de développer des pratiques RH pour les lignes de service de Conseil et d'Intégration de Systèmes. Entre 2005 et 2007, Jean-Marie Simon était Directeur des Ressources Humaines France, Allemagne et Europe Centrale, puis de 2007 à 2013 Directeur Exécutif en charge des Ressources Humaines. Actuellement, il dirige Atos France.

### **Adrian Gregory, Directeur Exécutif, Royaume-Uni & Irlande**

*Retrouvez sa biographie en A.3.1 Group General Management Committee*

### **Peter't Jong, Directeur Exécutif, Benelux & Pays Nordiques**

Peter't Jong s'est forgé une solide expérience dans le domaine des services informatiques. Peter a commencé sa carrière au sein d'AT&T et Philips dans le département de l'automatisation puis a continué sa carrière chez Lucent aux Pays-Bas et aux Etats-Unis. Peter a rejoint Atos en 2001 comme Directeur de la Division Infrastructure & Data Management aux Pays-Bas puis a étendu ses responsabilités pour être Directeur Exécutif de la force de vente et des opérations pour la région Europe du Nord. En 2015 il a été Directeur Exécutif de la Division Infrastructure & Data Management en Allemagne où il a supervisé la cession et l'intégration des activités Unify. Depuis mai 2016, il est Directeur Exécutif, Benelux & Pays Nordiques.

### **Giuseppe Di Franco, Directeur Exécutif, Europe Centrale et de l'Est**

Giuseppe Di Franco a plus de 25 années d'expérience dans le domaine des technologies de l'information et de la communication. Après plusieurs années en tant que consultant dans le domaine des fusions et acquisitions et des technologies de l'information, Giuseppe rejoint Siemens en 2005. Il y occupe de nombreux postes dont celui de directeur du secteur de l'énergie pour la région Europe du Sud. En 2013 il devient directeur d'Atos en Italie et directeur du marché énergie au niveau global. Giuseppe Di Franco possède un diplôme d'ingénieur de l'Ecole Polytechnique de Milan. Il fait partie de l'association des anciens élèves de l'école et est membre de nombreuses associations italiennes liées aux technologies de l'information et de la communication.

### **Iván Lozano, Directeur Exécutif, Région Ibérique**

Iván Lozano Rodriguez a passé la majeure partie de sa carrière chez Atos, dès lors qu'il a rejoint le Groupe en tant que Consultant dans le secteur des Télécommunications, en juin 1994. De 1995 à 2008, il a occupé un grand nombre de postes parmi lesquels celui de Responsable des Opérations et de Responsable des Opérations pour l'Entité Opérationnelle. A partir d'avril 2008, il dirige la ligne de Service, Intégration de Systèmes. En tant que membre exécutif de la Région Ibérique, il avait pour mission de consolider et développer la nouvelle entité opérationnelle. En novembre 2010, Iván Lozano devient Directeur des Opérations d'Atos pour la Région Ibérique. Iván Lozano possède un diplôme d'Ingénieur en Télécommunications de l'Universidad Politécnica de Madrid, et un master en Management International de la Caledonian University de Glasgow (Royaume-Uni).

### **Herbert Leung, Directeur Exécutif, Asie-Pacifique**

Herbert Leung a effectué une grande partie de sa carrière chez Schlumberger où il a débuté avant d'être nommé Directeur Régional pour la Chine et le Canada, puis Directeur Technique International et enfin Vice-Président pour une zone regroupant l'Europe et l'Afrique. En 2004, chez Schlumberger Sema, il est en charge de l'Infogérance pour le Royaume-Uni, la zone Amérique et l'Asie-Pacifique. Puis il entre en 2004 chez Atos et occupe le poste de Directeur Général Asie-Pacifique où il est conforté en juillet 2011. Herbert Leung a obtenu une licence en Sciences de l'Electronique à l'Université de Dundee en Ecosse.

### **Francis Meston, Directeur Exécutif, Moyen-Orient et Afrique**

Avant de rejoindre Atos en 2009 pour diriger le Conseil et l'Intégration de Systèmes, Francis Meston était en charge de la filiale française d'EDS depuis janvier 2002. En 1996, il entre chez AT Kearney pour prendre en charge les pratiques de Conseil de transformation d'entreprises et de celles de la Stratégie et des Fusions Acquisitions pour la zone EMEA. Au préalable, il a travaillé chez Capgemini Consulting comme responsable des activités en France, des pratiques de télécommunications de la zone EMEA et la refonte des processus pour la même zone. Ingénieur diplômé de l'ESIM, Francis Meston possède un MBA en Finance obtenu à Purdue (Etat de l'Indiana, Etats-Unis). Il est également maître de conférences à HEC. Depuis juillet 2015 il est responsable des régions Inde, Moyen-Orient et Afrique.

### **Ventes et Marchés**

#### **Kari Kupila, Directeur Exécutif, Compte Siemens**

Kari Kupila a débuté sa carrière au sein du groupe Siemens à Espoo en 1986, puis il a exercé plusieurs fonctions importantes d'encadrement au sein de la société en Allemagne, notamment Directeur pour le Secteur Financier, et Directeur Régional et des Ventes. En 2010, il devient Responsable de la zone Europe du Sud et de l'Ouest chez SIS, puis chez Atos en juillet 2011. Récemment, il a pris la responsabilité du compte Siemens d'Atos. Kari Kupila possède un Master de Science et d'Economie de l'Ecole supérieure de commerce d'Helsinki avec une spécialisation en Droit et en Finance.

### **Fonctions Groupe**

#### **Sophie Proust, Directrice Exécutive, Chief Technology Officer**

Sophie Proust est diplômée de l'Ecole supérieure d'électricité « Supélec » de Paris. Sophie a rejoint le groupe Bull en 1989 où elle a occupé plusieurs postes techniques de direction dans les systèmes propriétaires (mainframe), la gestion d'infrastructure réseau, les solutions d'administration informatique et la conception de serveurs. En 2010, Sophie a dirigé le projet Tera100 qui a doté le CEA du premier ordinateur Petaflopique en Europe. Elle a rejoint le groupe Atos en 2014 à la suite de la reprise par Atos de Bull, où elle occupait le poste de responsable de la recherche et du développement. Chez Atos, Sophie a été responsable de la recherche et du développement de la division Big Data & Cybersecurity, de 2014 à janvier 2019. Dans le cadre du dernier programme Quantum, Sophie fait partie du comité consultatif d'Atos Quantum, présidé par Thierry Breton avec Serge Haroche (Nobel 2012). Sophie est membre du Conseil d'administration de l'Université Technologique de Troyes (UTT) depuis décembre 2018. En janvier 2019, Sophie est nommée, Group Chief Technology Officer (CTO) et membre du Comité Exécutif d'Atos.

### **Philippe Mareine, Directeur Exécutif, Ressources Humaines, Logistique, Gestion des sites et Partenariat Mondial Siemens & Directeur de la responsabilité d'entreprise du Groupe**

*Retrouvez sa biographie en A.3.1 Group General Management Committee*

### **Marc Meyer, Directeur Exécutif, Gestion des Cadres Dirigeants, des Talents et de la Communication**

Marc Meyer a rejoint le Groupe en 2010 après avoir été Directeur de la Communication de Dexia. Après avoir intégré Bull en 1986, où il a exercé différentes responsabilités en Communication et en Marketing, il a rejoint Thomson en 1997 comme Directeur de la Communication et a intégré le Comité Exécutif en 2001. Il est nommé Directeur de la Communication de France Telecom/Orange en 2001. Marc Meyer est diplômé de l'Université Paris-Sorbonne. Il a été nommé en 2014, en charge de la gestion des dirigeants d'Atos, des Talents et de la Communication. Marc Meyer est Chevalier de la Légion d'Honneur.

### **Alexandre Menais, Secrétaire Général, Directeur Exécutif, Fusions et Acquisitions, Développement Corporate, Juridique, Conformité et Gestion des contrats**

Alexandre Menais a rejoint Atos en 2011 en tant que Directeur Juridique du Groupe. Auparavant, Alexandre a travaillé pour le Cabinet d'avocat Hogan Lovells à Paris et à Londres. En 2006, il rejoint le groupe eBay France (eBay, Paypal et Skype) en tant que Directeur Juridique avant d'être promu Directeur Juridique Europe d'eBay. En novembre 2009, il prend les fonctions de Directeur Juridique France Benelux d'Accenture. Alexandre est titulaire d'un DEA en droit privé de l'Université de Strasbourg et d'un MBA à HEC. Il a été nommé au collège de l'Autorité de la concurrence en mars 2019.

### **Gilles Arditti, Directeur Exécutif, Relations Investisseurs et Communication Financière & responsable de l'Audit Interne**

Après six ans chez Bull et quatre ans chez KPMG, Gilles Arditti a rejoint le Groupe Atos en 1990, où, jusqu'en 2006, il a été successivement Directeur Fusions-Acquisitions, puis Directeur Financier et des Ressources Humaines pour Atos Origin en France, avant de devenir Directeur Financier pour la France, l'Allemagne et l'Europe Centrale. En 2007, Gilles Arditti prend en charge les Relations Investisseurs et la Communication Financière d'Atos, fonction qu'il occupe toujours. En mars 2014, il est nommé responsable du M&A pour le Groupe et intègre le Comité Exécutif d'Atos. Depuis juin 2014, Gilles Arditti siège au Conseil d'administration de Worldline. Titulaire d'un master en Finance de l'Université Paris-Dauphine et d'un master en Finance internationale obtenu à HEC Paris, Gilles Arditti est également ingénieur ENSTIMA et expert-comptable diplômé.

### **Uwe Stelter, Directeur Financier Adjoint**

Uwe Stelter est Directeur Financier Adjoint du Groupe depuis juillet 2019, après avoir été Directeur des Opérations des Divisions Infrastructure & Data Management et Business & Platform Solutions, puis responsable de l'intégration de Syntel. Avant cela, il a été Directeur Financier de la Division Infrastructure & Data Management ainsi que de l'Entité Opérationnelle Amérique du Nord. Après avoir exercé chez Siemens de multiples postes de management au sein de la Direction Financière aux Etats-Unis et en Allemagne, tant dans les Divisions Siemens IT Services et Communication, Uwe a rejoint Atos en 2011. Par ailleurs, Uwe Stelter a été Directeur Financier de ProSTEP, une société allemande de développement de logiciels et de conseil intervenant sur le marché de la gestion du cycle de vie du produit (PLM). Uwe est titulaire d'un MBA de l'université AKAD en Allemagne.

## A.4 Revue opérationnelle

### A.4.1 Réconciliation du chiffre d'affaires et de la marge opérationnelle à périmètre et taux de change constants

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2019 s'élève à 5 744 millions d'euros, soit -5,4 % à taux de change constant et +0,8 % en croissance organique. La marge opérationnelle s'établit à 529 millions d'euros, soit 9,2 % du chiffre d'affaires, une hausse de 20 points de base à taux de change et périmètre constants.

En millions d'euros	S1 2019	S1 2018	variation %
Chiffre d'affaires statutaire	5 744	6 005	-4,3%
Effet de change		68	
<b>Chiffre d'affaires à taux de change constants</b>	<b>5 744</b>	<b>6 074</b>	<b>-5,4%</b>
Effet des changements de périmètre		-395	
Effet de change sur les périmètres acquis ou cédés		23	
<b>Chiffre d'affaires à périmètre et taux de change constants</b>	<b>5 744</b>	<b>5 701</b>	<b>+0,8%</b>
Marge opérationnelle statutaire	529	545	-2,9%
Effet des changements de périmètre		-41	
Effet de change		9	
<b>Marge opérationnelle à taux de change et périmètre constants</b>	<b>529</b>	<b>513</b>	<b>+3,1%</b>
en % du chiffre d'affaires	9,2%	9,0%	

Le tableau ci-dessous présente les effets, sur le chiffre d'affaires du premier semestre 2018, des acquisitions et des cessions, des transferts internes reflétant la nouvelle organisation du Groupe et les variations de taux de change.

	Chiffre d'affaires S1 2018				S1 2018 à périmètre et taux de change constants
	S1 2018 Publié	Périmètre	Transferts internes	Taux de change*	
<i>In € million</i>					
Amérique du Nord	967	363		91	1 420
Allemagne	1 057	-5			1 052
Royaume-Uni & Irlande	826	27		7	860
France	841	6			847
Benelux & Pays Nordiques	510	1		-1	510
Autres Entités Opérationnelles	1 008	10		-6	1 012
Worldline	797	-797			
<b>TOTAL GROUP</b>	<b>6 005</b>	<b>-395</b>		<b>91</b>	<b>5 701</b>
Infrastructure & Data Management	3 163	-3	-27	60	3 193
Business & Platform Solutions	1 617	424	21	26	2 087
Big Data & Cybersecurity	429	-19	6	5	421
Worldline	797	-797			
<b>TOTAL GROUP</b>	<b>6 005</b>	<b>-395</b>		<b>91</b>	<b>5 701</b>

\* Taux de change S1 2019

L'effet de périmètre s'élève à -395 millions d'euros pour le chiffre d'affaires, dont :

- 797 millions d'euros liés au retraitement de la contribution de Worldline au chiffre d'affaires du Groupe au cours du premier semestre 2018. À titre de rappel, le 30 janvier 2019, Atos SE a annoncé, à l'occasion d'une journée Investisseurs, son projet de distribution d'environ 23,5% du capital social de Worldline au profit des actionnaires d'Atos, sachant que le Groupe en détenait 50,8%. Durant l'Assemblée Générale Annuelle qui s'est tenue le 30 avril 2019, les actionnaires d'Atos ont approuvé cette distribution en nature exceptionnelle. Elle a ensuite été réalisée en date du 7 mai 2019, sur la base d'un ratio de distribution des actions de Worldline au profit des actionnaires d'Atos de 2 actions Worldline pour 5 actions Atos détenues. À l'issue de l'opération, Atos détient 27,3 % du capital social. D'un point de vue comptable, Worldline a été comptabilisée comme une activité abandonnée selon la norme IFRS 5 sur la période du 1er janvier 2019 au

30 avril 2019 (au lieu du 7 mai 2019 pour des raisons d'ordre pratique), puis selon la méthode de mise en équivalence dans les états financiers d'Atos, ce qui implique que le chiffre d'affaires réalisé par Worldline au cours du premier semestre 2019 ne fait plus partie du chiffre d'affaires du Groupe.

- Par ailleurs, le chiffre d'affaires réalisé par les entités d'Atos avec Worldline au premier semestre 2019 n'est plus neutralisé dans la consolidation du Groupe mais comptabilisé en chiffre d'affaires du Groupe et s'élève à 33 millions d'euros pour le premier semestre 2018.
- Le montant net positif résiduel de +369 millions d'euros se rapporte essentiellement à l'acquisition de Syntel (6 mois pour un montant de 410 millions d'euros), à la cession de certaines activités Unified Communication & Collaboration spécifiques et à la vente et au décommissionnement d'activités non stratégiques chez CVC.

Les transferts internes suivants ont eu lieu au 1<sup>er</sup> janvier 2019 : (i) les contrats de Santé en NAO ont été transférés à Atos Syntel ; ils dépendaient auparavant de la Division Infrastructure & Data Management et relèvent de la Division Business & Platform Solutions depuis le 1er janvier 2019, (ii) l'offre Escala a été transférée de la Division Infrastructure & Data Management vers la Division Big Data & Cybersecurity et (iii) un contrat de la Division Télécoms a été transféré vers la Division Infrastructure & Data Management.

Sur la base des données du premier trimestre 2018 telles que publiées, les taux de change ont contribué de manière positive au chiffre d'affaires pour un montant total de +91 millions d'euros, essentiellement du fait du dollar américain.

Les effets décrits ci-dessus se sont également reflétés dans la marge opérationnelle à périmètre et taux de changes constants. L'effet des changements de périmètre s'élève à -41 millions d'euros à la suite du retraitement de la contribution de Worldline impactant la marge du Groupe à hauteur de -129 millions d'euros, compensé par +88 millions d'euros au niveau du reste du Groupe, issus principalement de la contribution de Syntel. Ces effets sont détaillés ci-dessous :

Marge opérationnelle S1 2018					
	S1 2018 Publié	Périmètre	Transferts internes	Taux de change*	S1 2018 à périmètre et taux de change constants
<i>(en million d'euros)</i>					
Amérique du Nord	89	42		9	140
Royaume-Uni & Irlande	89	3		1	93
France	61	0			61
Allemagne	68	-5			62
Benelux & Pays Nordiques	39	-2		-0	37
Autres Entités Opérationnelles	111	50		-0	160
Structures Globales**	-41			0	-40
Worldline	129	-129			
<b>TOTAL GROUPE</b>	<b>545</b>	<b>-41</b>		<b>9</b>	<b>513</b>
Infrastructure & Data Management	282	-8	-2	5	277
Business & Platform Solutions	119	101	2	3	224
Big Data & Cybersecurity	52	-5	1	1	49
Coûts centraux	-37			-0	-37
Worldline	129	-129			
<b>TOTAL GROUPE</b>	<b>545</b>	<b>-41</b>		<b>9</b>	<b>513</b>

\* Taux de change S1 2019

\*\* Les coûts des structures globales comprennent les coûts de structures des divisions qui ne sont ni alloués aux Entités Opérationnelles ni aux coûts centraux

## A.4.2 Performance par Division

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2019 s'établit à 5 744 millions d'euros, soit une hausse de +0,8 % en croissance organique, grâce à la solide performance de l'activité Big Data & Cybersecurity et à la croissance de l'activité Business & Platform Solutions. La baisse du chiffre d'affaires de la Division Infrastructure & Data Management est moins importante et passe de -3,0 % au premier trimestre à -0,6 % au deuxième trimestre, compte tenu d'une amélioration de la situation observée en Amérique du Nord.

La marge opérationnelle s'élève à 529 millions d'euros, soit 9,2 % du chiffre d'affaires, ce qui représente une amélioration de +20 points de base, principalement alimentée par la bonne performance de Business & Platform Solutions (+80 points de base), tandis qu'Infrastructure & Data Management est restée stable. La rentabilité opérationnelle de l'activité Big Data & Cybersecurity traduit les investissements réalisés au niveau de la R&D et de l'offre, à la fois pour les solutions Cybersecurity et Big Data.

En millions d'euros	Chiffre d'affaires			Marge opérationnelle		Marge opérationnelle %	
	S1 2019	S1 2018*	% organique	S1 2019	S1 2018*	S1 2019	S1 2018*
Infrastructure & Data Management	3 137	3 193	-1,8%	274	277	8,7%	8,7%
Business & Platform Solutions	2 135	2 087	+2,3%	247	224	11,6%	10,8%
Big Data & Cybersecurity	473	421	+12,4%	48	49	10,2%	11,7%
Coûts centraux				-40	-37	-0,7%	-0,7%
<b>Total</b>	<b>5 744</b>	<b>5 701</b>	<b>+0,8%</b>	<b>529</b>	<b>513</b>	<b>9,2%</b>	<b>9,0%</b>

\* A périmètre et taux de change constants

### A.4.2.1 Infrastructure & Data Management

Infrastructure & Data Management			
En millions d'euros	S1 2019	S1 2018*	% organique
Chiffre d'affaires	3 137	3 193	-1,8%
Marge opérationnelle	274	277	
Taux de marge opérationnelle	8,7%	8,7%	

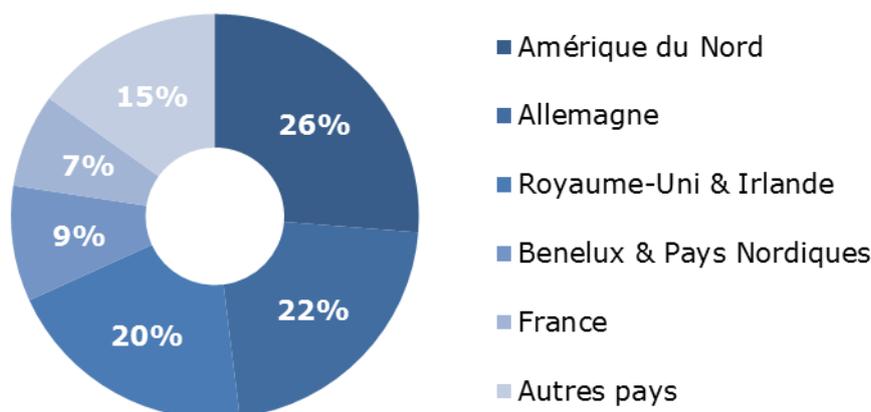
\* A périmètre et taux de change constants

Le **chiffre d'affaires** de la Division Infrastructure & Data Management s'élève à 3 137 millions d'euros au premier semestre 2019, soit une baisse de -1,8 % à taux de change et périmètre constants. La Division poursuit la transformation de son modèle opérationnel en augmentant la part de chiffre d'affaires des solutions d'orchestration de Cloud Hybride et des projets de Services Technologiques et Transformation. La Division poursuit également la transformation numérique de ses principaux clients via l'automatisation et la robotisation et a conclu différents nouveaux contrats dans des régions stratégiques, notamment en Allemagne, en Amérique du Nord, au Royaume-Uni, en France et dans la zone Benelux & Pays Nordiques.

La croissance s'est matérialisée dans les Services Financiers, principalement alimentée par la montée en charge des contrats importants comme CNA Financial Corporation aux États-Unis, qui viennent plus que compenser le non-renouvellement du contrat Standard & Poor l'an dernier, et du contrat Aviva au Royaume-Uni, adossée au renforcement des activités avec NS&I et Aegon. L'activité Télécoms, Médias & Services aux collectivités enregistre une hausse de ses ventes avec la BBC et bénéficie de la montée en charge des contrats conclus avec Scottish Water au Royaume-Uni et avec un opérateur de téléphonie mobile espagnol. La situation dans le secteur public et le secteur Industrie, Distribution Transports est restée difficile, notamment au Royaume-Uni qui subit l'effet de base des transitions réalisées avec le ministère de la Justice au cours du premier semestre 2018, et aux États-Unis du fait essentiellement de la résiliation du contrat Marriott International à la fin du premier semestre 2018. Ces résultats sont partiellement compensés par la hausse de l'activité dans les Autres Entités Opérationnelles.

Après un premier trimestre à -3,0 %, la Division affiche une croissance organique de -0,6 % au cours du deuxième trimestre 2019, grâce notamment à l'amélioration de la situation en Amérique du Nord.

## Chiffre d'affaires en Infrastructure & Data Management par zone géographique



La **marge opérationnelle** de la Division Infrastructure & Data Management s'élève à 274 millions d'euros au premier semestre 2019, soit 8,7 % du chiffre d'affaires, un niveau stable par rapport à l'an dernier. En effet, toutes les zones géographiques ont mis en œuvre d'importantes mesures de réduction des coûts, y compris le programme RACE, afin d'adapter leur base de coûts à l'évolution du chiffre d'affaires.

### A.4.2.2 Business & Platform Solutions

#### Business & Platform Solutions

En millions d'euros	S1 2019	S1 2018*	% organique
Chiffre d'affaires	2 135	2 087	+2,3%
Marge opérationnelle	247	224	
Taux de marge opérationnelle	11,6%	10,8%	

\* A périmètre et taux de change constants

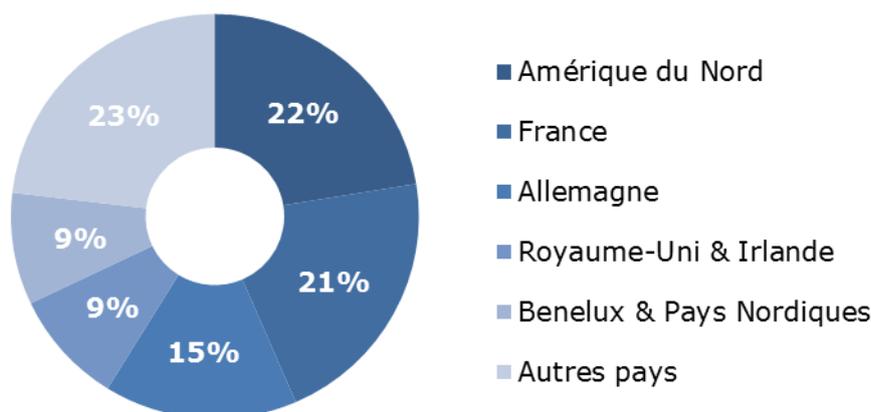
Le **chiffre d'affaires** de la Division Business & Platform Solutions atteint 2 135 millions d'euros au premier semestre 2019, en hausse de +2,3 % à taux de change et périmètre constants.

Industrie, Distribution & Transport enregistre une forte croissance suite à une belle performance réalisée dans l'ensemble des zones géographiques, en particulier en Allemagne, grâce notamment à la mise en place d'un nouveau contrat de services de gestion des applications avec Siemens, un nouveau projet SAP décroché en Autriche et la contribution des activités Syntel en Amérique du Nord, tandis que les nouveaux dossiers récemment conclus dans la zone Benelux & Pays Nordiques y contribuent également. Télécoms, Médias & Services aux collectivités marque une évolution positive, largement alimentée par les Autres entités opérationnelles grâce à une hausse des volumes avec les services publics italiens et espagnols, couplée à un renforcement de l'activité Worldgrid en France, une situation partiellement compensée par de moindres volumes pour les contrats de gestion des applications en Allemagne et dans la zone Benelux & Pays Nordiques.

La Division enregistre une forte croissance dans le domaine des Services Financiers. Les activités de Syntel ont largement contribué aux résultats de ce secteur en Amérique du Nord et des synergies avec les comptes existants au Royaume-Uni se sont matérialisées, tandis que la situation s'avère plus difficile dans le secteur bancaire en France, dans la Zone Ibérique et en Europe Centrale et de l'Est. Sur le marché Public & Santé, les volumes importants enregistrés en Allemagne et en France n'ont pas permis de compenser la réduction des volumes affectant les contrats existants en Amérique du Nord, la résiliation de contrats dans la zone Benelux & Pays Nordiques l'an dernier et des fins de projets au Royaume-Uni.

La croissance organique du chiffre d'affaires s'est élevée à +1,1 % au deuxième trimestre 2019. La Division a réduit le nombre de contrats à faible marge au sein de ses activités historiques au cours du premier trimestre 2019 puis du deuxième trimestre 2019.

## Chiffre d'affaires en Business & Platform Solutions par zone géographique



**La marge opérationnelle** a atteint 247 millions d'euros, représentant 11,6% du chiffre d'affaires. La forte amélioration de +80 points de base, a été particulièrement portée par l'Amérique du Nord, l'Allemagne et le Royaume-Uni. Cette hausse est principalement attribuable aux synergies de coûts avec Syntel ainsi qu'à la réduction de contrats à faible marge à l'occasion du transfert de contrats vers Syntel. L'amélioration provient également de la hausse du chiffre d'affaires sur les offres digitales, conjuguée à la poursuite des effets de réduction des coûts dans la plupart des zones géographiques, notamment à travers l'industrialisation de ces centres de production mondiaux, ainsi qu'à une meilleure gestion des effectifs.

### A.4.2.3 Big Data & Cybersecurity

#### Big Data & Cybersecurity

En millions d'euros	S1 2019	S1 2018*	% organique
Chiffre d'affaires	473	421	+12,4%
Marge opérationnelle	48	49	
Taux de marge opérationnelle	10,2%	11,7%	

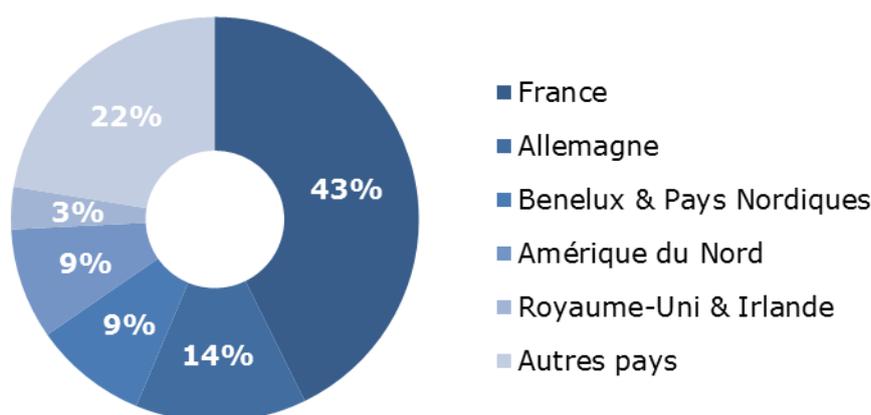
\* A périmètre et taux de change constants

Le **chiffre d'affaires** de la Division Big Data & Cybersecurity s'établit à 473 millions d'euros, avec une croissance constante à deux chiffres portée en grande partie par la belle performance réalisée par la France et Benelux & Pays Nordiques.

En ce sens, la croissance a été notamment soutenue par l'activité Big Data, provenant essentiellement de nouveaux projets en France, combinés à une forte performance enregistrée dans la zone Benelux & Pays Nordiques (dont le contrat CSC en Finlande), ainsi qu'au Brésil avec une grande société pétrolière. Les activités Cybersecurity enregistrent également une croissance à deux chiffres, portée par de nouvelles opportunités commerciales avec CNA Financial Corporation en Amérique du Nord, adossée aux bons résultats obtenus dans la zone Benelux & Pays Nordiques et en Allemagne, qui ont largement compensé le recul du chiffre d'affaires lié aux ventes de licences non renouvelées cette année au Royaume-Uni. Les activités de Défense et Systèmes Critiques affichent une solide croissance, principalement du fait de la montée en charge du contrat passé avec une police nationale en Europe Centrale et de l'Est.

Au deuxième trimestre 2019, la Division Big Data & Cybersecurity a enregistré une croissance organique de son chiffre d'affaires de +13,2 %.

## Chiffre d'affaires en Big Data & Cybersecurity par zone géographique



La **marge opérationnelle** s'est élevée à 48 millions d'euros, soit 10,2 % du chiffre d'affaires, une réduction de -150 points de base par rapport à l'année dernière à données comparables. La rentabilité opérationnelle au cours du premier semestre 2019 traduit les investissements réalisés au niveau de la R&D et des nouvelles offres, à la fois pour les solutions Cybersecurity et Big Data.

### A.4.3 Performance par Entité Opérationnelle

En millions d'euros	Chiffre d'affaires			Marge opérationnelle		Marge opérationnelle %	
	S1 2019	S1 2018*	% organique	S1 2019	S1 2018*	S1 2019	S1 2018*
Amérique du Nord	1 345	1 420	-5,3%	148	140	11,0%	9,9%
Allemagne	1 074	1 052	+2,2%	68	62	6,3%	5,9%
France	887	847	+4,6%	59	61	6,7%	7,2%
Royaume-Uni & Irlande	842	860	-2,1%	87	93	10,3%	10,8%
Benelux & Pays Nordiques	524	510	+2,6%	39	37	7,4%	7,3%
Autres Entités Opérationnelles	1 073	1 012	+6,1%	168	160	15,6%	15,8%
Coûts des structures globales**				-38	-40	-0,7%	-0,7%
<b>Total</b>	<b>5 744</b>	<b>5 701</b>	<b>+0,8%</b>	<b>529</b>	<b>513</b>	<b>9,2%</b>	<b>9,0%</b>

\* A périmètre et taux de change constants

\*\* Les coûts des structures globales comprennent les coûts de directions des divisions ITS et les coûts centraux ITS non alloués aux Entités Opérationnelles

#### A.4.3.1 Amérique du Nord

Amérique du Nord			
En millions d'euros	S1 2019	S1 2018*	% organique
Chiffre d'affaires	1 345	1 420	-5,3%
Marge opérationnelle	148	140	
Taux de marge opérationnelle	11,0%	9,9%	

\* A périmètre et taux de change constants

Le **chiffre d'affaires** s'établit à 1 345 millions d'euros, soit une baisse de -76 millions d'euros ou -5,3 % en croissance organique. L'Entité Opérationnelle a été impactée par le non-renouvellement de contrats, et la réduction du périmètre avec certains clients existants, notamment en Infrastructure & Data Management.

Le chiffre d'affaires de la Division Infrastructure & Data Management a effectivement été impacté, au premier semestre 2019, par le non-renouvellement de deux contrats l'année dernière : Marriott International pour l'Industrie, Distribution & Transport et Standard & Poor's pour les Services Financiers. Industrie, Distribution & Transports a su tirer parti des activités liés aux nouveaux logos comme un conglomérat spécialisé dans le commerce touristique et les complexes de divertissement. Services Financiers enregistre une solide performance : elle bénéficie de la contribution du nouveau contrat passé

avec CNA Financial Corporation, qui vient plus que compenser Standard & Poor's. L'activité Télécoms, Média, et Services aux collectivités a été impactée par la baisse des volumes.

Au niveau de la Division Business & Platform Solutions, les secteurs Services Financiers et Industrie, Distribution & Transport ont profité de l'acquisition de Syntel et ont enregistré une bonne performance. Le secteur Public & Santé a été impacté par la baisse des volumes au sein des activités historiques d'Atos.

La Division Big Data & Cybersecurity évolue de manière positive dans le domaine des Services Financiers et le secteur Télécoms, Médias & Services aux collectivités, portée notamment par de nouvelles opportunités commerciales avec CNA Financial Corporation. Cela n'a cependant pas permis de compenser la baisse liée au non-renouvellement de ventes enregistrées l'an dernier dans les secteurs Industrie, Distribution & Transport et Public & Santé.

La **marge opérationnelle** s'élève à 148 millions d'euros, soit 11,0% du chiffre d'affaires. La rentabilité augmente de +110 points de base par rapport à l'année dernière, malgré une érosion du chiffre d'affaires. Business & Platform Solutions augmente son taux de sa marge opérationnelle, grâce à la contribution de Syntel incluant les premiers effets des synergies. L'activité Big Data & Cybersecurity a, elle aussi, contribué à améliorer le taux de la marge opérationnelle. Enfin, Infrastructure & Data Management enregistre une légère baisse de sa rentabilité, liée à l'évolution du chiffre d'affaires, ce malgré les premières retombées des programmes d'optimisation des effectifs et des mesures strictes de réduction des coûts.

#### A.4.3.2 Allemagne

Allemagne			
En millions d'euros	S1 2019	S1 2018*	% organique
Chiffre d'affaires	1 074	1 052	2,2%
Marge opérationnelle	68	62	
Taux de marge opérationnelle	6,3%	5,9%	

\*A périmètre et taux de change constants

Au cours du premier semestre 2019, l'Entité Opérationnelle a enregistré une croissance organique de +2,2 % à taux de change et périmètre constants par rapport à la même période l'année dernière, pour atteindre un **chiffre d'affaires** de 1 074 millions d'euros. Cette croissance résulte de la belle performance réalisée par Business & Platform Solutions et Big Data & Cybersecurity, tandis que la situation chez Infrastructure & Data Management est restée difficile.

Le chiffre d'affaires d'Infrastructure & Data Management est restée globalement stable. L'unité opérationnelle a bénéficié de la hausse de l'activité liée dans le secteur Public & Santé sans cependant compenser une baisse enregistrée dans d'autres secteurs. Industrie, Distribution & Transport a été largement impacté par la baisse des volumes alors que les activités de Unified Communications ont progressé. Télécoms, Médias & Services aux collectivités a dû faire face à une réduction de périmètre avec Nokia et les Services Financiers ont été impactés par les activités historiques de Unified Communications. La Division poursuit le développement des activités dans le numérique et a remporté de nouveaux contrats, notamment dans le domaine des postes de travail numériques.

La Division Business & Platform Solutions continue d'afficher une belle dynamique au cours du semestre. Industrie, Distribution & Transport a bénéficié du nouveau contrat de services de gestion des applications conclu avec Siemens. Les secteurs Public & Santé et Services Financiers affichent de très bons résultats, à travers notamment les nouveaux services fournis à une grande banque allemande. Ces derniers ont plus que compensé le non-renouvellement du contrat de services de gestion des applications de Nokia l'an dernier, qui a impacté Télécoms, Médias & Services aux collectivités.

La Division Big Data & Cybersecurity enregistre une forte croissance, portée par l'activité Industrie, Distribution & Transport qui a signé de nouveaux contrats entre autres dans le secteur automobile. Cela a largement compensé de moindres volumes enregistrés entre autres dans les secteurs Services Financiers et Public & Santé.

La **marge opérationnelle** s'établit à 68 millions d'euros, soit 6,3 % du chiffre d'affaires, en hausse de +40 points de base à taux de change et périmètre constants par rapport à l'an dernier. La rentabilité a augmenté au sein de la Division Business & Platform Solutions, portée par la forte croissance du chiffre d'affaires et l'optimisation permanente des effectifs, qui a plus que compensé la baisse en Infrastructure & Data Management compte tenu des difficultés sur un contrat historique avec un opérateur téléphonique ainsi qu'en Big Data & Cybersecurity.

### A.4.3.3 France

France			
<i>En millions d'euros</i>	<b>S1 2019</b>	<b>S1 2018*</b>	<b>% organique</b>
Chiffre d'affaires	887	847	4,6%
Marge opérationnelle	59	61	
Taux de marge opérationnelle	6,7%	7,2%	

\* A périmètre et taux de change constants

S'établissant à 887 millions d'euros, le **chiffre d'affaires** progresse de +4,6 % en croissance organique, ce qui vient confirmer la tendance positive enregistrée l'an dernier, grâce à Big Data & Cybersecurity et Business & Platform Solutions.

La Division Infrastructure & Data Management a connu une baisse de son chiffre d'affaires. Les Services Financiers ont été en croissance, notamment grâce à l'augmentation des volumes dans le secteur de l'assurance via les activités de Cloud Hybride, tandis que le secteur Public & Santé reste stable grâce à l'augmentation des volumes et de l'activité Cloud Hybride, compensée par une baisse progressive de plusieurs contrats. Cela n'a pas suffi à rééquilibrer les secteurs Télécoms, Médias & Services aux collectivités et Industrie, Distribution & Transport, notamment impactés par des fins de contrats.

La Division Business & Platform Solutions enregistre une croissance organique, affichant une progression sur presque tous les marchés. La croissance provient essentiellement de Télécoms, Médias & Services aux collectivités, principalement sous l'impulsion des nouvelles affaires générées par les activités de Worldgrid. Public & Santé a, quant à elle, bénéficié de nouveaux contrats, notamment avec un grand groupe d'hôpitaux privés. Le secteur Industrie, Distribution & Transport connaît également une activité soutenue, ainsi qu'à une demande accrue pour les solutions SAP HANA. Services Financiers a été impacté, du fait principalement de l'effet de base des projets livrés l'an dernier et non renouvelés cette année.

La Division Big Data & Cybersecurity enregistre une croissance à deux chiffres, suite à la performance solide observée sur la plupart des marchés, grâce aux nouveaux contrats liés au calcul haute performance et au Big Data. Télécoms, Médias & Services aux collectivités a été impactée par l'effet de base résultant des livraisons dans le calcul haute performance, réalisées dans le secteur de l'énergie.

La **marge opérationnelle** s'établit à 59 millions d'euros, soit 6,7 % du chiffre d'affaires, une baisse de 50 points de base à taux de change et périmètre constants. Au niveau des Divisions Infrastructure & Data Management et Business & Platform Solutions, le suivi des actions menées sur les coûts et la productivité ne s'est pas totalement reflétée. La Division Big Data & Cybersecurity enregistre une progression de sa marge opérationnelle, soutenue par une forte croissance du chiffre d'affaires.

#### A.4.3.4 Royaume-Uni & Irlande

##### Royaume-Uni & Irlande

<i>En millions d'euros</i>	<b>S1 2019</b>	<b>S1 2018*</b>	<b>% organique</b>
Chiffre d'affaires	842	860	-2,1%
Marge opérationnelle	87	93	
Taux de marge opérationnelle	10,3%	10,8%	

\* A périmètre et taux de change constants

Le **chiffre d'affaires** s'élève à 842 millions d'euros, représentant une baisse de -2,1 % à taux de change et périmètre constants. Malgré la forte croissance de l'activité Business & Platform Solutions, l'Entité Opérationnelle n'a pu compenser l'effet de base des ventes réalisées au premier semestre 2018 dans les activités Big Data & Cybersecurity ou encore l'achèvement des transitions et transformations ainsi que les réductions de volume de l'activité Infrastructure & Data Management.

La Division Infrastructure & Data Management enregistre une baisse par rapport à l'an dernier. Les Services Financiers enregistrent une bonne performance, notamment grâce à l'augmentation du chiffre d'affaires lié à NS&I et Aegon, ainsi qu'à la montée en charge du contrat Aviva. Le marché Télécoms, Médias & Services aux collectivités a été principalement porté par l'augmentation des ventes réalisées avec BBC et la montée en charge du contrat de Cloud Hybride avec Scottish Water. Industrie, Distribution & Transport progresse également, grâce à la livraison de services Cloud dans le cadre de l'extension d'un contrat avec une société britannique de services postaux. Cela n'a toutefois pas permis de compenser entièrement la baisse enregistrée dans le secteur public, impactée par l'achèvement de la transition du ministère de la Justice.

Business & Platform Solutions clôture le semestre avec une forte croissance organique. Dans le domaine des Services Financiers, la performance a été soutenue par la montée en charge des contrats avec Aegon et Coventry Building Society. La croissance du marché Industrie, Distribution & Transport provient essentiellement du renforcement des projets d'infrastructure intelligente pour le compte d'un réseau de chemin de fer. L'activité de Télécoms, Médias & Services aux collectivités reste relativement stable, tandis que le secteur Public & Santé a été impacté par la fin de certains projets.

L'activité Big Data & Cybersecurity a connu une baisse des ventes en cybersécurité par rapport à l'année dernière. Cet effet n'a été que partiellement atténué par les livraisons de Bullion au profit d'une société britannique de services postaux et la montée en charge du contrat de cybersécurité conclu avec Aegon.

La **marge opérationnelle** s'établit à 87 millions d'euros, soit 10,3 % du chiffre d'affaires, en baisse de -40 points de base à taux de change et périmètre constants par rapport à l'année dernière, du fait essentiellement de la réduction des volumes pour les contrats de BPO. La Division Business & Platform Solutions parvient à augmenter sa rentabilité, grâce à une gestion de projets rigoureuse et aux mesures strictes destinées à optimiser la base de coûts.

### A.4.3.5 Benelux & Pays Nordiques

#### Benelux & Pays Nordiques

<i>En millions d'euros</i>	<b>S1 2019</b>	<b>S1 2018*</b>	<b>% organique</b>
Chiffre d'affaires	524	510	2,6%
Marge opérationnelle	39	37	
Taux de marge opérationnelle	7,4%	7,3%	

\* A périmètre et taux de change constants

Avec un total de 524 millions d'euros, le **chiffre d'affaires** enregistre une hausse de +2,6 % en croissance organique.

Infrastructure & Data Management parvient à se maintenir d'une année sur l'autre, affichant une belle performance dans le secteur Télécoms, Médias & Services aux collectivités, tandis que le secteur Industrie, Distribution & Transport reste stable, bénéficiant de l'extension de contrats récemment signés avec Philips et de la hausse des volumes livrés à Philip Morris International, compensée par l'effet de base des activités réalisées l'an dernier pour le compte de Siemens Windpower dans les Pays Nordiques. Les secteurs Public & Santé et Services Financiers ont été impactés par l'arrêt de contrats, notamment avec des institutions publiques, ainsi que par la réduction de volumes avec Achmea, ce qui a été partiellement compensé par la montée en charge du contrat signé avec les hôpitaux universitaires néerlandais.

Le chiffre d'affaires du marché Business & Platform Solutions est en baisse. La croissance du secteur Industrie, Distribution & Transport a été portée par le renforcement du contrat avec Philips. La situation est plus difficile dans les autres secteurs : sur Public & Santé, le nouveau contrat conclu avec le ministère néerlandais n'a pas suffi à compenser la baisse liée à une fin de contrat avec une institution publique, tandis que les Services Financiers sont en baisse, essentiellement aux Pays-Bas. Le secteur Télécoms, Médias & Services aux collectivités a été marqué par la réduction des activités avec KPN, en partie compensée par le contrat récemment conclu avec la filiale néerlandaise d'un grand opérateur allemand.

La Division Big Data & Cybersecurity enregistre une forte croissance organique, principalement portée par une demande soutenue dans le domaine du calcul haute performance comme pour le contrat avec CSC en Finlande, ainsi qu'une hausse des ventes de produits, notamment avec un grand Groupe IT en Belgique. De plus, la Division a enregistré une performance solide dans plusieurs pays, comme la Pologne, la Suède ou le Danemark.

La **marge opérationnelle** atteint 39 millions d'euros, soit 7,3 % du chiffre d'affaires, ce qui représente une hausse de +10 points de base par rapport à l'an dernier à taux de change et périmètre constants. Les Divisions Big Data & Cybersecurity et Business & Platform Solutions enregistrent une augmentation de leur rentabilité, portée par l'amélioration de la composition du chiffre d'affaires associée à une meilleure efficacité opérationnelle grâce à la gestion rigoureuse des projets et d'importantes mesures visant à optimiser la base de coûts. La marge du secteur Infrastructure & Data Management recule par rapport à l'année dernière, mais parvient néanmoins à maintenir un haut niveau de rentabilité.

### A.4.3.6 Autres Entités Opérationnelles

#### Autres Entités Opérationnelles

<i>En millions d'euros</i>	<b>S1 2019</b>	<b>S1 2018*</b>	<b>% organique</b>
Chiffre d'affaires	1 073	1 012	6,1%
Marge opérationnelle	168	160	
Taux de marge opérationnelle	15,6%	15,8%	

\* A périmètre et taux de change constants

Le **chiffre d'affaires** des « Autres entités opérationnelles » s'établit à 1 073 millions d'euros, ce qui représente une croissance organique de +6,1 %, alimentée par une forte activité dans toutes les Divisions, notamment Big Data & Cybersecurity et Business & Platform Solutions.

La Division Infrastructure & Data Management progresse de façon notable, enregistrant une accélération de son activité sur l'ensemble des marchés. Le secteur public, en particulier, affiche une croissance à deux chiffres, grâce notamment à la montée en charge des projets avec le Western Australian Government et aux ventes enregistrées en Europe Centrale et de l'Est. Le nouveau contrat de Cloud passé avec un opérateur de téléphonie mobile espagnol a contribué à la croissance du secteur Télécoms, Médias & Services aux collectivités. Services Financiers a bénéficié de la montée en charge d'un contrat conclu avec une grande banque privée basée au Maroc et de l'activité accrue en Europe centrale et en Inde. Les résultats du secteur Industrie, Distribution & Transport restent relativement stables, grâce à la hausse des activités en Chine et en Espagne.

La Division Business & Platform Solutions a maintenu sa croissance sur la plupart des marchés. Le secteur Télécoms, Médias et Services aux collectivités a été alimenté par l'augmentation des volumes, notamment avec des clients italiens et espagnols et par de nouveaux projets au Moyen-Orient et en Afrique. La croissance de l'activité Industrie, Distribution & Transport a été essentiellement portée par la montée en charge de nouveaux contrats et le développement de l'activité en Europe Centrale et de l'Est ainsi qu'en Amérique du Sud. Le secteur Public & Santé est également dynamique, grâce à de nouveaux projets mis en place pour le compte d'institutions gouvernementales, essentiellement en Europe Centrale et de l'Est et en Amérique du Sud.

La Division Big Data & Cybersecurity enregistre une croissance à deux chiffres, grâce à de nouveaux projets de Cybersécurité, sur des comptes en Europe Centrale et de l'Est, notamment avec une police nationale en Europe Centrale et de l'Est et Armasuisse, ainsi que des livraisons de calcul haute performance réalisées au Brésil.

La **marge opérationnelle** a atteint 168 millions d'euros, soit 15,6 % du chiffre d'affaires. Tandis que la marge de l'activité Business & Platform Solutions a baissé, Infrastructure & Data Management et Big Data & Cybersecurity sont parvenus à améliorer leur rentabilité.

### A.4.3.7 Structures globales

Les coûts afférents aux structures globales restent relativement stables par rapport au premier semestre 2018, reflétant ainsi la poursuite des efforts d'optimisation des coûts dans la plupart des fonctions. Pour rappel, la marge générée par les Centres de production mondiaux figurent dans celle de Autres Entités Opérationnelles.

## A.4.4 Chiffre d'affaires par Marché

<i>En millions d'euros</i>	<b>S1 2019</b>	<b>S1 2018*</b>	<b>% organique</b>
Industrie, Distribution & Transports	2 063	2 058	+0,2%
Public & Santé	1 697	1 717	-1,2%
Services financiers	1 041	989	+5,2%
Télécoms, Médias & Services aux collectivités	943	937	+0,7%
<b>Total</b>	<b>5 744</b>	<b>5 701</b>	<b>+0,8%</b>

\* A périmètre et taux de change constants

### A.4.4.1 Industrie, Distribution & Transports

Le secteur Industrie, Distribution & Transport s'est révélé être le segment de marché le plus important du Groupe (36 %), atteignant 2 063 millions d'euros au premier semestre 2019, soit une hausse de +0,2 % par rapport au premier semestre 2018 à taux de change et périmètre constants. La hausse du chiffre d'affaires se concentre essentiellement sur l'Allemagne, grâce notamment à Siemens et à l'activité Unified Communications, compensée par une baisse en Amérique du Nord due à Marriott International.

Sur ce marché, les 10 premiers clients (hors Siemens) représentent 20 % du chiffre d'affaires, avec une société de logistique leader en Amérique du Nord, Conduent, Daimler, Philips, un conglomérat spécialisé dans le commerce touristique et les complexes de divertissement en Amérique du Nord, un leader mondial du secteur aéronautique et défense, Johnson & Johnson, une société britannique de services postaux, Rheinmetall et une importante société pharmaceutique allemande.

### A.4.4.2 Public & Santé

Le secteur Public & Santé représente le deuxième marché du Groupe (30 %), avec un chiffre d'affaires total de 1 697 millions d'euros, en baisse de -1,2 % par rapport au premier semestre 2018 à taux de change et périmètre constants. La baisse du chiffre d'affaires vient essentiellement du Royaume-Uni mais elle est partiellement compensée par la bonne performance enregistrée en France par la Division Big Data & Cybersecurity et en Allemagne par la Division Infrastructure & Data Management.

Sur ce marché, les 10 principaux clients représentent 35 % du chiffre d'affaires total : ministère des ressources documentaires du Texas, ministère britannique du Travail et des Pensions (DWP), institutions de l'Union européenne, AllScripts, McLaren Health Care Corporation, Autorité britannique de démantèlement nucléaire, un ministère français, le ministère britannique de la Justice, une agence gouvernementale en Allemagne et Bundesagentur für Arbeit.

### A.4.4.3 Services Financiers

Le secteur Services Financiers constitue le troisième marché du Groupe (18 %), avec un chiffre d'affaires total de 1 041 millions d'euros, ce qui représente une hausse de +5,2 % par rapport au premier semestre 2018 à taux de change et périmètre constants. Le Royaume-Uni enregistre une bonne performance, grâce à Aegon et NS&I. Le marché a également bénéficié de la montée en charge du contrat CNA Financial Corporation en Amérique du Nord.

Sur ce marché, les 10 principaux clients représentent 51 % du chiffre d'affaires : NS&I, Standard Chartered Bank, American Express, State Street Corporation, CNA Financial Corporation, Deutsche Bank, Aegon, Aviva, Achmea et BNP Paribas.

### A.4.4.4 Télécoms, Médias & Services aux collectivités

Le secteur Télécoms, Médias & Services aux collectivités représente 16 % du chiffre d'affaires du groupe et s'établit à 943 millions d'euros, soit une hausse de +0,7 % par rapport au premier semestre 2018 à taux de change et périmètre constants. L'augmentation du chiffre d'affaires provient essentiellement de la BBC au

Royaume-Uni, associée à une solide performance dans la zone Ibérique et dans la zone Benelux & Pays Nordiques.

Les principaux clients sont EDF, BBC, Orange, Telefonica/O2, Worldline, Deutsche Telekom, The Walt Disney Company, Enel, Telecom Italia et Nokia. Les 10 principaux clients représentent 49 % du chiffre d'affaires total du marché Télécoms, Médias & Services aux collectivités.

## A.4.5 Prise de commandes

### A.4.5.1 Prise de commandes et ratio de prise de commande

Au premier semestre 2019, le **niveau des prises de commandes** a atteint **5 742 millions d'euros**, ce qui représente un **taux de prises de commandes sur chiffre d'affaires de 100 %**, dont 113 % au deuxième trimestre.

La prise de commandes et le ratio prise de commandes sur chiffre d'affaires par Division se décomposent ainsi :

En millions d'euros	Prises de commandes			Prises de commande sur chiffre d'affaires		
	T1 2019	T2 2019	S1 2019	T1 2019	T2 2019	S1 2019
Infrastructure & Data Management	1 076	1 791	2 867	70%	112%	91%
Business & Platform Solutions	1 112	1 116	2 228	104%	104%	104%
Big Data & Cybersecurity	241	406	647	112%	158%	137%
<b>Total</b>	<b>2 428</b>	<b>3 313</b>	<b>5 742</b>	<b>86%</b>	<b>113%</b>	<b>100%</b>

Le taux de prises de commandes sur chiffre d'affaires est particulièrement élevé pour le marché Big Data & Cybersecurity, avec 137 %. La Division Business & Platform Solutions enregistre, elle aussi, un bon ratio à 104 %, tandis que celui de l'activité Infrastructure & Data Management s'établit à 91 %, reflétant un niveau élevé de nouveaux contrats au cours d'une année marquée par un moindre niveau de contrats arrivant à renouvellement.

La Division Infrastructure & Data Management a bénéficié de la signature de nouveaux contrats au cours du deuxième trimestre, grâce à une activité commerciale très dynamique en Industrie, Distribution & Transport avec, notamment, la signature d'un nouveau contrat en Amérique du Nord. Toujours dans cette Division, la zone Benelux & Pays Nordiques ainsi que le Royaume-Uni ont signé de gros contrats dans le secteur Public & Santé. La Division Business & Platform Solutions a remporté de nouveaux contrats, en particulier dans la zone Benelux & Pays Nordiques et en Allemagne. La Division Big Data & Cybersecurity a une nouvelle fois connu une forte dynamique commerciale, atteignant 158 % du taux de prises de commandes sur chiffre d'affaires au cours du deuxième trimestre.

Les renouvellements du deuxième trimestre comptent plusieurs contrats en Infrastructure & Data Management, notamment au Royaume-Uni dans le secteur Public & Santé et pour le compte de Philips dans la zone Benelux & Pays Nordiques, ainsi que plusieurs autres contrats en Amérique du Nord et en France. La Division Big Data & Cybersecurity a réussi à renouveler deux contrats importants dans le secteur public en France.

Les prises de commandes et le ratio prises de commandes sur chiffre d'affaires par marché se décomposent ainsi :

En millions d'euros	Prises de commandes			Prises de commande sur chiffre d'affaires		
	T1 2019	T2 2019	S1 2019	T1 2019	T2 2019	S1 2019
Industrie, Distribution & Transports	708	1 424	2 132	71%	133%	103%
Public & Santé	741	931	1 672	87%	110%	99%
Services financiers	561	591	1 151	119%	125%	122%
Télécoms, Médias & Services aux collectivités	418	368	787	83%	68%	76%
<b>Total</b>	<b>2 428</b>	<b>3 313</b>	<b>5 742</b>	<b>86%</b>	<b>113%</b>	<b>100%</b>

### A.4.5.2 Carnet de commandes

Reflétant l'activité commerciale, le **carnet de commandes** est resté stable à 21,3 milliards d'euros fin juin 2019 par rapport à fin décembre 2018, ce qui représente **1,9 an de chiffre d'affaires**.

### A.4.5.3 Propositions commerciales

Le **montant total pondéré des propositions commerciales** a atteint **7,1 milliards d'euros**, contre 6,8 milliards d'euros fin 2018, soit **7,4 mois de chiffre d'affaires**.

### A.4.6 Ressources Humaines

L'**effectif total du Groupe** était de **108 851** salariés fin juin 2019, contre 122 110 fin décembre 2018. Cette évolution est fortement impactée par l'évolution du périmètre (-11 678 salariés), et notamment la déconsolidation de Worldline au 30 avril 2019.

Retraité de cet effet de périmètre, les effectifs ont diminué de -1.5 %, accompagnant et anticipant ainsi les effets de l'automatisation et de la robotisation.

Au cours du premier semestre 2019, le Groupe a recruté 9 165 employés (dont 94 % d'effectifs directs) contre 4 955 au premier semestre 2018. La majeure partie des recrutements concerne les Autres Entités Opérationnelles, notamment dans les pays offshore / nearshore tels que l'Inde et la Pologne.

Le taux de départs volontaires s'est élevé à 15,4 % au niveau du groupe dont 21,4 % dans les pays offshore / nearshore.

L'évolution de l'effectif au premier semestre 2019 par Entité Opérationnelle et par Division se présente comme suit :

	Fin décembre 2018	Périmètre	Recrutements	Départs, licenciements & réorganisation	Fin Juin 2019
Infrastructure & Data Management	44 530	-11	3 757	-3 406	44 871
Business & Platform Solutions	52 954	0	4 472	-7 234	50 192
Big Data & Cybersecurity	5 186	-91	417	-232	5 280
Coûts centraux	156	0	1	3	160
<b>Total des effectifs directs</b>	<b>102 826</b>	<b>-102</b>	<b>8 648</b>	<b>-10 869</b>	<b>100 503</b>
Allemagne	8 503	-18	105	-214	8 376
Amérique du Nord	11 127	-10	859	-1 730	10 246
France	10 606	-11	540	-730	10 406
Royaume-Uni & Irlande	8 485	0	1 475	-710	9 250
Benelux & Pays Nordiques	5 235	0	213	-405	5 043
Autres Entités Opérationnelles	58 316	-63	5 424	-7 070	56 606
Structures globales	554	0	32	-10	576
<b>Total des effectifs directs</b>	<b>102 826</b>	<b>-102</b>	<b>8 648</b>	<b>-10 869</b>	<b>100 503</b>
<b>Total des effectifs indirects</b>	<b>7 810</b>	<b>0</b>	<b>517</b>	<b>22</b>	<b>8 348</b>
<b>Worldline</b>	<b>11 474</b>	<b>-11 576</b>	<b>470</b>	<b>-368</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL GROUPE</b>	<b>122 110</b>	<b>-11 678</b>	<b>9 635</b>	<b>-11 216</b>	<b>108 851</b>

---

## A.5 Objectifs 2019

En 2019, le Groupe vise les objectifs suivants pour ses 3 critères financiers clés, en ligne avec son plan à 3 ans ADVANCE 2021 :

**Croissance organique du chiffre d'affaires** : +1% à +2% ;

**Marge opérationnelle** : environ 10,5% du chiffre d'affaires ;

**Flux de trésorerie disponible** : entre 0,6 et 0,7 milliard d'euros.

Le 30 janvier 2019, le Groupe a organisé une journée Investisseurs au cours de laquelle, à la suite du communiqué de presse paru le matin même avant l'ouverture de la bourse, il a présenté au marché le plan à trois ans avec des cibles pour l'année 2021. Les objectifs pour l'année 2019, première année du plan à trois ans, et les hypothèses sous-jacentes ont été présentées dans ce cadre. Ces hypothèses figurent à la section B.4 Stratégie et ADVANCE 2021 du Document de Référence 2018 (<https://atos.net/wp-content/uploads/2019/04/atos-document-de-reference2018.pdf>) incorporé par référence dans le présent Document d'Enregistrement Universel.

---

## A.6 Facteurs de risques

Atos est un groupe international qui opère dans 73 pays. Dans un grand nombre de ces pays, il n'existe aucun litige dans lequel le Groupe serait partie. Dans d'autres juridictions, seul un faible nombre de réclamations ou d'actions impliquant le Groupe ont été formulées. Au regard de la taille et du chiffre d'affaires de ce dernier, le niveau de contentieux demeure peu élevé.

Cela résulte en partie de l'incitation à l'auto-assurance, mais aussi de la forte promotion de la qualité des services rendus par le Groupe et de l'intervention de la Direction de Gestion des Risques entièrement dédiée au suivi des contrats, depuis l'offre commerciale jusqu'à la livraison des services. Ce suivi permet une alerte en amont des problèmes ou litiges potentiels. Tous les litiges et réclamations potentiels sont rapportés, suivis et gérés, de manière appropriée, à chaque stade de leur progression et font l'objet de revues juridiques par la Direction Juridique du Groupe.

En raison de la déconsolidation de Worldline, les réclamations et litiges de Worldline ont été écartés et ne sont plus supervisés par le Groupe. Cependant, dans le contexte de leur Alliance Globale, Atos et Worldline se sont engagées à coopérer dans la gestion des contentieux actuels et futurs impliquant les deux groupes en coordonnant leurs départements juridiques respectifs.

Au cours du premier semestre 2019, le Groupe est parvenu à mettre un terme à plusieurs litiges importants par le biais d'accords transactionnels et de décisions de justice favorables.

La Direction Générale considère que des provisions suffisantes ont été constituées.

Le montant total des provisions pour litiges dans les comptes consolidés clos au 30 juin 2019 pour couvrir les litiges et réclamations identifiés, s'élevait à 33 millions d'euros (y compris les provisions pour réclamations en matière fiscale et commerciale mais excluant les litiges en matière de droit social).

## A.6.1 Risques liés à la déconsolidation de Worldline

La déconsolidation de Worldline du groupe Atos entraîne de nouveaux risques qui pourraient avoir un impact défavorable significatif sur les activités ou les résultats d'Atos (capacité à atteindre ses objectifs) et/ou une probabilité significative de se produire.

Avant la déconsolidation, Atos et Worldline avaient un certain niveau d'interdépendance matérialisé par une stratégie commune de commercialisation, des groupes de talents et des réseaux communs, la coopération d'experts en innovation et sécurité des données, des accords communs avec des tiers notamment des fournisseurs, des processus communs, ainsi qu'un certain nombre de fonctions et de systèmes informatiques partagés.

Par conséquent, les principaux risques pour Atos résultant de la séparation avec Worldline sont la limitation potentielle d'opportunités commerciales communes et de synergies pouvant affecter la capacité d'Atos à générer des revenus futurs, ainsi que les éventuels incidents de sécurité affectant les systèmes informatiques du fait de l'entrelacement des structures informatiques de production susceptibles d'entraîner des coûts additionnels ainsi que des dommages réputationnels ou autres.

Pour atténuer ces risques, Atos a conclu avec Worldline un accord d'Alliance daté du 25 mars 2019, qui a été autorisé par le Conseil d'Administration et approuvé par l'Assemblée Générale Annuelle de la Société tenue le 30 avril 2019. L'alliance vise à maintenir un partenariat solide dans les quatre principaux domaines suivants : ventes, recherche et développement (R&D), ressources humaines et achats, et impliquant des obligations réciproques des deux groupes. Il comprend notamment une clause de coopération générale mutuelle et des dispositifs de gouvernance relatives à la mise en œuvre de l'Alliance. Atos et Worldline ont également conclu un accord de séparation daté du 6 mai 2019, qui a été autorisé par le Conseil d'Administration. Cet accord de séparation traite notamment de la coopération étroite des deux sociétés afin de mener à bien la séparation et la migration des systèmes informatiques. Enfin, dans la perspective de la séparation, Atos et Worldline ont mis en place une structure de gestion de projet appropriée comprenant 16 axes de travail. Une gouvernance de projet claire a également été établie pour permettre une transition adéquate. Plusieurs comités composés de représentants d'Atos et de Worldline se réunissent régulièrement pour superviser la transition, assurer la bonne mise en œuvre de l'Alliance et définir des actions correctives, le cas échéant.

## A.6.2 Litiges en matière fiscale

Le Groupe est engagé dans un certain nombre de litiges, réclamations et audits habituels en matière fiscale.

De tels litiges sont généralement résolus par le biais de procédures administratives non contentieuses. Certaines réclamations en matière fiscale sont localisées au Brésil, où Atos est tantôt défendeur tantôt requérant. De tels litiges sont courants pour les sociétés opérant dans cette région et les procédures sont habituellement longues.

Il existe une réclamation significative en matière de droits d'enregistrement à l'encontre des autorités fiscales britanniques. Sur le fondement d'un arrêt HSBC rendu par la Cour de Justice de l'Union Européenne, Atos UK a introduit une requête en 2009 demandant le remboursement d'un droit de timbre acquitté en juillet 2000 pour un montant total de plus de 10 millions d'euros. Les juridictions saisies ont reconnu sur le fond le principe du remboursement en 2012 et ont rendu une décision favorable à la société en avril 2017 au sujet du délai de prescription. Atos UK attend désormais le résultat d'une procédure d'appel introduite par l'administration fiscale anglaise.

Le montant total des provisions pour les litiges en matière fiscale figurant dans les comptes consolidés clos au 30 juin 2019 était de 22 millions d'euros.

### **A.6.3 Litiges en matière commerciale**

Il existe un nombre relativement faible de litiges en matière commerciale.

Certains contrats importants ayant fait l'objet d'un suivi de la Direction de Gestion des Risques ont évolué en contentieux au cours de l'exercice 2018, notamment en Allemagne. Ces litiges sont gérés directement par la Direction Juridique du Groupe.

Un certain nombre d'importants litiges commerciaux existent dans des juridictions variées que le Groupe a intégrées à la suite de diverses acquisitions, le dernier étant un contentieux hérité de Syntel pour lequel le Groupe cherche à obtenir une résolution amiable. Le Groupe et Siemens ont conclu deux accords relatifs aux litiges Unify d'une part et Siemens IT Solutions et Services d'autre part. Après avoir signé ces transactions, le Groupe considère avoir obtenu une couverture satisfaisante des risques associés.

Le montant total des provisions pour les risques de litiges commerciaux, comme inscrit dans les comptes consolidés arrêtés au 30 juin 2019, s'élève à 11 millions d'euros.

### **A.6.4 Litiges en matière sociale**

Le Groupe emploie près de 110 000 salariés. Il existe relativement peu de litiges en matière sociale. Dans la majeure partie des juridictions il n'existe pas ou très peu de litiges. L'Amérique Latine est la seule région où il existe un nombre important de litiges mais ceux-ci sont de faible valeur ou gonflés et habituels pour des sociétés opérant dans cette région.

Le Groupe est partie en qualité de défendeur à quelques litiges en matière sociale de valeur plus importante. De l'avis du Groupe ces litiges sont pour la plupart dépourvus en tout ou partie de fondement et font l'objet d'une provision adaptée.

L'ensemble des litiges dont le montant réclamé est supérieur à 300 000 euros a fait l'objet d'une provision d'un montant total de 11 millions d'euros figurant dans les comptes consolidés clos au 30 juin 2019.

### **A.6.5 Garanties de passif**

Le Groupe n'est partie qu'à un petit nombre de litiges relatifs à la mise en jeu d'une garantie de passif à la suite d'opérations de cessions/acquisitions.

### **A.6.6 Autres**

À la connaissance du Groupe, il n'existe pas d'autre procédure administrative, gouvernementale, judiciaire ou arbitrale, en cours ou potentielle, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des douze derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

---

## A.7 Parties liées

L'objet du présent paragraphe est de mettre en évidence les relations qui existent d'une part, entre le Groupe et ses actionnaires (ou représentants) et d'autre part, entre le Groupe et les sociétés liées sur lesquelles le Groupe n'exerce pas un contrôle exclusif (*i.e.*, participation dans une coentreprise ou une entreprise associée).

Une description des transactions avec les parties liées est disponible dans la Note 14 – Parties liées page 229 du document de référence 2018 du Groupe Atos déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF) le 22 février 2019. À la suite de la distribution en nature de 23,5% du capital social de Worldline aux actionnaires d'Atos le 7 mai 2019, Atos détient 27,3% du capital social et 35,0% des droits de vote de Worldline. Depuis le 1<sup>er</sup> mai 2019 (au lieu de 7 mai 2019 pour des raisons pratiques), cette participation est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence dans les comptes consolidés d'Atos. Par conséquent, les transactions entre Atos et Worldline, sur lequel le Groupe a une influence significative, sont détaillées dans la Note 13 – Parties liées.

## B. Etats financiers

### B.1 Revue financière

#### Traitement de Worldline en activités abandonnées

À la suite de la décision du 29 janvier 2019 des administrateurs d'Atos de soumettre à l'Assemblée Générale le projet de distribuer 23,5% de l'ensemble des actions de Worldline aux actionnaires d'Atos et l'approbation de la transaction par les actionnaires d'Atos à l'Assemblée Générale Annuelle du 30 avril 2019, les actions Worldline ont été distribuées aux actionnaires d'Atos le 7 mai 2019, date de mise en paiement des dividendes. Conformément à la norme IFRS 5, le résultat de Worldline jusqu'au 30 avril 2019 (au lieu du 7 mai 2019 pour des raisons pratiques) a été reclassé en « Résultat net des activités abandonnées ». Le gain résultant de la transaction a été reconnu dans le compte de résultat consolidé en « Résultat net des activités abandonnées » (voir Note 1 – Changement dans le périmètre de consolidation).

La contribution de Worldline au compte de résultat et aux flux de trésorerie nets du Groupe de 2018 a été retraitée selon les mêmes principes.

#### B.1.1 Etat du résultat global

Le Groupe a réalisé un résultat net des activités poursuivies (attribuable aux propriétaires de la Société Mère) de 180 millions d'euros au 30 juin 2019, représentant 3,1% du chiffre d'affaires consolidé. Le résultat net normalisé, retraité des produits et charges inhabituels, anormaux et peu fréquents (nets d'impôts), s'est élevé à 343 millions d'euros pour la période, représentant 6,0% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe.

(En millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2019 (6 mois)		Semestre clos le 30 juin 2018* (6 mois)	
		%		%
<b>Activités poursuivies</b>				
<b>Marge opérationnelle</b>	<b>529</b>	<b>9,2%</b>	<b>416</b>	<b>7,9%</b>
Autres produits et charges opérationnels	-241		-169	
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>288</b>	<b>5,0%</b>	<b>247</b>	<b>4,7%</b>
Résultat financier	-79		-23	
Charge d'impôt	-38		-35	
Part des participations ne donnant pas le contrôle	-2		-1	
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	12		-	
<b>Résultat net des activités poursuivies - attribuable aux propriétaires de la Société Mère</b>	<b>180</b>	<b>3,1%</b>	<b>188</b>	<b>3,6%</b>
<b>Résultat net normalisé des activités poursuivies - attribuable aux propriétaires de la Société Mère (**)</b>	<b>343</b>	<b>6,0%</b>	<b>302</b>	<b>5,8%</b>
<b>Activités abandonnées</b>				
<b>Résultat net des activités abandonnées - attribuable aux propriétaires de la Société Mère</b>	<b>3 055</b>		<b>40</b>	

\* Les résultats 2018 de Worldline ont été reclassés en « Résultat net des activités abandonnées », conformément à la norme IFRS 5.

\*\* Le résultat net normalisé est défini ci-après.

Le résultat net des activités abandonnées est constitué de la contribution de Worldline du 1<sup>er</sup> janvier au 30 avril ainsi que du gain net lié à la distribution des titres de Worldline, net des coûts de distribution (après impôts). Ce gain net était de 2 996 millions d'euros (voir Note 1 – Changement dans le périmètre de consolidation).

### B.1.1.1 Marge opérationnelle

La marge opérationnelle représente la performance opérationnelle sous-jacente des activités courantes et est expliquée dans la revue opérationnelle.

### B.1.1.2 Autres produits et charges opérationnels

Le poste « Autres produits et charges opérationnels » comprend les produits et charges qui sont inhabituels, anormaux et peu fréquents. Il a représenté une charge nette de 241 millions d'euros au premier semestre 2019. Le tableau ci-dessous détaille ce poste par nature :

(En millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2019 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2018* (6 mois)
Réorganisation des effectifs	-63	-37
Rationalisation et frais associés	-17	-13
Coûts d'intégration et d'acquisition	-24	-16
Amortissement des immobilisations incorporelles relatives à l'allocation du prix d'acquisition	-79	-49
Charges relatives à des paiements fondés sur des actions	-34	-32
Autres	-24	-23
<b>Total</b>	<b>-241</b>	<b>-169</b>

\* Les résultats 2018 de Worldline ont été reclassés en « Résultat net des activités abandonnées », conformément à la norme IFRS 5.

Les dépenses de **réorganisation** des effectifs se sont élevées à 63 millions d'euros et sont principalement la conséquence de l'effort d'adaptation des effectifs du Groupe dans plusieurs pays, en particulier l'Allemagne, et dans une moindre mesure la France, ainsi que la réorganisation de la Division Infrastructure & Data Management.

Les **coûts de rationalisation et frais associés** se sont élevés à 17 millions d'euros et ont été engendrés par la fermeture d'implantations et de regroupement des data centers, principalement en Amérique du Nord et en France.

Les **coûts d'intégration et d'acquisition** pour 24 millions d'euros sont principalement composés des coûts d'intégration de Syntel encourus pour générer des synergies. Les autres coûts sont relatifs à la migration et la standardisation des plateformes informatiques des entreprises précédemment acquises.

L'amortissement au titre du premier semestre 2019 des immobilisations incorporelles reconnues au titre de **l'allocation des prix d'acquisitions** s'est élevé à 79 millions d'euros dont principalement :

- 33 millions d'euros de charge d'amortissement correspondant à la relation clients et de la technologie apportées par Syntel, amorties sur une durée de 12 ans à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2018 ;
- 11 millions d'euros de charge d'amortissement correspondant à la relation clients apportée par SIS, amortie entre 4 et 12 ans à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2011 ;
- 10 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients apportée par Xerox ITO, amortie sur une durée de 6 à 12 ans à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2015 ;
- 9 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients et de la technologie apportées par Unify, amorties à partir du 1<sup>er</sup> février 2016, entre 2 et 10 ans ;
- 8 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients et des brevets apportés par Bull, amortis à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2014, respectivement sur 9 ans et de 7 à 10 ans.

Les **charges relatives à des paiements fondés sur des actions** se sont élevées à 34 millions d'euros au premier semestre 2019 contre 32 millions d'euros au premier semestre 2018.

Au premier semestre 2019, les **autres éléments** pour 24 millions d'euros sont restés stables et correspondaient principalement à des coûts liés à des plans de cessation progressive d'activité en France et à des indemnités de rupture de contrats fournisseurs.

### B.1.1.3 Résultat financier

**Le résultat financier** du Groupe s'est soldé par une charge de 79 millions d'euros sur la période (contre une charge de 23 millions d'euros au premier semestre 2018). Il est composé du coût de l'endettement financier net de 36 millions d'euros et de coûts financiers non opérationnels pour 43 millions d'euros.

Le coût de l'endettement financier net s'est élevé à 36 millions d'euros contre 8 millions d'euros au premier semestre 2018. Cette augmentation s'explique principalement par des charges d'intérêts de 32 millions d'euros liées au financement de l'acquisition de Syntel.

Les coûts financiers non opérationnels s'élèvent à 43 millions d'euros contre 14 millions d'euros au premier semestre 2018, principalement du fait de la reconnaissance d'intérêts liés à la dette de loyers suite à la première application d'IFRS 16 et de pertes de change de 3 millions d'euros contre un gain de 7 millions d'euros au premier semestre 2018.

### B.1.1.4 Impôt

La charge d'impôt sur le premier semestre 2019 s'est élevée à 38 millions d'euros pour un résultat des activités poursuivies avant impôt de 209 millions d'euros. Le Taux Effectif d'Impôt (TEI) annualisé appliqué à fin juin 2019 est de 18,3% contre 15,5% au titre du premier semestre 2018. Cette augmentation est principalement liée à l'intégration de Syntel dans le périmètre du Groupe, dont le TEI est plus élevé que la moyenne du Groupe. Cet effet sur le TEI est similaire à celui que Worldline avait sur le TEI du Groupe lorsque Worldline était consolidé au sein des activités poursuivies. Le TEI du Groupe reste stable par rapport à une situation antérieure, avant la déconsolidation de Worldline et l'acquisition de Syntel.

### B.1.1.5 Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence

La quote-part des sociétés mises en équivalence s'élevait à 12 millions d'euros au premier semestre 2019, principalement liée à la contribution de Worldline depuis le 1<sup>er</sup> mai 2019.

### B.1.1.6 Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle ne sont plus significatives depuis la déconsolidation de Worldline.

### B.1.1.7 Résultat net normalisé

Le résultat net normalisé avant éléments inhabituels, anormaux et peu fréquents (nets d'impôt) s'est élevé à 343 millions d'euros, représentant 6,0% du chiffre d'affaires consolidé de la période.

(En millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2019 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2018* (6 mois)
<b>Résultat net des activités poursuivies - attribuable aux propriétaires de la Société Mère</b>	<b>180</b>	<b>188</b>
Autres produits et charges opérationnels nets d'impôt	-163	-115
<b>Résultat net normalisé des activités poursuivies - attribuable aux propriétaires de la Société Mère</b>	<b>343</b>	<b>302</b>

\* Les résultats 2018 de Worldline ont été reclassés en «Résultat net des activités abandonnées», conformément à la norme IFRS 5.

### B.1.1.8 Résultat net par action (RNPA) semestriel

<i>(En millions d'euros et en nombre d'actions)</i>	Semestre clos le 30 juin 2019 (6 mois)	% Rentabilité	Semestre clos le 30 juin 2018* (6 mois)	% Rentabilité
<b>Activités poursuivies</b>				
<b>Résultat net des activités poursuivies - attribuable aux propriétaires de la Société Mère [a]</b>	<b>180</b>	<b>3,1%</b>	<b>188</b>	<b>3,6%</b>
Impact des instruments dilutifs	-		-	
<b>Résultat net des activités poursuivies retraité des instruments dilutifs - attribuable aux propriétaires de la Société Mère [b]</b>	<b>180</b>	<b>3,1%</b>	<b>188</b>	<b>3,6%</b>
Nombre moyen pondéré d'actions [e]	106 980 344		105 344 848	
Impact des instruments dilutifs	8 730		125 413	
Nombre moyen dilué d'actions [f]	106 989 074		105 470 261	
<i>(en euros)</i>				
<b>RNPA (Résultat Net Par Action) des activités poursuivies [a]/[e]</b>	<b>1,68</b>		<b>1,78</b>	
<b>RNPA dilué des activités poursuivies [b]/[f]</b>	<b>1,68</b>		<b>1,78</b>	
<b>RNPA normalisé des activités poursuivies [c]/[e]</b>	<b>3,21</b>		<b>2,87</b>	
<b>RNPA dilué normalisé des activités poursuivies [d]/[f]</b>	<b>3,21</b>		<b>2,87</b>	
<b>Activités abandonnées</b>				
<b>Résultat net des activités abandonnées - attribuable aux propriétaires de la Société Mère [a]</b>	<b>3 055</b>	<b>53,2%</b>	<b>40</b>	<b>0,8%</b>
Impact des instruments dilutifs	-		-	
<b>Résultat net des activités abandonnées retraité des instruments dilutifs - attribuable aux propriétaires de la Société Mère [b]</b>	<b>3 055</b>	<b>53,2%</b>	<b>40</b>	<b>0,8%</b>
Nombre moyen pondéré d'actions [e]	106 980 344		105 344 848	
Impact des instruments dilutifs	8 730		125 413	
Nombre moyen dilué d'actions [f]	106 989 074		105 470 261	
<i>(en euros)</i>				
<b>RNPA des activités abandonnées [a]/[e]</b>	<b>28,55</b>		<b>0,38</b>	
<b>RNPA dilué des activités abandonnées [b]/[f]</b>	<b>28,55</b>		<b>0,38</b>	

\* Les résultats 2018 de Worldline ont été reclassés en «Résultat net des activités abandonnées», conformément à la norme IFRS 5.

Les instruments dilutifs sont constitués d'options de souscription d'actions exerçables (correspondant à 8 730 options).

## B.1.2 Tableau de flux de trésorerie et trésorerie nette

Le Groupe a présenté un endettement net de 2 939 millions d'euros à fin juin 2019 et a généré sur le semestre un flux de trésorerie disponible de 23 millions d'euros.

<i>(En millions d'euros)</i>	<b>Semestre clos le 30 juin 2019 (6 mois)</b>	<b>Semestre clos le 30 juin 2018* (6 mois)</b>
<b>Excédent Brut Opérationnel (EBO)</b>	<b>835</b>	<b>542</b>
Investissements opérationnels	-173	-177
Paiements des loyers	-167	-
Variation du besoin en fonds de roulement	-269	-152
<b>Flux de trésorerie opérationnel</b>	<b>227</b>	<b>213</b>
Impôts payés	-48	-31
Coût de l'endettement financier net payé	-36	-8
Réorganisation provenant des autres produits et charges opérationnels	-49	-52
Rationalisation & frais associés provenant des autres produits et charges opérationnels	-22	-2
Coûts d'intégration et d'acquisition	-24	-15
Autres variations **	-26	-27
<b>Flux de trésorerie disponible</b>	<b>23</b>	<b>78</b>
(Acquisitions)/cessions (solde net)	-11	-21
Augmentation/ (diminution) de capital	15	7
Programme de rachat d'actions collectives	-76	-50
Dividendes versés aux actionnaires	-58	-70
<b>Flux de trésorerie net</b>	<b>-107</b>	<b>-57</b>
<b>Trésorerie / (Endettement) net(te) d'ouverture</b>	<b>-2 872</b>	<b>307</b>
Trésorerie / (Endettement) net(te) à l'ouverture des activités abandonnées	35	-309
Variation nette de trésorerie / (endettement)	-107	-57
Incidence de cours de monnaies étrangères sur la trésorerie / (endettement)	5	-4
<b>Trésorerie / (Endettement) net(te) de clôture</b>	<b>-2 939</b>	<b>-62</b>

\* La dette nette de Worldline relative à 2018 a été reclassée sur la ligne «Endettement net à l'ouverture des activités abandonnées», conformément à la norme IFRS 5.

\*\* Les «Autres variations» correspondent aux autres éléments opérationnels décaissés (excluant la réorganisation, la rationalisation et frais associés, les coûts d'intégration et d'acquisition), aux autres éléments financiers décaissés, aux investissements financiers nets à long terme hors acquisitions et cessions et à la participation des salariés transférée en fonds d'emprunt.

Le **flux de trésorerie disponible** représenté par la variation de trésorerie nette ou de l'endettement net, corrigé des variations de capital, des dividendes, de l'impact de la variation des taux de change sur la position nette de trésorerie à l'ouverture et des acquisitions/cessions sur la période, s'est élevé à 23 millions d'euros contre 78 millions d'euros sur le premier semestre 2018.

Le **flux de trésorerie opérationnel** s'est élevé à 227 millions d'euros contre 213 millions d'euros sur le premier semestre 2018. Cette variation est due aux éléments suivants :

- Excédent Brut Opérationnel net des paiements locatifs : +126 millions d'euros ;
- Investissements opérationnels : +4 millions d'euros ;
- Variation du besoin en fonds de roulement : -117 millions d'euros.

L'**EBO** s'est établi à 835 millions d'euros, soit une augmentation de 293 millions d'euros par rapport à juin 2018, représentant 14,5% du chiffre d'affaires contre 10,3% en juin 2018. Le passage de la marge opérationnelle à l'EBO était le suivant :

(En millions d'euros)

Semestre clos  
le 30 juin 2019  
(6 mois)

Semestre clos  
le 30 juin 2018\*  
(6 mois)

	529	416
<b>Marge opérationnelle</b>		
+ Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	171	173
+ Amortissement du droit d'utilisation	164	-
+ Valeur nette des immobilisations cédées/mises au rebut	13	17
+/- Dotations/(Reprises) nettes aux provisions pour retraite	-39	-47
+/- Dotations/(Reprises) nettes aux provisions	-3	-18
<b>EBO</b>	<b>835</b>	<b>542</b>

\* L'EBO relatif à Worldline a été reclassé en "Résultat net des activités abandonnées", conformément à la norme IFRS 5.

En sus de l'amortissement du droit d'utilisation sous IFRS 16, l'augmentation de 293 millions d'euros d'EBO est due à l'effet périmètre de Syntel et à la profitabilité accrue des activités historiques.

Les **investissements opérationnels** ont atteint 173 millions d'euros durant la période, soit 3,0% du chiffre d'affaires, inférieur de 40 points de base par rapport à la même période l'an dernier, la structure du groupe étant devenue moins capitalistique.

La variation du **besoin en fonds de roulement** a atteint -269 millions d'euros en dégradation par rapport à -152 millions d'euros au premier semestre 2018. Le délai de règlement clients (DSO) a augmenté de 6 jours (passant de 43 jours à fin décembre 2018 à 49 jours à fin juin 2019), alors que le délai de règlement fournisseurs (DPO) a baissé de 2 jours (passant de 97 jours à fin décembre 2018 à 95 jours à fin juin 2019). Le DSO a été positivement impacté par la cession de créances clients sans recours sur des grands comptes à hauteur de 23 jours, stable par rapport à décembre 2018. Au 30 juin 2019, 858 millions d'euros de créances clients ont été cédées sans recours aux banques avec transfert des risques de non-paiement, en conformité avec les critères de la norme IFRS 9 (contre 894 millions d'euros au 31 décembre 2018) et ont donc été décomptabilisées de la situation financière au 30 juin 2019.

Les **impôts payés** ont augmenté de 17 millions d'euros principalement dû à l'effet périmètre de Syntel.

Le **coût de l'endettement financier** net a augmenté de 8 millions d'euros au premier semestre 2018 à 36 millions d'euros au premier semestre 2019, impacté par 32 millions d'euros de charges d'intérêts liées au financement de l'acquisition de Syntel. L'impact a été partiellement réduit grâce à une rémunération moyenne de la trésorerie groupe de 1,60% comparée à 0,98% sur le premier semestre 2018.

Les décaissements liés à la **réorganisation, à la rationalisation et frais associés et aux coûts d'intégration et d'acquisition** se sont élevés à 95 millions d'euros. Une partie plus importante des coûts de réorganisation a été avancée au premier semestre afin d'optimiser l'impact sur la marge opérationnelle annuelle. L'objectif annuel 2019 est confirmé à 1% du chiffre d'affaires du groupe, augmenté des coûts d'intégration de Syntel et du plan de transformation allemand.

La ligne « **Autres variations** » s'élève à -26 millions d'euros, stable par rapport à la même période l'an dernier.

En conséquence des variations mentionnées ci-dessus et de l'augmentation du besoin en fonds de roulement, le **flux de trésorerie disponible** du Groupe, au premier semestre 2019, s'est élevé à 23 millions d'euros, contre 78 millions d'euros pour le premier semestre 2018.

Les **augmentations de capital** se sont élevées à 15 millions d'euros sur le premier semestre 2019 comparé à 7 millions d'euros au premier semestre 2018. Elles sont principalement liées au programme d'actionnariat salarié SHARE 2018 qui s'est concrétisé au premier semestre 2019.

Le **programme de rachat d'actions** s'est élevé à 76 millions d'euros au premier semestre 2019 contre 50 millions d'euros au premier semestre 2018. Ces rachats d'actions ont eu lieu afin de pouvoir livrer des actions de performance au management du Groupe tout en évitant les effets de dilution pour les autres actionnaires.

Au cours du premier semestre 2019, les **dividendes versés** sont principalement les dividendes payés aux actionnaires de la Société Mère pour 55 millions d'euros (1,70 euro par action), alors que les dividendes versés au premier semestre 2018 se sont élevés à 68 millions d'euros (1,70 euro par action).

L'effet de la **variation de cours des monnaies étrangères**, déterminée sur l'exposition de la dette ou de la trésorerie par pays, a conduit à une baisse de la trésorerie nette de 5 millions d'euros.

### B.1.3 Ratios bancaires

Le Groupe a respecté les limites de son ratio bancaire défini dans la facilité de crédit renouvelable multidevises, l'emprunt à terme de 1,9 milliard de dollars, et le programme de Titrisation. Le ratio de **levier financier** (endettement net/EBO) s'est élevé à 2,09 à fin juin 2019.

Selon les documents de crédit de la facilité de crédit renouvelable multidevises, l'emprunt à terme de 1,9 milliard de dollars et du programme de Titrisation, le ratio de levier est calculé sur une base proforma, hors impacts IFRS 16, en prenant en compte 12 mois glissants de l'EBO à fin juin 2019.

Le ratio d'endettement net/EBO ne doit pas être supérieur à 2,5 en vertu de la facilité de crédit renouvelable multidevises, des 1,9 milliard dollars d'emprunts et du programme de Titrisation.

## B.2 Etats financiers consolidés résumés semestriels

### B.2.1 Compte de résultat consolidé semestriel

(En millions d'euros)

	Notes	Semestre clos le 30 juin 2019 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2018* (6 mois)
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>Note 2</b>	<b>5 744</b>	<b>5 241</b>
Charges de personnel	Note 4.1	-2 677	-2 435
Charges opérationnelles	Note 4.2	-2 538	-2 390
<b>Marge opérationnelle</b>		<b>529</b>	<b>416</b>
<b>En % du Chiffre d'affaires</b>		<b>9,2%</b>	<b>7,9%</b>
Autres produits et charges opérationnels	Note 5	-241	-169
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>288</b>	<b>247</b>
<b>En % du Chiffre d'affaires</b>		<b>5,0%</b>	<b>4,7%</b>
Coût de l'endettement financier net		-36	-8
Autres charges financières		-53	-24
Autres produits financiers		10	10
Résultat financier	Note 6.1	-79	-23
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>209</b>	<b>224</b>
Charge d'impôt	Note 7	-38	-35
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		12	-
<b>Activités poursuivies</b>			
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>		<b>182</b>	<b>189</b>
Dont attribuable aux :			
- <b>propriétaires de la société mère</b>		<b>180</b>	<b>188</b>
- participations ne donnant pas le contrôle		2	1
<b>Activités abandonnées</b>			
<b>Résultat net des activités abandonnées</b>		<b>3 143</b>	<b>73</b>
Dont attribuable aux :			
- <b>propriétaires de la société mère</b>		<b>3 055</b>	<b>40</b>
- participations ne donnant pas le contrôle		89	33
<b>Total groupe</b>			
<b>Résultat net des entités consolidées</b>		<b>3 326</b>	<b>262</b>
Dont attribuable aux :			
- <b>propriétaires de la société mère</b>		<b>3 235</b>	<b>228</b>
- participations ne donnant pas le contrôle		91	35

\* Les résultats 2018 de Worldline ont été reclassés en «Résultat net des activités abandonnées», conformément à la norme IFRS 5.

(en millions d'euros et en nombre d'actions)

	Notes	Semestre clos le 30 juin 2019 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2018* (6 mois)
<b>Résultat net des activités poursuivies – attribuable aux propriétaires de la Société Mère</b>	<b>Note 12</b>	<b>180</b>	<b>188</b>
Nombre moyen pondéré d'actions		106 980 344	105 344 848
<b>Résultat net des activités poursuivies – attribuable aux propriétaires de la Société Mère</b>		<b>1,68</b>	<b>1,78</b>
Nombre moyen pondéré dilué d'actions		106 989 074	105 470 261
<b>Résultat net dilué par action des activités poursuivies – attribuable aux propriétaires de la Société Mère</b>		<b>1,68</b>	<b>1,78</b>
<hr/>			
<b>Résultat net des activités abandonnées – attribuable aux propriétaires de la Société Mère</b>	<b>Note 12</b>	<b>3 055</b>	<b>40</b>
Nombre moyen pondéré d'actions		106 980 344	105 344 848
<b>Résultat net des activités abandonnées – attribuable aux propriétaires de la Société Mère</b>		<b>28,55</b>	<b>0,38</b>
Nombre moyen pondéré dilué d'actions		106 989 074	105 470 261
<b>Résultat net dilué par action des activités abandonnées – attribuable aux propriétaires de la Société Mère</b>		<b>28,55</b>	<b>0,38</b>
<hr/>			
<b>Résultat net des entités consolidées – attribuable aux propriétaires de la Société Mère</b>	<b>Note 12</b>	<b>3 235</b>	<b>228</b>
Nombre moyen pondéré d'actions		106 980 344	105 344 848
<b>Résultat net des entités consolidées – attribuable aux propriétaires de la Société Mère</b>		<b>30,23</b>	<b>2,16</b>
Nombre moyen pondéré dilué d'actions		106 989 074	105 470 261
<b>Résultat net dilué par action des entités consolidées – attribuable aux propriétaires de la Société Mère</b>		<b>30,23</b>	<b>2,16</b>

\* Les résultats 2018 de Worldline ont été reclassés en «Résultat net des activités abandonnées», conformément à la norme IFRS 5.

## B.2.2 Etat du résultat global semestriel

(En millions d'euros)

	Semestre clos le 30 juin 2019 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2018 (6 mois)
<b>Résultat net de la période</b>	<b>3 326</b>	<b>262</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>		
<b>- A reclasser en compte de résultat (recyclable):</b>	<b>47</b>	<b>-4</b>
Variation de la juste valeur des instruments financiers	3	5
Variation de la réserve de conversion	45	-7
Effet d'impôt sur les éléments recyclables directement reconnus en capitaux propres	-1	-2
<b>- Non reclassé en compte de résultat (non-recyclable):</b>	<b>-113</b>	<b>59</b>
Gains et pertes actuariels générés sur la période liés aux engagements de retraite	-156	74
Effet d'impôt sur les éléments non-recyclables directement reconnus en capitaux propres	43	-16
<b>Total autres éléments du résultat global</b>	<b>-66</b>	<b>55</b>
<b>Total Résultat global de la période</b>	<b>3 260</b>	<b>317</b>
Dont attribuable aux :		
<b>- propriétaires de la Société Mère</b>	<b>3 169</b>	<b>284</b>
- participations ne donnant pas le contrôle	91	34

## B.2.3 Etats consolidés semestriels de la situation financière

(En millions d'euros)

	Notes	30 juin 2019	31 décembre 2018
<b>ACTIF</b>			
Goodwill	Note 8	5 838	8 863
Immobilisations incorporelles		1 709	2 813
Immobilisations corporelles		579	725
Droit d'utilisation		1 101	-
Participations dans les entreprises mises en équivalence	Note 9	2 743	7
Actifs financiers non courants	Note 6.3	225	321
Impôts différés actifs		426	459
<b>Total des actifs non courants</b>		<b>12 621</b>	<b>13 188</b>
Clients et comptes rattachés	Note 3.2	2 808	2 965
Impôts courants		2	74
Autres actifs courants	Note 4.4	1 498	2 791
Instruments financiers courants		15	12
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Note 6.2	2 230	2 546
<b>Total des actifs courants</b>		<b>6 553</b>	<b>8 388</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>19 173</b>	<b>21 576</b>

(En millions d'euros)

	Notes	30 juin 2019	31 décembre 2018
<b>PASSIF</b>			
Capital social		109	107
Primes		1 441	2 862
Réserves consolidées		2 272	2 760
Ecart de conversion		-240	-285
Résultat de l'exercice attribuable aux propriétaires de la Société Mère		3 235	630
<b>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société Mère</b>		<b>6 817</b>	<b>6 074</b>
Participations ne donnant pas le contrôle		8	2 027
<b>Total capitaux propres</b>		<b>6 825</b>	<b>8 101</b>
Provisions retraites et assimilées	Note 10	1 388	1 385
Provisions non courantes	Note 11	88	101
Passifs financiers		3 715	4 381
Impôts différés passifs		298	421
Instruments financiers non courants		4	-
Dettes de loyers non courante		858	-
Autres passifs non courants		1	5
<b>Total des passifs non courants</b>		<b>6 353</b>	<b>6 295</b>
Fournisseurs et comptes rattachés	Note 4.3	2 129	2 462
Impôts courants		99	132
Provisions courantes	Note 11	125	146
Instruments financiers courants		-	2
Part à moins d'un an des passifs financiers		1 454	1 037
Dettes de loyers courante		336	-
Autres passifs courants	Note 4.5	1 852	3 400
<b>Total des passifs courants</b>		<b>5 995</b>	<b>7 180</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>19 173</b>	<b>21 576</b>

## B.2.4 Tableau de flux de trésorerie consolidé semestriel

(En millions d'euros)

	Notes	Semestre clos le 30 juin 2019 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2018* (6 mois)
<b>Résultat avant Impôt</b>		<b>209</b>	<b>224</b>
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	Note 4.2	171	173
Amortissement du droit d'utilisation		164	-
Dotations/(Reprises) nettes aux provisions d'exploitation		-33	-64
Dotations/(Reprises) nettes aux provisions financières		15	12
Dotations/(Reprises) nettes aux autres provisions opérationnelles		6	-
Amortissement des immobilisations incorporelles relatives à l'allocation du prix d'acquisition		79	49
(Plus)/Moins-values de cessions d'immobilisations		11	-
Charges relatives à des paiements fondés sur des actions		34	32
Pertes / (gains) sur instruments financiers		-1	-4
Coût de l'endettement financier net	Note 6.1	36	8
Intérêts sur dette de location	Note 6.1	14	-
<b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité avant variation du besoin en fonds de roulement, intérêts financiers et impôts</b>		<b>705</b>	<b>430</b>
Impôts payés		-48	-31
Variation du besoin en fonds de roulement		-269	-152
<b>Flux nets de trésorerie générés par l'activité</b>		<b>388</b>	<b>247</b>
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		-173	-177
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		-	13
<b>Investissements d'exploitation nets</b>		<b>-173</b>	<b>-164</b>
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières		-3	-13
Trésorerie des sociétés acquises durant l'exercice		-	-9
Encaissements liés aux cessions financières		-8	2
<b>Investissements financiers nets</b>		<b>-11</b>	<b>-20</b>
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>		<b>-184</b>	<b>-184</b>
Augmentations de capital liées à l'exercice d'options de souscription d'actions		15	7
Rachats et reventes d'actions propres		-76	-50
Dividendes versés		-58	-70
Paiement des loyers		-167	-
Souscription de nouveaux emprunts	Note 6.4	91	54
Nouveaux contrats de location-financement		-	4
Remboursement d'emprunts courants et non courants	Note 6.4	-81	-356
Coût de l'endettement financier net payé		-36	-8
Autres mouvements liés aux opérations de financement		3	2
<b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>		<b>-309</b>	<b>-417</b>
<b>Variation de trésorerie</b>		<b>-105</b>	<b>-355</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à l'ouverture</b>		<b>2 378</b>	<b>2 182</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture des activités abandonnées		-95	-334
Variation de trésorerie	Note 6.4	-105	-355
Incidence des variations de cours de monnaies étrangères sur la trésorerie		14	-4
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à la clôture</b>	Note 6.4	<b>2 191</b>	<b>1 488</b>

\* Les flux de trésorerie de Worldline relatifs à 2018 ont été reclassés sur la ligne «Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture des activités abandonnées», conformément à la norme IFRS 5.

## B.2.5 Variation semestrielle des capitaux propres consolidé

(en millions d'euros)	Nombre d'actions à la clôture  (en milliers)	Capital social	Primes	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Eléments constatés directement en capitaux propres	Résultat net	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
<b>Au 31 décembre 2017 retraité</b>	<b>105 444</b>	<b>105</b>	<b>2 740</b>	<b>1 490</b>	<b>-282</b>	<b>8</b>	<b>601</b>	<b>4 662</b>	<b>564</b>	<b>5 226</b>
• Augmentation de capital	1 440	2	122	-	-	-	-	124	7	131
• Affectation du résultat net de l'exercice précédent	-	-	-	601	-	-	-601	-	-	-
• Dividendes versés aux actionnaires et aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-179	-	-	-	-179	-2	-182
• Paiements fondés sur des actions	-	-	-	36	-	-	-	36	2	38
• Achat/Vente d'actions propres	-	-	-	-50	-	-	-	-50	-	-50
• Acquisition de participation ne donnant pas le contrôle sans changement de contrôle	-	-	-	5	-	-	-	5	-5	-
• Autres éléments du résultat global	-	-	-	-1	-	-	-	-1	-	-1
<b>Transactions avec les actionnaires</b>	<b>1 440</b>	<b>2</b>	<b>122</b>	<b>411</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-601</b>	<b>-67</b>	<b>2</b>	<b>-65</b>
• Résultat net de la période	-	-	-	-	-	-	228	228	35	262
• Autres éléments du résultat global	-	-	-	58	-4	2	-	56	-1	55
<b>Total du résultat global de la période</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>58</b>	<b>-4</b>	<b>2</b>	<b>228</b>	<b>284</b>	<b>34</b>	<b>317</b>
<b>Au 30 juin 2018</b>	<b>106 884</b>	<b>107</b>	<b>2 862</b>	<b>1 958</b>	<b>-287</b>	<b>11</b>	<b>228</b>	<b>4 879</b>	<b>600</b>	<b>5 479</b>
• Augmentation de capital	2	-	-	-	-	-	-	-1	-2	-3
• Dividendes versés aux actionnaires et aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	-9	-9
• Paiements fondés sur des actions	-	-	-	17	-	-	-	17	2	19
• Achat/Vente d'actions propres	-	-	-	-34	-	-	-	-34	-13	-47
• Impact de dilution	-	-	-	891	-	-	-	891	1 417	2 308
• Acquisition de participation ne donnant pas le contrôle sans changement de contrôle	-	-	-	-4	-	-	-	-4	4	-
<b>Transactions avec les actionnaires</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>870</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>869</b>	<b>1 399</b>	<b>2 268</b>
• Résultat net de la période	-	-	-	-	-	-	402	402	38	440
• Autres éléments du résultat global	-	-	-	-80	1	1	-	-78	-10	-88
<b>Total du résultat global de la période</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-80</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>402</b>	<b>324</b>	<b>28</b>	<b>352</b>
<b>Au 31 Décembre 2018</b>	<b>106 886</b>	<b>107</b>	<b>2 862</b>	<b>2 748</b>	<b>-285</b>	<b>11</b>	<b>630</b>	<b>6 074</b>	<b>2 027</b>	<b>8 101</b>
• Augmentation de capital	2 329	2	140	-	-	-	-	142	-	142
• Affectation du résultat net de l'exercice précédent	-	-	-	630	-	-	-630	-	-	-
• Dividendes versés aux actionnaires et aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-182	-	-	-	-182	-2	-184
• Dividendes en actions (Worldline)	-	-	-1 561	-783	-	-	-	-2 344	-	-2 344
• Paiements fondés sur des actions	-	-	-	33	-	-	-	33	-	33
• Vente d'actions propres	-	-	-	-75	-	-	-	-75	-	-75
Minoritaires Worldline	-	-	-	-	-	-	-	-	-2 107	-2 107
• Other	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Transactions avec les actionnaires</b>	<b>2 329</b>	<b>2</b>	<b>-1 421</b>	<b>-378</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-630</b>	<b>-2 426</b>	<b>-2 109</b>	<b>-4 536</b>
• Résultat net de la période	-	-	-	-	-	-	3 235	3 235	91	3 326
• Autres éléments du résultat global	-	-	-	-113	45	2	-	-65	-	-65
<b>Total du résultat global de la période</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-113</b>	<b>45</b>	<b>2</b>	<b>3 235</b>	<b>3 170</b>	<b>91</b>	<b>3 261</b>
<b>Au 30 juin 2019</b>	<b>109 215</b>	<b>109</b>	<b>1 441</b>	<b>2 257</b>	<b>-240</b>	<b>14</b>	<b>3 235</b>	<b>6 817</b>	<b>8</b>	<b>6 825</b>

## B.2.6 Annexe aux états financiers consolidés résumés semestriels

### B.2.6.1 Base de préparation

---

Les états financiers intermédiaires consolidés du premier semestre 2019 ont été établis conformément aux normes comptables internationales telles qu'approuvées par l'Union européenne et d'application obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Les normes internationales comprennent les « International Financial Reporting Standards » (IFRS) publiées par l'« International Accounting Standards Board » (IASB), les « International Accounting Standards » (IAS), les interprétations du « Standing Interpretations Committee » (SIC) et de l'« International Financial Reporting Interpretations Committee » (IFRIC).

Les états financiers intermédiaires consolidés pour la période de 6 mois close le 30 juin 2019 ont été préparés conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et doivent être lus en relation avec les derniers états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018. Ils ne comprennent pas toutes les informations nécessaires à un jeu complet d'états financiers selon les normes IFRS. Ils comprennent toutefois une sélection de notes expliquant les événements et opérations significatives en vue d'appréhender les modifications intervenues dans la situation financière et la performance du Groupe depuis les derniers états financiers.

#### Changements de principes comptables

À l'exception des impacts des normes applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, les principes comptables appliqués pour les états financiers intermédiaires consolidés à fin juin 2019 sont conformes à ceux appliqués lors de l'élaboration des comptes consolidés au 31 décembre 2018.

Le Groupe applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 la norme IFRS 16 « Contrats de location » et la nouvelle interprétation IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux ». Ainsi, le Groupe a modifié ses principes comptables relatifs à la comptabilisation des contrats de location et au classement de ses passifs relatifs aux incertitudes fiscales.

#### IFRS 16 – Contrats de location

IFRS 16 remplace les normes IAS 17 – Contrats de Location, IFRIC 4 – Déterminer si un accord contient un contrat de location, SIC 15 – Avantages dans les contrats de location simple, et SIC 27 – Evaluation de la substance des transactions impliquant la forme juridique d'un contrat de location.

IFRS 16 introduit un modèle unique de comptabilisation des contrats de location pour les locataires, selon lequel, un « droit d'usage » est reconnu à l'actif représentant le droit d'utiliser l'actif sous-jacent et une dette représentative de l'obligation de paiement des loyers.

Le Groupe a appliqué la norme IFRS 16 à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019 en utilisant la méthode rétrospective simplifiée, selon laquelle, les périodes comparatives ne sont pas retraitées. L'impact cumulé de l'application de la norme est ainsi reconnu comme un ajustement du solde des réserves consolidées au 1<sup>er</sup> janvier 2019. L'impact sur les réserves consolidées est nul au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Le Groupe a utilisé les exemptions et simplifications suivantes dans le cadre de la transition :

- Au 1<sup>er</sup> janvier 2019, le Groupe a choisi d'appliquer la mesure de simplification consistant à conserver les analyses passées pour l'identification de contrats de location. Le Groupe a appliqué la norme IFRS 16 aux contrats en vie à cette date et qui répondent à la définition d'un contrat de location selon les normes IAS 17 et IFRIC 4. Pour les contrats de location conclus après le 1<sup>er</sup> janvier 2019, le Groupe apprécie si le contrat est, ou contient, un contrat de location s'il confère au locataire le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié pour certaine durée, en échange d'une contrepartie ;

- Le Groupe a appliqué les exemptions autorisées par IFRS 16.5 et ne reconnaît pas au bilan les droits d'usage et les dettes relatives aux contrats de location de courte durée (moins de 12 mois) et les locations d'actifs de faible valeur. Les paiements dus au titre de ces contrats sont enregistrés dans le compte de résultat de manière linéaire sur la période de location.

La nouvelle norme n'impacte pas, en date de transition, le traitement comptable des contrats de locations dans lesquels le Groupe agit en tant que bailleur, IFRS 16 ne modifiant pas les traitements existants sous IAS 17.

La dette de loyers est initialement évaluée à la valeur actualisée des loyers dus non encore payés à la mise en place du contrat de location, en utilisant le taux d'emprunt marginal in fine du groupe. Ces taux in fine ont été déterminés pour les devises du Groupe par zone géographique et par maturité. Les taux d'emprunt marginaux ont été calculés en prenant pour chaque monnaie un indice de référence de marché, augmenté d'une marge théorique correspondant au coût de financement qui serait appliqué par un prêteur à la filiale concernée du groupe Atos.

La dette de loyers est ensuite augmentée de la charge d'intérêts et diminuée des montants de loyers payés. Elle est réévaluée en cas de modification des loyers futurs suite à un changement d'indice ou de taux, à une nouvelle estimation du montant à payer attendu au titre d'une garantie de valeur résiduelle ou, le cas échéant, d'une réévaluation de l'exercice d'une option d'achat ou de prolongation ou du non exercice d'une option de résiliation.

Le Groupe a exercé son jugement pour déterminer la durée de certains de ses contrats de location immobilière dans lesquels il est locataire et qui inclut des options de renouvellement ou de résiliation anticipée, analysant si ces sites, principalement des bureaux et des centres de données, étaient stratégiques ou non. Dans la plupart des cas, le Groupe a retenu la date la plus proche à laquelle il pouvait sortir de son contrat de location sans payer de pénalité, à l'exception des contrats de location spécifiques français dits « 3/6/9 » où la 9<sup>ème</sup> année a été systématiquement retenue comme terme du contrat. Ces hypothèses pourraient être révisées courant 2019 en fonction des conclusions attendues de l'IFRIC.

### Impact sur les états financiers

Le Groupe a choisi de présenter la dette de loyers et le droit d'usage des actifs sur des lignes séparées du bilan. L'amortissement du droit d'usage de l'actif fait partie de la marge opérationnelle, les charges d'intérêts font partie du résultat financier du Groupe. L'impact de la mise en œuvre d'IFRS 16 sur la marge opérationnelle et le résultat net du Groupe n'est pas significatif au 30 juin 2019. Le Groupe a choisi d'exclure les passifs liés aux contrats de location de la définition de la dette nette du Groupe. Par conséquent, les flux de trésorerie disponible selon la définition du groupe restent comparables à ceux des années précédentes.

En excluant Worldline, présenté comme détenu en vue d'une distribution aux actionnaires au 1<sup>er</sup> janvier 2019, IFRS 16 a conduit à la comptabilisation d'une dette de loyers de 1 237 millions d'euros. Cette dette concerne principalement l'immobilier, le matériel informatique et les voitures utilisées par les employés. Le rapprochement des engagements hors bilan au titre des contrats de location simple au 31 décembre 2018 et les dettes de loyers au 1<sup>er</sup> janvier 2019 se présente comme suit :

<i>(In €million)</i>	<b>1<sup>er</sup> Janvier 2019</b>
<b>Engagements de location simple au 31 décembre 2018 dans les états financiers du Groupe</b>	<b>1 559</b>
Worldline détenu en vue d'une distribution aux actionnaires	-210
Contrats de location court terme et de faible valeur (exclusions IFRS 16)	-10
Effet d'actualisation	-144
Dettes de location financières reconnues au 31 décembre 2018	12
Autres impacts	30
<b>Dette de loyers au 1<sup>er</sup> janvier 2019</b>	<b>1 237</b>

Les impacts de la première application d'IFRS 16 sur le bilan d'ouverture hors Worldline, présenté comme détenu en vue de la distribution aux actionnaires, se présentent comme suit au 1<sup>er</sup> janvier 2019 :

- La comptabilisation des actifs liés au droit d'usage pour un montant de 1 249 millions d'euros, de la dette de loyers non courante pour 899 millions d'euros et de dette de loyers courante de 338 millions d'euros (ces montants sont considérés comme nets des loyers payés par avance) ;
- Les montants précédents incluent le reclassement des immobilisations corporelles et de la dette financière relatives aux contrats de location financement au 31 décembre 2018 pour un montant de 12 millions d'euros en droit d'usage et en dette de loyers ;
- Le reclassement des avantages consentis au groupe dans le cadre de contrats de location de passifs courants et non courants en réduction du droit d'usage pour 23 millions d'euros ; ce montant réduit le montant des actifs liés au droit d'usage ci-dessus ;
- Le reclassement des provisions pour contrat de location déficitaire de passifs non courants en réduction du droit d'usage pour un montant de 7 millions d'euros ; ce montant réduit le montant des actifs liés au droit d'usage ci-dessus.

### **IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux »**

En mai 2017, l'IASB a publié l'IFRIC 23 « Incertitude sur les traitements fiscaux ». L'interprétation clarifie les modalités d'évaluation et de comptabilisation lorsqu'il existe une incertitude quant aux traitements fiscaux. Pour évaluer l'incertitude, une entité doit déterminer s'il est probable qu'une autorité fiscale acceptera l'incertitude du traitement fiscal. L'adoption de cet amendement n'a entraîné aucune réévaluation des passifs d'impôts. Le montant des passifs d'impôts liés à ces incertitudes présentés au sein des provisions et à présenter au sein des passifs d'impôts exigibles selon la méthode rétrospective simplifiée n'est pas significatif au niveau du Groupe.

### **Autres normes ou interprétation**

Le Groupe a appliqué au 1<sup>er</sup> janvier 2019 les normes, interprétations et amendements sans impact significatif sur ses états financiers :

- Amendements à IFRS 9 : Clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative ;
- Amendements à IAS 28 : Intérêts à long terme dans des entreprises associées et coentreprises ;
- Amendements à IAS 19 : Modification, réduction ou liquidation d'un régime ;
- Améliorations annuelles des IFRS (2015 – 2017).

Plus généralement, le Groupe n'a adopté de manière anticipée aucune norme ou interprétation dont l'application n'est pas obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2019. Le Groupe n'applique aucune norme ou interprétation non encore approuvée par l'Union européenne à la date de clôture.

Les états financiers intermédiaires consolidés sont présentés en euro qui est la devise fonctionnelle du Groupe. Tous les montants sont présentés en millions d'euros.

### **Utilisation de jugements et d'estimations**

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés, la Direction émet des jugements et utilise des estimations et des hypothèses susceptibles d'avoir un impact sur le montant des actifs, passifs, produits et charges comptabilisés dans les états financiers, ainsi que sur les informations figurant en annexe sur les actifs et passifs éventuels en date d'arrêté.

Dans ces états financiers consolidés résumés semestriels, les jugements significatifs réalisés par la Direction du Groupe sur les principes comptables appliqués, ainsi que les principales sources d'incertitudes liées aux estimations, restent identiques à ceux décrits dans le dernier rapport annuel, à l'exception des nouveaux jugements significatifs réalisés au titre de l'application de la norme IFRS 16 tels que le taux d'emprunt marginal appliqué aux contrats de location et la qualification de nouvelles options de renouvellement comme raisonnablement certaines.

## B.2.6.2 Principes comptables significatifs

---

En complément des principes comptables indiqués dans le dernier rapport annuel, les principes comptables présentés dans les Notes 7 – Charge d’impôt, 8 – Goodwill et 10 – Engagements de retraite et avantages assimilés sont applicables pour les comptes intermédiaires.

## B.2.6.3 Annexe aux états financiers coconsolidés résumés semestriels

---

<b>Note 1</b> – Changement dans le périmètre de consolidation.....	<b>53</b>
<b>Note 2</b> – Information sectorielle.....	<b>55</b>
<b>Note 3</b> – Chiffre d’affaires, créances clients, actifs et coûts de contrat.....	<b>57</b>
<b>Note 4</b> – Données opérationnelles.....	<b>58</b>
<b>Note 5</b> – Autres produits et charges opérationnels.....	<b>60</b>
<b>Note 6</b> – Actifs et passifs financiers et résultat financier.....	<b>62</b>
<b>Note 7</b> – Charge d’impôt.....	<b>64</b>
<b>Note 8</b> – Goodwill.....	<b>65</b>
<b>Note 9</b> – Titres comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence.....	<b>65</b>
<b>Note 10</b> – Engagements de retraite et avantages assimilés.....	<b>65</b>
<b>Note 11</b> – Provisions.....	<b>66</b>
<b>Note 12</b> – Capitaux propres.....	<b>67</b>
<b>Note 13</b> – Parties liées.....	<b>68</b>
<b>Note 14</b> – Approbation des états financiers semestriels.....	<b>68</b>
<b>Note 15</b> – Evénements post-clôture.....	<b>68</b>

### Note 1 Changement dans le périmètre de consolidation

Au premier semestre 2019, le Groupe n’a fait aucune acquisition significative.

#### **Distribution en nature des actions Worldline**

##### **Activités abandonnées jusqu’au 30 avril 2019**

À la suite de la décision du 29 janvier 2019 des administrateurs d’Atos de soumettre à l’Assemblée Générale le projet de distribuer 23,5% de l’ensemble des actions de Worldline aux actionnaires d’Atos et l’approbation de la transaction par les actionnaires d’Atos à l’Assemblée Générale Annuelle du 30 avril 2019, les actions Worldline ont été distribuées aux actionnaires d’Atos le 7 mai 2019, date de mise en paiement. Conformément à la norme IFRS 5, le résultat de Worldline jusqu’au 30 avril 2019 (au lieu du 7 mai 2019 pour des raisons pratiques) a été reclassé en « Résultat net des activités abandonnées ».

La distribution a été effectuée sur la base d’un ratio de 2 actions Worldline pour 5 actions Atos détenues, évaluée au cours d’ouverture de l’action Worldline (54,7 euros) au 7 mai 2019, conformément aux termes de l’opération annoncée par Atos le 22 mars 2019.

Comptablement, la distribution en nature des actions Worldline s’est faite en deux étapes : (i) la première étape est la vente des 50,8% d’actions Worldline détenues par Atos, et (ii) la seconde étape est l’acquisition de 27,3% des actions Worldline conservées par Atos.

Le gain résultant de la perte de contrôle des actions Worldline détenues par le Groupe, à la suite de la distribution, a été reconnu dans le compte de résultat consolidé en « Résultat net des activités abandonnées ». Ce gain est présenté net des impôts courants et différés, ainsi que des coûts de distribution des actions Worldline (nets d'impôts). Les flux de trésorerie de Worldline jusqu'au 30 avril 2019 ont été reclassés en « Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture des activités abandonnées ».

### Impact sur le compte de résultat consolidé semestriel

Worldline n'était pas auparavant présentée en actifs détenus en vue d'être distribués aux actionnaires au bilan ni en activités abandonnées au compte de résultat. Le compte de résultat consolidé semestriel comparatif a été retraité pour présenter les activités Worldline au sein des activités abandonnées.

Les flux relatifs aux services rendus par les activités poursuivies à Worldline ont été éliminés au niveau de Worldline. En conséquence, le chiffre d'affaires externe du Groupe inclut le chiffre d'affaires relatif à ces flux.

### Compte de résultat détaillé des activités abandonnées

<i>(in €million)</i>	<b>Du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 30 avril 2019*</b>	<b>Du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 30 juin 2018</b>
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>705</b>	<b>764</b>
Charges de personnel	-289	-338
Charges opérationnelles	-263	-296
<b>Marge opérationnelle</b>	<b>153</b>	<b>129</b>
<b>En % du Chiffre d'affaires</b>	<b>21,7%</b>	<b>16,9%</b>
Autres produits et charges opérationnels	-22	-34
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>131</b>	<b>95</b>
<b>En % du Chiffre d'affaires</b>	<b>18,6%</b>	<b>12,5%</b>
Résultat financier	71	2
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>201</b>	<b>97</b>
Charge d'impôt	-48	-24
Gain (perte) net(te) sur cessions d'activités abandonnées	2 996	-
Autres coûts relatifs à la distribution des actions Worldline	-5	-
<b>Résultat net</b>	<b>3 143</b>	<b>73</b>
Dont attribuable aux :		
<b>- propriétaires de la société mère</b>	<b>3 055</b>	<b>40</b>
- participations ne donnant pas le contrôle	89	33

\* Les résultats 2019 de Worldline ont été reclassés en "Résultat net des activités abandonnées" jusqu'au 30 avril 2019, conformément à la norme IFRS 5. Voir note 1.

La perte de contrôle de Worldline à la suite de la distribution en nature a généré un produit net de 2 996 millions d'euros en 2019. Ce montant est présenté net des coûts de distribution après impôts (18 millions d'euros).

### Titres mis en équivalence depuis le 1<sup>er</sup> mai 2019

À la suite de la distribution, Atos détenait 27,3% du capital de Worldline et 35% des droits de vote, participation faisant l'objet d'une période d'incessibilité de six mois. À compter du 1<sup>er</sup> mai 2019, le Groupe n'a plus le contrôle de Worldline mais conserve une influence notable. Par conséquent, Worldline a été présentée à partir de cette date au sein de la ligne « participation dans les entreprises mises en équivalence » dans les états financiers consolidés 2019. L'allocation du prix d'acquisition a été effectuée pour la partie conservée par le Groupe.

Depuis le 1<sup>er</sup> mai 2019, la quote-part du résultat contributif net de Worldline est présentée dans le compte de résultat consolidé en « Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence ». Cette quote-part de résultat inclut l'amortissement des nouveaux actifs incorporels générés par l'allocation du prix d'acquisition.

## Note 2 Information sectorielle

En accord avec la norme IFRS 8, les résultats des segments opérationnels présentés sont basés sur la présentation du reporting interne qui est régulièrement revue par le principal décideur opérationnel puis réconciliés avec le résultat du Groupe. Le principal décideur opérationnel évalue le résultat des segments en calculant un résultat opérationnel. Le principal décideur opérationnel, qui est responsable de l'allocation des ressources et de l'évaluation de la performance des segments opérationnels, a été identifié comme étant le Président Directeur Général qui prend les décisions stratégiques.

Les centres de livraison globaux ont été isolés au sein des « Autres Entités Opérationnelles ».

L'organisation opérationnelle du Groupe en 2019 est la suivante :

<b>Segments opérationnels</b>	<b>Activités</b>
Royaume-Uni & Irlande	Business & Platform Solutions, Infrastructure & Data Management and Big Data et Cybersecurity en Irlande et au Royaume-Uni.
France	Business & Plateform Solutions, Infrastructure & Data management et Big Data & Cybersecurity en France et un centre de production au Maroc.
Allemagne	Business & Plateform Solutions, Infrastructure & Data management et Big data & Cybersecurity en Allemagne.
Amérique du Nord	Business & Plateform Solutions, Infrastructure & Data management et Big Data & Cybersecurity au Canada, Guatemala, aux Etats-Unis et au Mexique.
Benelux & Pays Nordiques	Business & Plateform Solutions, Infrastructure & Data management et Big Data & Cybersecurity en Belgique, Biélorussie, Danemark, Estonie, Finlande, Lituanie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Russie, et Suède.
Autres Entités Opérationnelles	Business & Plateform Solutions, Infrastructure & Data management et Big Data & Cybersecurity en Afrique du Sud, Algérie, Andorre, Arabie Saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Chili, Chine, Colombie, Côte d'Ivoire, Croatie, EAU, Egypte, Espagne, Gabon, Grèce, Hong-Kong, Hongrie, Inde, Israel, Italie, Japon, Liban, Madagascar, Malaisie, Maroc, Maurice, Namibie, Nouvelle-Zélande, Philippines, Portugal, Qatar, République tchèque, Roumanie, Sénégal, Serbie, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Taïwan, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Uruguay ainsi que les activités de Major Events, et Global Delivery Centers

Les transferts et les transactions entre les différents segments sont effectués à des conditions commerciales normales qui s'appliqueraient également à des tierces parties non liées. Aucun contrat ne génère plus de 10% du chiffre d'affaires du Groupe.

L'information relative aux segments opérationnels pour la période est la suivante :

(En millions d'euros)

	Royaume- Uni et Irlande	France	Allemagne	Amérique du Nord	Benelux et Pays Nordiques	Autres Entités Opérationnelles	Total Segments opérationnels	Structures globales Corporate	Elimination	Total Groupe
<b>Exercice clos le 30 juin 2019</b>										
<b>Chiffre d'affaires par secteur</b>	<b>842</b>	<b>887</b>	<b>1 074</b>	<b>1 345</b>	<b>524</b>	<b>1 073</b>	<b>5 744</b>			<b>5 744</b>
% du chiffre d'affaires groupe	14,7%	15,4%	18,7%	23,4%	9,1%	18,7%	100,0%			100,0%
Chiffre d'affaires intra-secteurs	31	99	94	31	75	495	<b>825</b>	197	-1 022	-
Total Chiffre d'affaires	873	986	1 168	1 376	599	1 567	6 569	197	-1 022	5 744
<b>Marge opérationnelle par secteur</b>	<b>87</b>	<b>59</b>	<b>68</b>	<b>148</b>	<b>39</b>	<b>168</b>	<b>567</b>	<b>-38</b>	-	<b>529</b>
% de la marge opérationnelle groupe	10,3%	6,6%	6,3%	11,0%	7,4%	15,7%	9,9%			9,2%
<b>Total Actif sectoriel</b>	<b>1 330</b>	<b>1 854</b>	<b>1 987</b>	<b>4 681</b>	<b>1 019</b>	<b>2 334</b>	<b>13 204</b>	<b>3 311</b>	-	<b>16 515</b>
<b>Exercice clos le 30 juin 2018</b>										
<b>Chiffre d'affaires par secteur</b>	<b>830</b>	<b>848</b>	<b>1 060</b>	<b>967</b>	<b>515</b>	<b>1 021</b>	<b>5 241</b>	-	-	<b>5 241</b>
% du chiffre d'affaires groupe	15,8%	16,2%	20,2%	18,4%	9,8%	19,5%	100,0%			100,0%
Chiffre d'affaires intra-secteurs	103	177	194	179	139	881	1 672	136	-1 808	-
Total Chiffre d'affaires	932	1 026	1 254	1 145	654	1 902	6 913	136	-1 808	5 241
<b>Marge opérationnelle par secteur</b>	<b>89</b>	<b>61</b>	<b>68</b>	<b>89</b>	<b>39</b>	<b>111</b>	<b>457</b>	<b>-41</b>	-	<b>416</b>
% de la marge opérationnelle groupe	10,7%	7,2%	6,4%	9,3%	7,6%	10,8%	8,7%			7,9%
<b>Total Actif sectoriel</b>	<b>1 134</b>	<b>1 701</b>	<b>1 733</b>	<b>1 480</b>	<b>795</b>	<b>1 657</b>	<b>8 500</b>	<b>330</b>	-	<b>8 830</b>

\* Les chiffres sont retraités des activités de Worldline, conformément à la norme IFRS 5.

Les actifs par segment sont réconciliés avec le total actif comme suit :

(En millions d'euros)	30 juin 2019	30 juin 2018
<b>Total Actif par segment</b>	<b>16 515</b>	<b>8 830</b>
Total Actif du segment Worldline*	-	2 122
Actifs d'impôts	428	433
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 230	1 967
<b>Total Actif</b>	<b>19 173</b>	<b>13 351</b>

\* Worldline n'est plus considéré comme un segment.

Le chiffre d'affaires du Groupe provenant des clients externes se décompose dans les divisions comme suit :

(En millions d'euros)	Infrastructure and data management	Business & Platform solutions	Big Data & cybersécurité	Total Groupe
<b>30 juin 2019</b>				
<b>Chiffre d'affaires externe par segment</b>	<b>3 137</b>	<b>2 135</b>	<b>473</b>	<b>5 744</b>
en % du chiffre d'affaires groupe	54,6%	37,2%	8,2%	100,0%
<b>Semestre clos le 30 juin 2018*</b>				
<b>Chiffre d'affaires externe par segment</b>	<b>3 179</b>	<b>1 632</b>	<b>430</b>	<b>5 241</b>
en % du chiffre d'affaires groupe	60,7%	31,1%	8,2%	100,0%

\* Les chiffres sont retraités des activités de Worldline, conformément à la norme IFRS 5.

### Note 3 Chiffre d'affaires, créances clients, actifs et coûts de contrat

#### 3.1 - Désagrégation du chiffre d'affaires généré par les contrats avec les clients

(En millions d'euros)	Industrie, Distribution et Transport	Public et Santé	Services Financiers	Télécoms, Médias et Services aux Collectivités	Total Groupe
<b>30 juin 2019</b>					
<b>Chiffre d'affaires par marché</b>	<b>2 063</b>	<b>1 697</b>	<b>1 041</b>	<b>943</b>	<b>5 744</b>
en % du chiffre d'affaires du groupe	35,9%	29,5%	18,1%	16,4%	100,0%
<b>Semestre clos le 30 juin 2018*</b>					
<b>Chiffre d'affaires externe par segment</b>	<b>1 957</b>	<b>1 614</b>	<b>751</b>	<b>919</b>	<b>5 241</b>
en % du chiffre d'affaires du groupe	37,3%	30,8%	14,3%	17,5%	100,0%

\* Les chiffres sont retraités des activités de Worldline, conformément à la norme IFRS 5.

### 3.2 – Clients et comptes rattachés

<i>(En millions d'euros)</i>	<b>30 juin 2019</b>	<b>31 décembre 2018</b>
Actif des contrats	1 638	1 489
Créances clients	1 142	1 471
Coûts de contrats	100	89
Pertes de crédit attendues	-72	-84
<b>Valeur nette de l'actif</b>	<b>2 808</b>	<b>2 965</b>
Passifs des contrats	-672	-776
<b>Créances clients nettes</b>	<b>2 137</b>	<b>2 188</b>
<b>Ratio clients en jours de chiffre d'affaires (DSO)</b>	<b>49</b>	<b>43</b>

Le 29 mai 2018, Atos a renouvelé son programme de titrisation pour une période de cinq ans pour un montant maximum de créances titrisées de 500 millions d'euros et une limite au montant maximum de financement qui est passée de 200 millions d'euros à 100 millions d'euros. Au 30 juin 2019, le Groupe a cédé avec recours des créances clients pour 93 millions d'euros. Ces créances clients n'ont pas été décomptabilisées de la situation financière dans la mesure où le Groupe conserve les risques et avantages qui leur sont associés. Le montant reçu (10 millions d'euros) a été reconnu dans les comptes du Groupe comme un prêt garanti. Le contrat avec la banque prévoit que la trésorerie soit remise par le client au Groupe qui se charge de la transmettre à la banque.

Au 30 juin 2019, 858 millions d'euros de créances clients ont été cédées sans recours à des tiers avec transfert des risques répondant aux critères de la norme IFRS 9 (contre 894 millions d'euros au 31 décembre 2018), et ont donc été décomptabilisées de la situation financière au 30 juin 2019.

## Note 4 Données opérationnelles

### 4.1 - Charges de personnel

<i>(En millions d'euros)</i>	<b>Semestre clos le 30 juin 2019 (6 mois)</b>	<b>% du chiffre d'affaires</b>	<b>Semestre clos le 30 juin 2018* (6 mois)</b>	<b>% du chiffre d'affaires</b>
Salaires	-2 172	37,8%	-1 954	37,3%
Charges sociales	-505	8,8%	-512	9,8%
Taxes, formation, intéressement et participation	-39	0,7%	-16	0,3%
(Dotations) / Reprises nettes aux provisions pour charges de personnel	0	0,0%	0	0,0%
(Dotations) / Reprises nettes aux provisions pour retraite	39	-0,7%	47	-0,9%
<b>Total</b>	<b>-2 677</b>	<b>46,6%</b>	<b>-2 436</b>	<b>46,5%</b>

\* Les résultats 2018 de Worldline ont été reclassés en «Résultat net des activités abandonnées», conformément à la norme IFRS 5.

## 4.2 - Charges opérationnelles autres que personnel

(En millions d'euros)

	Semestre clos le 30 juin 2019 (6 mois)	% du chiffre d'affaires	Semestre clos le 30 juin 2018* (6 mois)	% du chiffre d'affaires
Sous-traitance - Direct	-950	16,5%	-924	17,6%
Achats de logiciels et de matériels informatiques	-507	8,8%	-435	8,3%
Coûts de maintenance	-331	5,8%	-298	5,7%
Charges locatives	-11	0,2%	-164	3,1%
Télécommunications	-152	2,6%	-148	2,8%
Transports et déplacements	-79	1,4%	-59	1,1%
Honoraires	-100	1,7%	-94	1,8%
Autres charges	-127	2,2%	-155	3,0%
<b>Sous-total charges</b>	<b>-2 258</b>	<b>39,3%</b>	<b>-2 278</b>	<b>43,5%</b>
Amortissements des immobilisations	-171	3,0%	-173	3,3%
Amortissement du droit d'utilisation	-164	2,9%	-	-
(Dotations) / Reprises nettes aux provisions	3	-0,1%	18	-0,3%
Plus et moins-values d'immobilisations cédées	-10	0,2%	-7	0,1%
Pertes sur créances irrécouvrables et droit d'utilisation	-5	0,1%	-6	0,1%
Production immobilisée	66	-1,2%	56	-1,1%
<b>Sous-total autres charges</b>	<b>-280</b>	<b>4,9%</b>	<b>-112</b>	<b>2,1%</b>
<b>Total</b>	<b>-2 538</b>	<b>44,2%</b>	<b>-2 390</b>	<b>45,6%</b>

\* Les résultats 2018 de Worldline ont été reclassés en «Résultat net des activités abandonnées», conformément à la norme IFRS 5.

## 4.3 – Fournisseurs et comptes rattachés

(En millions d'euros)

	30 juin 2019	31 décembre 2018
<b>Dettes fournisseurs</b>	<b>2 129</b>	2 462
Paiements d'avance nets	-34	-37
Charges constatées d'avance et facturation en avance	-656	-666
<b>Total</b>	<b>1 437</b>	1 759
<b>Ratio fournisseur en nombre de jours (DPO)</b>	<b>95</b>	97

## 4.4 – Autres actifs courants

(En millions d'euros)

	30 juin 2019	31 décembre 2018
Stocks	91	133
Etat - Créances de TVA	193	273
Charges constatées d'avance et facturation en avance	656	666
Autres créances et actifs courants	524	530
Paiements d'avance nets	34	37
Créances liées à l'activité d'intermédiation	-	1 151
<b>Total</b>	<b>1 498</b>	<b>2 791</b>

Les activités 2018 d'intermédiation étaient liées à Worldline.

## 4.5 – Autres passifs courants

(En millions d'euros)	30 juin 2019	31 décembre 2018
Personnel et comptes rattachés	408	512
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	150	206
Etat - Taxe sur la valeur ajoutée	321	430
Passifs de contrats	672	776
Dettes liées à l'activité d'intermédiation	-	1 151
Autres dettes d'exploitation	301	325
<b>Total</b>	<b>1 852</b>	<b>3 400</b>

Les activités 2018 d'intermédiation étaient liées à Worldline.

### Note 5 Autres produits et charges opérationnels

Le poste « Autres produits et charges opérationnels » comprend les produits et charges qui sont inhabituels, anormaux et peu fréquents. Il a représenté une charge nette de 241 millions d'euros au premier semestre 2019. Le tableau ci-dessous détaille ce poste par nature :

(En millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2019 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2018* (6 mois)
Réorganisation des effectifs	-63	-37
Rationalisation et frais associés	-17	-13
Coûts d'intégration et d'acquisition	-24	-16
Amortissement des immobilisations incorporelles relatives à l'allocation du prix d'acquisition	-79	-49
Charges relatives à des paiements fondés sur des actions	-34	-32
Autres	-24	-23
<b>Total</b>	<b>-241</b>	<b>-169</b>

\* Les résultats 2018 de Worldline ont été reclassés en « Résultat net des activités abandonnées », conformément à la norme IFRS 5.

Les dépenses de **réorganisation** des effectifs se sont élevées à 63 millions d'euros et sont principalement la conséquence de l'effort d'adaptation des effectifs du Groupe dans plusieurs pays, en particulier l'Allemagne, et dans une moindre mesure la France, ainsi que la réorganisation de la Division Infrastructure & Data Management.

Les **coûts de rationalisation et frais associés** se sont élevés à 17 millions d'euros et ont été engendrés par la fermeture de bureaux et de regroupement des data centers, principalement en Amérique du Nord et en France.

Les **coûts d'intégration et d'acquisition** sont principalement composés des coûts d'intégration de Syntel encourus pour générer des synergies. Les autres coûts sont relatifs à la migration et la standardisation des plateformes informatiques des entreprises précédemment acquises.

L'amortissement au titre du premier semestre 2019 des immobilisations incorporelles reconnues au titre de **l'allocation des prix d'acquisitions** s'est élevé à 79 millions d'euros dont principalement :

- 33 millions d'euros de charge d'amortissement correspondant à la relation clients et de la technologie apportées par Syntel, amorties sur une durée de 12 ans à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2018 ;
- 11 millions d'euros de charge d'amortissement correspondant à la relation clients apportée par SIS, amortie entre 4 et 12 ans à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2011 ;
- 10 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients apportée par Xerox ITO, amortie sur une durée de 6 à 12 ans à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2015 ;
- 9 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients et de la technologie apportées par Unify, amorties à partir du 1<sup>er</sup> février 2016, entre 2 et 10 ans ;
- 8 millions d'euros de charge d'amortissement de la relation clients et des brevets apportés par Bull, amortis à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2014, respectivement sur 9 ans et de 7 à 10 ans.

Les **charges relatives à des paiements fondés sur des actions** se sont élevées à 34 millions d'euros au premier semestre 2019 contre 32 millions d'euros au premier semestre 2018.

Au premier semestre 2019, les **autres éléments** pour 24 millions d'euros sont restés stables et correspondaient principalement à des coûts liés à des plans de cessation progressive d'activité en France et à des indemnités de rupture de contrats fournisseurs.

## Paiements fondés sur des actions

La charge de 34 millions d'euros (contre 32 millions d'euros au premier semestre 2018) enregistrée en « Autres produits et charges opérationnels » au titre des paiements fondés sur des actions est principalement composée de :

<i>(En millions d'euros)</i>	<b>Semestre clos le 30 juin 2019 (6 mois)</b>	<b>Semestre clos le 30 juin 2018* (6 mois)</b>
<b>Par année :</b>		
Plans 2018	7	-
Plans 2017	11	15
Plan 2016	13	15
Plan 2015	3	2
Plans 2014	-	0
<b>Total</b>	<b>34</b>	<b>32</b>
<b>Par catégorie de plans :</b>		
Plans d'actions gratuites	33	32
Plan d'actionnariat salarié	1	-
<b>Total</b>	<b>34</b>	<b>32</b>

\* Les chiffres sont retraités des activités de Worldline, conformément à la norme IFRS 5.

## Plans d'actions de performance

La charge totale enregistrée en « Autres produits et charges opérationnels » au titre des plans d'actions de performance durant l'année est définie comme suit :

<i>(En millions d'euros)</i>	<b>Semestre clos le 30 juin 2019 (6 mois)</b>	<b>Semestre clos le 30 juin 2018* (6 mois)</b>
<b>Atos</b>		
Plans 2018	6	-
Plans 2017	11	15
Plan 2016	13	15
Plan 2015	3	2
Plan 2014	-	2
<b>Bull</b>		
Plan 2014	-	-2
<b>Total</b>	<b>33</b>	<b>32</b>

\* Les chiffres sont retraités des activités de Worldline, conformément à la norme IFRS 5.

## Plans d'actionnariat salarié SHARE 2018

En décembre 2018, le Groupe a mis en place un nouveau plan d'actionnariat salarié appelé SHARE détaillé comme suit :

SHARE 2018 a été ouvert aux salariés dans le Groupe. Le nouveau plan a permis aux salariés éligibles d'acheter des actions avec une décote de 20% avec une période d'incessibilité de cinq ans ainsi que l'attribution d'actions gratuites pour les deux premières actions souscrites.

Par conséquent, le Groupe a émis 263 518 actions à un prix de référence de l'action de 74,4 euros (avant application de la décote de 20%).

Le coût relatif à SHARE 2018 prend en compte la période d'incessibilité de cinq ans, calculé avec les paramètres suivants :

	SHARE 2018
Nombre d'options initialement attribuées	263 518
Cours de l'action à la date d'attribution (en euro)	68,8
Taux d'actualisation	20%
Période d'incessibilité (années)	5 years
Taux sans risques à la date d'attribution (%)	-0,003%
Coût de prêt emprunt (%)	5%
<b>Charge enregistrée en 2019 (en million d'euro)</b>	<b>1</b>

## Note 6 Actifs et passifs financiers et résultat financier

### 6.1 – Résultat financier

Le résultat financier du Groupe s'est soldé par une charge de 79 millions d'euros sur la période (contre une charge de 23 millions d'euros au premier semestre 2018). Il est composé d'un coût de l'endettement financier net de 36 millions d'euros et de coûts financiers non opérationnels de 43 millions d'euros.

### Coût de l'endettement financier net

Le **coût de l'endettement financier** net de 36 millions d'euros a augmenté de 28 millions d'euros par rapport au premier semestre 2018 principalement du fait de l'émission de la dette liée à l'acquisition de Syntel (c. 3,4 milliards de dollars). Suite à ce financement, le taux moyen de la charge d'intérêt sur les emprunts du Groupe s'est élevé à 1,63% contre 1,36% au premier semestre 2018. L'augmentation de la rémunération moyenne de la trésorerie du Groupe à 1,60% contre 0,98% au premier semestre 2018 a légèrement compensé l'augmentation de la charge d'intérêt sur emprunts.

(En millions d'euros)	Semestre clos le 30 juin 2019 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2018* (6 mois)
<b>Charges d'intérêt sur opérations de financement</b>	<b>-36</b>	<b>-8</b>
Intérêts financiers liés aux locations-financement	-	0
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>-36</b>	<b>-8</b>

\* Les résultats 2018 de Worldline ont été reclassés en «Résultat net des activités abandonnées», conformément à la norme IFRS 5.

## Autres produits et charges financiers

(En millions d'euros)

	Semestre clos le 30 juin 2019 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2018* (6 mois)
Gains/(pertes) de change et couvertures liées	-3	7
Gains/(pertes) liés à la réévaluation des contrats de change à leur valeur de marché	-	-1
Intérêts sur dettes de loyers	-14	-
Autres produits/(charges) financiers	-26	-21
<b>Total autres produits/(charges) financiers</b>	<b>-43</b>	<b>-14</b>
Dont :		
- autres charges financières	-53	-24
- autres produits financiers	10	10

\* Les résultats 2018 de Worldline ont été reclassés en «Résultat net des activités abandonnées», conformément à la norme IFRS 5.

Les coûts financiers non opérationnels s'élevaient à 43 millions d'euros contre 14 millions d'euros au premier semestre 2018, principalement du fait des intérêts sur dettes locatives suite à la première application d'IFRS 16 et de la perte de change de 3 millions d'euros contre un gain de 7 millions d'euros au premier semestre 2018.

## 6.2 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

(En millions d'euros)

	30 juin 2019	31 décembre 2018
Disponibilités et dépôts bancaires à vue	2 181	2 506
SICAV monétaires	49	40
<b>Total</b>	<b>2 230</b>	<b>2 546</b>

En fonction des conditions de marché et des prévisions de flux de trésorerie à court terme, le Groupe peut à tout moment investir dans des SICAV monétaires ou dans des comptes bancaires rémunérés ayant une maturité inférieure à trois mois.

## 6.3 – Actifs financiers non courants

(En millions d'euros)

		30 juin 2019	31 décembre 2018
Actifs de régime de retraite	Note 10	105	116
Juste valeur des participations non consolidées net des dépréciations		5	82
Autres*		115	123
<b>Total</b>		<b>225</b>	<b>321</b>

\*Le poste "Autres" inclut les prêts, les dépôts, les garanties et les frais d'acquisition et de souscription liés aux acquisitions passées amortis sur la durée des instruments de dette.

## 6.4 – Variation de l'endettement net sur l'exercice

(En millions d'euros)

	30 juin 2019	31 décembre 2018
<b>Trésorerie / (Endettement) net(te) en début de période</b>	<b>-2 872</b>	<b>307</b>
Activités abandonnées	35	-
Souscription de nouveaux emprunts	-77	-1 758
Emission obligataire	-14	-1 797
Remboursement d'emprunts courants et non courants	81	287
Variation de trésorerie à court terme	-105	222
Emprunts à long et moyen termes des sociétés cédées au cours de la période	-	3
Emprunts à long et moyen termes des sociétés acquises au cours de la période	-	-103
Variations de cours des monnaies étrangères sur les emprunts à long et moyen termes	5	-34
Participation des salariés en France transférée en fonds d'emprunt	-1	1
Autres mouvements liés aux opérations de financement	9	0
<b>Trésorerie / (Endettement) net(te) en fin de période</b>	<b>-2 939</b>	<b>-2 872</b>

(En millions d'euros)

	30 juin 2019	31 décembre 2018
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 230	2 546
Découverts	-39	-168
<b>TOTAL</b>	<b>2 191</b>	<b>2 378</b>

Le Groupe a respecté les limites de son ratio bancaire défini dans la facilité de crédit renouvelable multidevises, l'emprunt à terme de 1,9 milliard de dollars, et le programme de Titrisation. Le ratio de **levier financier** (endettement net/EBO) s'est élevé à 2,09 à fin juin 2019.

Selon les documents de crédit de la facilité de crédit renouvelable multidevises, l'emprunt à terme de 1,9 milliard de dollars et du programme de Titrisation, le ratio de levier est calculé sur une base proforma, hors impacts IFRS 16, en prenant en compte 12 mois glissants de l'EBO à fin juin 2019.

Le ratio d'endettement net/EBO ne doit pas être supérieur à 2,5 en vertu de la facilité de crédit renouvelable multidevises, des 1,9 milliard dollars d'emprunts et du programme de Titrisation.

### Note 7 Charge d'impôt

L'impôt sur le résultat consolidé comprend les impôts courants et les impôts différés. Dans le cadre des comptes semestriels, l'impôt sur le résultat consolidé du Groupe a été déterminé sur la base du taux d'impôt effectif estimé au titre de l'exercice. Ce taux est appliqué au résultat net avant impôt semestriel. Il est déterminé en fonction de la charge d'impôt (courante et différée) prévue, compte tenu des prévisions de résultat du Groupe pour l'exercice.

La charge d'impôt sur le premier semestre 2019 s'est élevée à 38 millions d'euros pour un résultat des activités poursuivies avant impôt de 209 millions d'euros. Le Taux Effectif d'Impôt (TEI) annualisé appliqué à fin juin 2019 est de 18,3% contre 15,5% au titre du premier semestre 2018. Cette augmentation est principalement liée à l'intégration de Syntel dans le périmètre du Groupe, dont le TEI est plus élevé que la moyenne du Groupe. Cet effet sur le TEI est similaire à celui que Worldline avait sur le TEI du Groupe lorsque Worldline était consolidé au sein des activités poursuivies. Le TEI du Groupe reste stable par rapport à une situation antérieure, avant la déconsolidation de Worldline et l'acquisition de Syntel.

## Note 8 Goodwill

Les goodwill et les actifs amortissables font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an en comparant leur valeur comptable à leur valeur recouvrable à la date de clôture sur la base des données de décembre et de projections de flux de trésorerie basées sur les données budgétaires couvrant une période de trois ans. La fréquence du test peut être plus courte dès lors que des événements ou des circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrée. De tels événements et circonstances incluent mais ne se limitent pas à :

- Un écart significatif de la performance économique des actifs comparé au budget ;
- Une détérioration importante de l'environnement économique des actifs ;
- La perte d'un client majeur ;
- Une hausse significative des taux d'intérêts.

(En millions d'euros)	31 décembre 2018	Actifs détenus pour distribution	Regroupement d'entreprises	Variations de change et autres	30 juin 2019
Valeur brute	9 431	-3 050	-3	30	6 408
Perte de valeur	-567	0	0	-2	-569
<b>Valeur nette</b>	<b>8 863</b>	<b>-3 050</b>	<b>-3</b>	<b>28</b>	<b>5 838</b>

Au cours du premier semestre, le Groupe n'a comptabilisé aucune dépréciation en l'absence d'indice de perte de valeur. Le seul mouvement significatif concerne l'effet lié à la déconsolidation de Worldline à la suite de la perte de contrôle.

## Note 9 Titres comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence

(En millions d'euros)	31 décembre 2018	Acquisition	Résultats nets	Variations de change et autres	30 juin 2019
Wordline	-	2 732	11	-7	2 736
Autre	7	0	1	-1	7
<b>Total</b>	<b>7</b>	<b>2 732</b>	<b>12</b>	<b>-8</b>	<b>2 743</b>

## Note 10 Engagements de retraite et avantages assimilés

Le principe de réévaluation des actifs et passifs de retraite lors des arrêts intermédiaires est inchangé, c'est-à-dire que des réévaluations actuarielles ne sont mises en œuvre que si des mouvements importants interviennent dans les taux d'actualisation, et sont limitées aux régimes les plus significatifs du Groupe. Pour les régimes moins significatifs des projections actuarielles sont utilisées.

Le montant total reconnu au bilan du Groupe au titre des régimes postérieurs à l'emploi s'élève à 1 226 millions d'euros (hors Worldline) comparé à 1 197 millions d'euros (y compris Worldline) au 31 décembre 2018.

Les taux d'actualisation ont fortement augmenté sur la période depuis le 31 décembre 2018, pour l'ensemble des zones/pays, reflétant l'évolution des conditions de marché.

	Royaume-Uni		Zone Euro		Etats Unis	
	30 juin 2019	31 décembre 2018	30 juin 2019	31 décembre 2018	30 juin 2019	31 décembre 2018
Taux d'actualisation	2,50%	2,90%	0,9% ~ 1,4%	1,6% ~ 2,05%	3,50%	4,00%
Hypothèse d'augmentation future des salaires	RPI: 3,20% CPI: 2,20%	RPI: 3,20% CPI: 2,20%	1,45%	1,45%	na	na

La valeur des actifs de couverture pour les régimes de retraite britanniques les plus matériels a fait l'objet d'une mise à jour au 30 juin 2019.

Les montants reconnus au bilan se détaillent comme suit :

(En millions d'euros)

	30 juin 2019	31 décembre 2018
<b>Montant reconnu dans les états financiers :</b>		
Charges payées d'avance	105	116
Charges à payer - engagements de retraite [a]	-1 331	-1 314
<b>Provision retraite</b>	<b>-1 226</b>	<b>-1 197</b>
Charges à payer - autres régimes à long terme [b]	-57	-71
<b>Montant total charges à payer [a] + [b]</b>	<b>-1 388</b>	<b>-1 385</b>

L'impact net des régimes à prestations définies sur le compte de résultat du Groupe est le suivant :

(En millions d'euros)

	Semestre clos le 30 juin 2019 (6 mois)	Semestre clos le 30 juin 2018* (6 mois)
Marge opérationnelle	-9	-7
Autres produits et charges opérationnels	1	1
Résultat financier	-15	-12
<b>Impact total sur le compte de résultat</b>	<b>-23</b>	<b>-18</b>

\* Les résultats 2018 de Worldline ont été reclassés en «Résultat net des activités abandonnées», conformément à la norme IFRS 5.

## Note 11 Provisions

(En millions d'euros)

	31 décembre 2018	Actifs détenus pour distribution	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres (*)	30 juin 2019	Courantes	Non courantes
Réorganisation	70	-4	43	-29	-3	2	79	77	2
Rationalisation	18	0	1	-3	-5	3	14	4	10
Engagements sur projets	37	-3	11	-13	-4	1	26	23	3
Risques et litiges	121	-31	18	-2	-7	-7	93	21	72
<b>Total provisions</b>	<b>247</b>	<b>-38</b>	<b>73</b>	<b>-47</b>	<b>-19</b>	<b>-2</b>	<b>213</b>	<b>125</b>	<b>88</b>

(\*) Le mouvement Autres correspond principalement à des ajustements de conversion des devises.

## Note 12 Capitaux propres

### Résultat net par action

Les instruments dilutifs sont constitués d'options de souscription d'actions exerçables (correspondant à 8 730 options) et n'ont pas engendré de retraitement du résultat net utilisé pour le calcul du résultat net dilué par action.

### Résultat net par action – Activités poursuivies

<i>(En millions d'euros et en nombre d'actions)</i>	<b>Semestre clos le 30 juin 2019 (6 mois)</b>	<b>Semestre clos le 30 juin 2018* (6 mois)</b>
<b>Résultat net des activités poursuivies – attribuable aux propriétaires de la Société Mère [a]</b>	<b>180</b>	<b>188</b>
Impact des instruments dilutifs	-	-
<b>Résultat net des activités poursuivies retraité des instruments dilutifs - attribuable aux propriétaires de la Société Mère [b]</b>	<b>180</b>	<b>188</b>
Nombre moyen pondéré d'actions [c]	106 980 344	105 344 848
Impact des instruments dilutifs [d]	8 730	125 413
Nombre moyen dilué d'actions [e]=[c]+[d]	106 989 074	105 470 261
(en euros)	-	-
<b>Résultat net par action en euros des activités poursuivies [a]/[c]</b>	<b>1,68</b>	<b>1,78</b>
<b>Résultat net par action dilué en euros des activités poursuivies [b]/[e]</b>	<b>1,68</b>	<b>1,78</b>

\* Les résultats 2018 de Worldline ont été reclassés en «Résultat net des activités abandonnées», conformément à la norme IFRS 5.

### Résultat net par action – Activités abandonnées

<i>(En millions d'euros et en nombre d'actions)</i>	<b>Semestre clos le 30 juin 2019 (6 mois)</b>	<b>Semestre clos le 30 juin 2018* (6 mois)</b>
<b>Résultat net incluant les activités destinées à être vendues – attribuable aux propriétaires de la Société Mère [a]</b>	<b>3 055</b>	<b>40</b>
Impact des instruments dilutifs	-	-
<b>Résultat net dilué incluant les activités destinées à être vendues – attribuable aux propriétaires de la Société Mère [b]</b>	<b>3 055</b>	<b>40</b>
Nombre moyen pondéré d'actions [c]	106 980 344	105 344 848
Impact des instruments dilutifs [d]	8 730	125 413
Nombre moyen dilué d'actions [e]=[c]+[d]	106 989 074	105 470 261
(en euros)	-	-
<b>Résultat net par action en euros incluant les activités destinées à être vendues [a]/[c]</b>	<b>28,55</b>	<b>0,38</b>
<b>Résultat net par action dilué en euros incluant les activités destinées à être vendues [b]/[e]</b>	<b>28,55</b>	<b>0,38</b>

\* Les résultats 2018 de Worldline ont été reclassés en «Résultat net des activités abandonnées», conformément à la norme IFRS 5.

## **Note 13 Parties liées**

Les parties liées incluent :

- les entités qui sont contrôlées par le Groupe, les entités sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint, les entités qui offrent un régime d'avantages postérieurs à l'emploi au profit des employés du Groupe ou celles qui sont contrôlées ou détenues conjointement par l'un des dirigeants du Groupe ; et
- la Direction du Groupe, définie comme les personnes qui ont l'autorité et la responsabilité de planifier, diriger et contrôler l'activité du Groupe, notamment les membres du Conseil d'Administration, le Directeur Général Délégué, ainsi que les Directeurs Généraux Adjointes.

Les transactions entre Atos SE et ses filiales, qui sont des parties liées au Groupe, ont été éliminées en consolidation et ne sont pas détaillées dans la présente note.

Les transactions entre Atos et Worldline pour lesquelles le Groupe a une influence significative sont détaillées ci-dessous.

### **Transactions entre parties liées**

Les principales transactions avec les parties liées regroupent :

- Les refacturations de loyer ;
- La facturation de services de sous-traitance comme des coûts de personnel ou d'utilisation d'infrastructure ;
- Les facturations de services administratifs ; et
- Les intérêts associés aux éléments financiers.

Ces transactions sont conclues aux conditions normales de marché.

Les transactions avec les parties liées sont détaillées comme suit :

<i>(in €million)</i>	<b>30 juin 2019 (2 mois)</b>
Chiffre d'affaires	21
Produits et charges opérationnels	-20

Les créances et dettes inscrites au bilan relatives aux parties liées sont détaillées comme suit :

<i>(in €million)</i>	<b>June 30, 2019</b>
Créances clients nettes	33
Fournisseurs et comptes rattachés	30

## **Note 14 Approbation des états financiers semestriels**

Les comptes financiers semestriels ont été approuvés par le Conseil d'Administration le 24 juillet 2019.

## **Note 15 Evénements post-clôture**

Aucun événement significatif n'est à noter

---

## B.3 Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2019

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés résumés semestriels de la société Atos S.E., relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés résumés semestriels ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés résumés semestriels avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note B.2.6.1. « Base de préparation et principes comptables » de l'annexe qui expose le changement de méthode comptable lié à la première application de la norme IFRS 16 « Contrats de location » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

## II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés résumés semestriels sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés résumés semestriels.

Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 25 juillet 2019

Les Commissaires aux comptes

Deloitte & Associés

Grant Thornton

*Membre français de Grant Thornton International*

Christophe Patrier

Virginie Palethorpe

## C. Personnes responsables

### C.1 Responsable du Document d'Enregistrement Universel 2018

**Thierry Breton**

Président du Conseil d'Administration  
et Directeur Général

### C.2 Attestation du responsable du Document d'Enregistrement Universel 2018

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent Document d'Enregistrement Universel sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les états financiers consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Bezons, le 30 juillet 2019

**Thierry Breton**

Président du Conseil d'Administration  
et Directeur Général

### C.3 Responsables du contrôle des comptes

#### Nomination et expiration des mandats

<b>Commissaires aux comptes</b>	<b>Suppléants</b>
<b>Grant Thornton - Virginie Palethorpe</b>	<b>Cabinet IGEC</b>
Nommé le 31 octobre 1990 puis renouvelé le 24 octobre 1995, le 30 mai 2002, le 12 juin 2008 et 17 mai 2014	Nommé le 31 octobre 1990 puis renouvelé le 24 octobre 1995, le 30 mai 2002, le 12 juin 2008 et 17 mai 2014
Date d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019	Date d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019
<b>Deloitte &amp; Associés - Christophe Patrier</b>	
Nommé le 16 décembre 1993 puis renouvelé le 24 février 2000, le 23 mai 2006, le 30 mai 2012, et le 23 mai 2018	
Date d'expiration du mandat : à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023	

## D. Gouvernance et informations supplémentaires

---

### D.1 Nomination d'un Directeur Général Délégué

Le Conseil d'Administration, réuni le 18 mars 2019, a unanimement approuvé la nomination de M. Elie Girard en qualité de Directeur Général Délégué.

---

### D.2 Renouvellement de mandats et composition du Conseil d'Administration

L'Assemblée Générale Annuelle de la Société tenue le 30 avril 2019 a approuvé tous les renouvellements de mandats qui lui étaient soumis. Plus particulièrement, elle a renouvelé les mandats d'administrateur de (i) M. Thierry Breton et de M. Vernon Sankey pour une durée de trois ans, et (ii) de Mme Aminata Niane et de Madame Lynn Paine pour une durée de deux ans.

L'Assemblée Générale a aussi désigné M. Vivek Badrinath en qualité d'administrateur pour une durée de deux ans ainsi que M. Jean-Louis Georgelin en qualité de censeur pour une période d'un an.

Durant la réunion tenue avant l'Assemblée Générale le 30 avril 2019, le Conseil a pris acte de la démission de Mme Marie-Christine Lebert de son mandat d'administrateur salarié, et de la désignation de son remplaçant, M. Farès Louis, par la CFDT en sa qualité d'organisation syndicale la plus représentative dans les sociétés françaises du groupe Atos. Conformément aux textes applicables, le mandat de M. Farès Louis expirera en 2020, à l'issue de l'Assemblée Générale de la Société statuant sur les comptes de l'exercice 2019.

Sur cette base, le Conseil d'Administration, réuni à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle, a décidé (i) de renouveler M. Thiery Breton dans ses fonctions de Président Directeur Général pour la durée de son mandat d'administrateur, (ii) renouveler Mme Aminata Niane dans ses fonctions d'administrateur référent pour la durée de son mandat d'administrateur, et (iii) de confirmer la composition des Comités du Conseil.

À la suite de ces différentes modifications, à la date du présent Document d'Enregistrement Universel, le Conseil d'Administration est composé des douze administrateurs suivants, dont huit indépendants, et d'un censeur, comme suit :

		INFORMATIONS PERSONNELLES				EXPERIENCE	POSITION AU CONSEIL				PARTICIPATION COMITES <sup>3</sup> (et autres fonctions)
		Age	Sexe	Nationalité	Nombre d'actions	Nombre de mandats dans des sociétés cotées <sup>1</sup>	Indépendance	Date initiale de nomination <sup>2</sup>	Échéance du mandat	Ancienneté au Conseil	
<b>Président Directeur Général</b>	<b>Thierry BRETON</b>	64	M	Française	508085	3 <sup>1</sup>	NON	10/02/2009	AGA 2022	10	N/A
	<b>Vivek BADRINATH</b>	50	M	Française	500	1	OUI	30/04/2019	AGA 2021	0	N/A
	<b>Nicolas BAZIRE</b>	62	M	Française	1040	4	OUI	10/02/2009	AGA 2020	10	N&R *
	<b>Valérie BERNIS</b>	60	F	Française	505	2	OUI	15/04/2015	AGA 2020	4	RSE *
	<b>Roland BUSCH</b>	54	M	Allemande	1000	2	NON	01/07/2011	AGA 2020	8	C
<b>Administrateurs (L225-17 Ccom)</b>	<b>Bertrand MEUNIER</b>	63	M	Française	1000	0	OUI	10/02/2009	AGA 2021	10	C, N&R
	<b>Colette NEUVILLE</b>	82	F	Française	1012	1	OUI	13/04/2010	AGA 2020	9	N/A
	<b>Aminata NIANE</b>	62	F	Sénégalaise	1012	0	OUI	27/05/2010	AGA 2021	9	Administrateur référent
	<b>Lynn PAINE</b>	70	F	Américaine	1000	0	OUI	29/05/2013	AGA 2021	6	C, RSE
	<b>Vernon SANKEY</b>	70	M	Anglaise	1000	0	OUI	10/02/2009	AGA 2022	10	C *, RSE
<b>Administrateur représentant les salariés actionnaires (L225-23 Ccom)</b>	<b>Jean FLEMING</b>	50	F	Anglaise	1390	0	NON	26/05/2009	AGA 2020	10	N&R
<b>Administrateur salarié (L225-27-1 Ccom)</b>	<b>Farès LOUIS</b>	57	H	Française	0	0	NON	25/04/2019	AGA 2020	0	N/A
<b>Censeur</b>	<b>Jean-Louis GEORGELIN</b>	71	H	Française	0	0	OUI	30/04/2019	AGA 2020	0	N/A

<sup>1</sup> Autres mandats exercés dans des sociétés cotées (en dehors du Groupe Atos). Les mandats exercés dans des sociétés cotées appartenant au même groupe sont comptabilisés comme un seul mandat.

<sup>2</sup> Date de la première nomination au Conseil d'Administration d'Atos

<sup>3</sup> N&R : Comité des Nominations et des Rémunérations, C : Comité des Comptes, RSE : Comité de Responsabilité Sociale et Environnementale.

<sup>4</sup> A la suite de la déconsolidation de Worldline du Groupe Atos à compter du 7 mai 2019, M. Breton a un mandat supplémentaire dans une société cotée hors du Groupe Atos

★ Président du Comité

## D.3 Assemblée Générale Annuelle du 30 avril 2019

L'Assemblée Générale Annuelle du 30 avril 2019 a adopté l'ensemble des résolutions proposées par le Conseil d'Administration. Le résultat des votes de l'Assemblée Générale Annuelle ainsi que la documentation relative à l'ensemble des résolutions adoptées est disponible sur le site internet de la Société [www.atos.net](http://www.atos.net), rubrique Investisseurs.

Plus particulièrement, dans le cadre de son activité habituelle, l'Assemblée Générale Annuelle a approuvé les comptes sociaux et consolidés de l'exercice 2018, le versement d'un dividende au titre de cet exercice à hauteur de 1,70 € par action, ainsi que l'option pour le paiement du dividende en actions ou en numéraire. L'Assemblée Générale Annuelle a approuvé les éléments de rémunération et les avantages versés ou attribués au titre de l'exercice 2018 à M. Thierry Breton, Président Directeur Général, et approuvé les principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables, long-termes et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Président Directeur Général et au Directeur Général Délégué, M. Elie Girard, au titre de l'exercice 2019.

L'Assemblée Générale a également adopté les décisions suivantes :

- (i) le plan stratégique ADVANCE 2021, soumis à son vote consultatif ;
- (ii) la distribution exceptionnelle en nature aux actionnaires de la Société de 23,5% des actions composant le capital de Worldline ;
- (iii) par anticipation des dispositions de la loi PACTE, la raison d'être de la Société, telle que proposée par le Conseil d'Administration, dont l'insertion dans les statuts de la Société a été approuvée.

---

## D.4 Rémunération et actionnariat des dirigeants

### D.4.1 Plan d'attribution d'actions de performance décidé le 24 juillet 2019

Dans le cadre de l'autorisation consentie par l'Assemblée Générale Annuelle du 30 avril 2019 dans sa 21<sup>ème</sup> résolution, le Conseil d'Administration de la Société, lors de sa réunion du 24 juillet 2019, a décidé sur la recommandation du Comité des nominations et des rémunérations, de procéder à l'attribution de 907 500 actions de performance, au profit des premières lignes managériales et des collaborateurs clés d'Atos. Dans ce cadre, 40 300 actions et 15 900 actions de performance ont été attribuées respectivement au Président Directeur Général et au Directeur Général Délégué, au titre des 17<sup>ème</sup> et 26<sup>ème</sup> résolutions de l'Assemblée Générale Annuelle susvisée.

Les principales caractéristiques et conditions de cette attribution d'actions de performance sont les suivantes :

**Condition de présence :** sous réserve de certaines exceptions prévues dans le plan telles que par exemple les cas de décès ou d'invalidité ou de retraite du bénéficiaire, l'attribution des actions de performance est conditionnée à la présence du bénéficiaire dans le groupe comme salarié ou mandataire social pendant la période d'acquisition.

**Conditions de performance :** l'acquisition définitive de tout ou partie des actions de performance est subordonnée à la réalisation sur une période de trois ans de trois indicateurs internes de performance financière et d'une condition externe liée à la responsabilité sociale et environnementale d'entreprise, basée sur l'indice Dow Jones Sustainability Index (« DJSI ») (World ou Europe).

Les trois indicateurs internes de performance financière retenus sont en lien direct avec les facteurs clés de la stratégie du Groupe tels qu'énoncés dans le plan stratégique ADVANCE 2021 :

- (i) le taux de croissance organique du chiffre d'affaires conditionnant 30% de l'attribution,
- (ii) le taux de marge opérationnelle conditionnant 25% de l'attribution, et
- (iii) le montant de flux de trésorerie disponible conditionnant 25% de l'attribution.

Ces indicateurs seront calculés sur une base consolidée en tenant compte des éventuelles variations de périmètre et des variations de taux de change.

Leurs niveaux d'atteinte cible ont été déterminés en ligne avec les objectifs du plan ADVANCE 2021 sur le périmètre Atos hors Worldline. Les courbes d'élasticité présentées ci-dessous permettent d'accélérer à la hausse comme à la baisse le pourcentage de l'attribution relative à chaque indicateur de performance en fonction de son niveau d'atteinte à l'issue de la période de trois ans.

La condition externe liée à la responsabilité sociale et environnementale d'Entreprise, basée sur l'indice Dow Jones Sustainability Index (« DJSI ») (World ou Europe), conditionne quant à elle 20% de l'attribution. Le niveau d'atteinte cible est fondé sur la moyenne des scores obtenus par le Groupe pendant la période de performance, sur la base de la moyenne des rangs en percentile de la Société, résultant de la comparaison avec les autres sociétés composant l'indice DJSI au titre de ces trois années.

Indicateurs de performance Groupe	Poids de l'indicateur	Courbes d'élasticité	% d'acquisition
Taux moyen de croissance organique du chiffre d'affaires sur 3 ans (2019-2021)	<b>30%</b>	Plancher : +1,75% Cible : +2,50% Plafond : +3,00%	30% 100% 150%
Taux moyen de marge opérationnelle sur 3 ans (2019-2021)	<b>25%</b>	Plancher : 10,5% Cible : 10,8% Plafond : 11,1%	50% 100% 130%
Montant cumulé du FCF à la fin du plan à 3 ans (en 2021)	<b>25%</b>	Plancher : 2,00Mds€ Cible : 2,25Mds€ Plafond : 2,40Mds€	50% 100% 130%
Moyenne des résultats annuels DJSI (Monde ou Europe) d'Atos vs. les autres entreprises, sur la période de 3 ans	<b>20%</b>	Plancher : 70ème percentile Cible : 80ème percentile Plafond : 90ème percentile	50% 100% 150%

Le nombre final de titres acquis ne pourra en aucun cas être supérieur au nombre initialement attribué.

#### Dispositions spécifiques aux dirigeants mandataires sociaux :

Le Président Directeur Général et le Directeur Général Délégué devront conserver 15% des actions acquises pendant toute la durée de leurs fonctions.

Le Président Directeur Général et le Directeur Général Délégué ont pris acte de l'interdiction qui leur est faite par la Société de conclure toute opération financière de couverture sur les actions faisant l'objet de l'attribution durant toute la durée de leur mandat de dirigeant mandataire social exécutif, et se sont formellement engagés à la respecter.

## D.4.2 Plan d'options de souscription d'actions décidé le 24 juillet 2019

Dans le cadre de l'autorisation donnée pour vingt-six mois par l'Assemblée Générale Annuelle du 30 avril 2019 dans sa 22<sup>ème</sup> résolution, le Conseil d'Administration de la Société, lors de la réunion du 24 juillet 2019, a décidé sur la recommandation du Comité des nominations et des rémunérations, de procéder à l'attribution de 209 200 options de souscription d'actions, au profit des membres du « Comité Exécutif Groupe ». Dans ce cadre, 40 300 et 15 900 options ont ainsi été attribuées respectivement au Président Directeur Général et au Directeur Général Délégué au titre des 17<sup>ème</sup> et 26<sup>ème</sup> résolutions de l'Assemblée Générale Annuelle susvisée.

Les principales caractéristiques et conditions de cette attribution d'options de souscription d'actions sont les suivantes :

**Condition de présence :** sous réserve de certaines exceptions prévues dans le plan telles que par exemple les cas de décès ou d'invalidité ou de retraite du bénéficiaire, l'exercice des options de souscription d'actions est conditionné à la conservation de la qualité de salarié ou de mandataire social par le bénéficiaire pendant la période d'acquisition.

**Conditions de performance :** le droit d'exercer tout ou partie des options de souscription d'actions d'actions à l'issue d'une période de trois ans est subordonné à la réalisation d'un indicateur de performance de marché mesuré sur la période d'acquisition. Cet indicateur sera évalué sur la base de la performance relative de l'action Atos SE par rapport à la performance moyenne d'un panier composé d'indices boursiers (pour 40%) et d'entreprises opérant dans le même secteur d'activité (pour 60%) :

- Indice CAC 40 : 20% - Indice STOXX Europe 600 Technology : 20% ;
- IBM : 10% – DXC : 10% - Capgemini : 10% – Accenture : 10% - Sopra Steria : 10% - CGI Group : 10%.

La performance du titre Atos SE et des actions ou indices du panier sera calculée à partir de la moyenne des cours d'ouverture (dividendes réinvestis) observés sur les jours de bourse du deuxième trimestre 2019 précédant la date d'attribution en comparaison avec le deuxième trimestre 2021 précédant la date d'acquisition du droit d'exercice des options.

- Aucune option de souscription d'actions ne sera acquise si la performance relative de l'action Atos SE est inférieure à 100% de la performance moyenne du panel sur une période de trois ans ;
- 80% des options de souscription d'actions seront acquises si la performance relative de l'action Atos SE est égale à 100% ;
- 100% des options de souscription d'actions seront acquises si la performance relative de l'action Atos SE est supérieure ou égale à 115%.

Pour une performance relative entre ces points, le pourcentage d'options de souscription d'actions acquis sera déterminé par interpolation linéaire.

**Prix de souscription et période d'exercice :** les options acquises pourront être exercées pendant une période de sept ans, à compter de la date d'acquisition, au prix d'exercice de 79,86€ (moyenne des premiers cours cotés, majorée de 5%, de l'action de la Société sur le marché réglementé Euronext Paris lors des vingt séances de bourse précédant la date d'octroi, à savoir le 24 juillet 2019).

**Livraison des actions :** le Conseil se réserve la faculté, à tout moment avant la date d'acquisition, de décider de livrer des actions existantes en lieu et place d'actions à émettre.

**Dispositions spécifiques aux dirigeants mandataires sociaux :** Le Président Directeur Général et le Directeur Général Délégué devront conserver 15% des actions acquises pendant toute la durée de leurs fonctions.

Le Président Directeur Général et le Directeur Général Délégué ont pris acte de l'interdiction qui leur est faite par la Société de conclure toute opération financière de couverture sur les options de souscription d'actions faisant l'objet de l'attribution et les actions issues de l'exercice des options pendant toute la durée de leur mandat de dirigeant mandataire social exécutif, et se sont formellement engagés à la respecter.

#### **D.4.3 Actions de performance devenues disponibles depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019 pour les dirigeants mandataires sociaux - Tableau AMF n°7**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, les actions de performances attribuées le 26 juillet 2016 sont devenues disponibles. Le Président Directeur Général et le Directeur Général Délégué font partie des bénéficiaires de ce plan. Les conditions d'acquisition et de disponibilité sont détaillées dans le Document de Référence 2018, au paragraphe G.3.3.1.

<b>Tableau AMF n° 7</b>	<b>Date du plan</b>	<b>Nombre d'actions devenues disponibles durant l'exercice*</b>	<b>Date d'acquisition</b>	<b>Date de disponibilité**</b>
Président Directeur Général	26 juillet 2016	71 620	26 juillet 2019	26 juillet 2019
Directeur Général Délégué	26 juillet 2016	18 957	26 juillet 2019	26 juillet 2019

\* Par suite de la distribution exceptionnelle en nature d'actions Worldline, le nombre d'actions attribué a été ajusté conformément aux règles applicables et aux décisions de l'Assemblée Générale Annuelle et du Conseil d'Administration du 30 avril 2019.

\*\* Le Président Directeur Général est soumis à une obligation de conservation pendant toute la durée de ses fonctions de dirigeant mandataire social à hauteur de 15% des actions de performance acquises.

#### **D.4.4 Options de souscription ou d'achat d'actions levées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019 par les dirigeants mandataires sociaux - Tableau AMF n°5**

Avant l'attribution du 24 juillet 2019, le Président Directeur Général et le Directeur Général Délégué ne détenaient aucune option donnant droit à la souscription ou à l'achat d'actions.

---

## D.5 Evolution du capital

### D.5.1 Informations de base

#### D.5.1.1 Transactions des titres (Euronext)

---

Les actions de la Société sont admises aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris (compartiment A) depuis 1995, sous le code ISIN FR0000051732. Le titre ATOS SE est éligible au SRD et au PEA. Les actions de la Société font partie du CAC 40, principal indice publié par Euronext Paris, depuis le 20 mars 2017.

Les codes les plus courants sont les suivants :

Source	Codes
Euronext	ATO
AFP	ATO
Bloomberg	ATO FP
Reuters	ATOS PA
Thomson	ATO FR

La classification sectorielle sur Euronext est la suivante :

#### Euronext : Classification sectorielle ICB

Industrie: 9000, Technology

Supsecteur: 9500, Technology

Secteur: 9530, Software and Computer services

Sous secteur: 9533, Computer Services

---

#### D.5.1.2 Ajustement du cours de l'action Atos

---

À la suite de l'approbation de la distribution exceptionnelle d'actions Worldline par l'Assemblée Générale Annuelle du 30 avril 2019, le cours de l'action Atos a été ajusté le 3 mai 2019, date de détachement de la distribution exceptionnelle de 2 actions Worldline pour 5 actions Atos détenues et également date de détachement du dividende ordinaire de 1,70 euro par action.

En conséquence, l'action Atos qui avait clôturé le 2 mai 2019 à 93,16 euros a vu son cours d'ouverture du 3 mai ajusté de 24,0 euros correspondant à 22,30 euros pour la distribution exceptionnelle des actions Worldline et 1,70 euro pour le dividende ordinaire. La performance de l'action Atos doit donc être mesurée en tenant compte de cet ajustement.

#### D.5.1.3 Evolution du flottant

---

Le flottant des actions du Groupe exclut les participations détenues par l'actionnaire de référence, Siemens Pension-Trust e.V, détenant une participation de 12 483 153 actions de la Société qu'elle s'est engagée à conserver jusqu'au 30 septembre 2020 tel qu'indiqué en partie D.5.3.2 *Franchissements de seuils et pacte d'actionnaires*.

Les participations détenues par les salariés et les membres du Conseil d'Administration ainsi que les actions auto-détenues sont également exclues du flottant.

<b>Au 30 juin 2019</b>	<b>Actions</b>	<b>% du capital</b>	<b>% des droits de vote exerçables</b>
Siemens Pension Trust e.V. <sup>1</sup>	12 483 153	11,4%	11,5%
Salariés	1 146 495	1,0%	1,1%
Conseil d'administration	517 544	0,5%	0,5%
Auto détention	1 126 094	1,0%	-
Flottant	93 941 628	86,0%	86,9%
<b>Total</b>	<b>109 214 914</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

<sup>1</sup>Siemens Pension trust e.V. est contrôlé par Siemens A.G.

## D.5.2 Dividendes

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Annuelle du 30 avril 2019 a approuvé la mise en paiement en 2019 d'un dividende de 1,70 euro par action au titre du résultat de l'exercice 2018, ainsi que l'option pour le paiement du dividende en actions.

Au titre des trois derniers exercices, les dividendes ont été les suivants :

<b>Période fiscale</b>	<b>Dividende versé par action</b>
Dividende 2018 (versé en 2019)	1,70 €
Dividende 2017 (versé en 2018)	1,70 €
Dividende 2016 (versé en 2017)	1,60 €

## D.5.3 Capital

### D.5.3.1 Capital au 30 juin 2019

Au 30 juin 2019, sur la base d'une décision de constatation du Président Directeur Général en date du 30 juin 2019, le capital social de la Société s'élevait à 109 214 914 euros, divisé en 109 214 914 actions de 1 euro de nominal entièrement libérées.

Depuis le 31 décembre 2018, le capital a été augmenté de 2 328 695 euros, correspondant à l'émission de 2 328 695 actions nouvelles se répartissant comme suit :

- 25 467 actions nouvelles résultant de l'exercice d'options de souscription d'actions, les primes d'émission s'élevant à un montant total de 1 092 216,88 euros ;
- 2 039 710 actions nouvelles résultant du paiement du dividende relatif à l'exercice 2018 en actions, les primes d'émission s'élevant à un montant total de 124 463 104 euros ;
- 263 518 actions nouvelles résultant de la mise en œuvre d'un plan d'actionnariat salarié (SHARE 2018), les primes d'émission s'élevant à un montant total de 15 418 438,18 euros.

### D.5.3.2 Franchissements de seuils

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, la Société a été informée des franchissements de seuils suivants :

- (i) BlackRock Inc., agissant pour le compte de clients et de fonds dont elle assure la gestion, a déclaré avoir franchi à la hausse, le 4 février 2019, les seuils de 5% du capital et des droits de vote de la Société (à la suite de la réception des actions d'ATOS SE détenues à titre de garantie) et détenir 5,03% du capital et des droits de vote de la Société ;
- (ii) BlackRock Inc., agissant pour le compte des clients et des fonds dont elle assure la gestion, a déclaré avoir franchi à la baisse, le 6 février 2019, les seuils de 5% du capital et des droits de vote de la Société (à la suite d'une diminution du nombre d'actions Atos SE détenues à titre de garantie) et détenir 4,8% du capital et des droits de vote de la Société ;
- (iii) Société Générale, a déclaré avoir franchi en hausse, le 12 avril 2019, les seuils de 5 % du capital et des droits de vote de la Société (à la suite d'une acquisition d'actions Atos SE hors marché). Société Générale a déclaré détenir 5,02 % du capital et des droits de vote de la Société ;
- (iv) Société Générale, a déclaré avoir franchi en baisse, le 17 mai 2019, les seuils de 5 % du capital et des droits de vote de la Société (à la suite d'une cession d'actions Atos SE hors marché). Société Générale a déclaré ne plus détenir d'actions de la Société ;
- (v) BlackRock, Inc., agissant pour le compte de clients et de fonds dont elle assure la gestion, a déclaré avoir franchi en hausse, le 30 mai 2019, les seuils de 5% du capital et des droits de vote de la Société (à la suite à la réception d'actions Atos SE détenues à titre de garantie). BlackRock, Inc. a déclaré détenir 5,02 % du capital et des droits de vote de la Société ;
- (vi) BlackRock, Inc. agissant pour le compte de clients et de fonds dont elle assure la gestion, a déclaré avoir franchi en baisse, le 31 mai 2019, les seuils de 5% du capital et des droits de vote de la Société (à la suite d'une restitution d'actions Atos SE détenues à titre de garantie). BlackRock, Inc. a déclaré détenir 4,65 % du capital et des droits de vote de la Société.

Nom de l'entité notifiant le franchissement de seuil	Date de la déclaration	Date du franchissement de seuil	Sens (↗↘)	Actions	% de participation <sup>1</sup>	% de droits de vote <sup>2</sup>	Référence de la publication AMF
BlackRock Inc.	05/02/2019	04/02/2019	↗	5 376 200	5,03%	5,03%	219C0217
BlackRock Inc.	07/02/2019	06/02/2019	↘	5 135 433	4,80%	4,80%	219C0234
Société Générale	17/04/2019	12/04/2019	↗	5 380 642	5,02%	5,02%	219C0670
Société Générale	22/05/2019	17/05/2019	↘	0	0%	0%	219C0840
BlackRock Inc.	31/05/2019	30/05/2019	↗	5 375 555	5,02%	5,02%	219C0901
BlackRock Inc.	04/06/2019	31/05/2019	↘	4 980 888	4,65%	4,65%	219C0916
<small>1 A la date du franchissement de seuil</small>							
<small>2 Y compris auto-détention à cette date, en application du 2e alinéa de l'article 223-111. du règlement général de l'AMF.</small>							

### D.5.3.3 Auto-détention

#### Le cadre juridique

La 18<sup>ème</sup> résolution votée par l'Assemblée Générale Annuelle du 30 avril 2019 a renouvelé, au bénéfice du Conseil d'Administration, l'autorisation d'acheter des actions de la Société dans le cadre de la mise en œuvre d'un programme de rachat d'actions. Ces rachats ne peuvent porter sur plus de 10% des actions composant le capital social de la Société, à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à l'Assemblée Générale, étant précisé que s'agissant du cas particulier des actions rachetées dans le cadre d'un contrat de liquidité, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10% correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation.

Ces achats peuvent être effectués afin :

- d'assurer la liquidité et animer le marché de l'action de la Société par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant de manière indépendante dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'AMF ;
- de les attribuer ou de les céder aux mandataires sociaux ou aux salariés de la Société et/ou des sociétés qui lui sont liées ou lui seront liées dans les conditions et selon les modalités prévues ou admises par les dispositions légales et réglementaires applicables notamment dans le cadre (i) de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, (ii) du régime des options d'achat d'actions prévu par les articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce, (iii) d'attribution gratuite d'actions notamment dans le cadre prévu par les articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce et (iv) de plans d'actionnariat de droit français ou étranger, notamment dans le cadre d'un plan d'épargne d'entreprise, ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture afférentes à ces opérations, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques que le Conseil d'Administration ou la personne agissant sur la délégation du Conseil d'Administration appréciera ;
- de les remettre lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit, immédiatement ou à terme, par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution d'actions de la Société, ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture en relation avec l'émission de telles valeurs mobilières, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques que le Conseil d'Administration ou la personne agissant sur la délégation du Conseil d'Administration appréciera ;
- de les conserver et de les remettre ultérieurement de paiement, d'échange ou autre dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe; ou
- de les annuler totalement ou partiellement par voie de réduction du capital social autorisé par l'Assemblée Générale, notamment en application de la 19<sup>ème</sup> résolution de l'Assemblée Générale Annuelle du 30 avril 2019.

Le prix d'achat maximum par action est fixé à 120 euros (hors frais).

Le Conseil d'Administration peut ajuster le prix d'achat maximum susmentionné en cas d'incorporation de primes, de réserves ou de bénéfices, donnant lieu, soit à l'élévation de la valeur nominale des actions, soit à la création et à l'attribution gratuite d'actions, ainsi qu'en cas de division de la valeur nominale de l'action ou de regroupement d'actions ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres pour tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.

Le montant maximum de fonds destinés au programme de rachat s'élève en conséquence à 1 282 634 520 euros, tel que calculé sur la base du capital social au 31 décembre 2018, ce montant maximum pouvant être ajusté pour tenir compte du montant du capital au jour de l'Assemblée Générale.

Cette autorisation a été octroyée pour une durée de 18 mois à compter du 30 avril 2019.

### **L'auto-détention**

Au 30 juin 2019, la Société détenait 1 126 094 actions soit 1% du capital représentant une valeur de portefeuille de 82 790 430 euros sur la base du cours de la bourse du 30 juin 2019 et une valeur comptable de 80 521 928,89 euros. Ces actions sont affectées à l'allocation d'actions aux salariés ou aux mandataires sociaux de la Société ou de son Groupe et correspondent à la couverture des engagements relatifs aux plans LTI et MIP.

La Société a procédé au rachat de 1 100 000 actions du 9 mai 2019 au 19 juin 2019 dans le cadre d'un mandat donné à un prestataire de services d'investissements comme annoncé par le Groupe le 8 mai 2019.

Entre le 1<sup>er</sup> janvier 2019 et le 30 juin 2019, la Société a transféré 3 748 actions de la Société à des bénéficiaires de plans d'intéressement à long terme.

### D.5.3.4 Effet potentiel futur sur le capital

#### Actions potentielles

Sur la base de 109 214 914 actions émises au 30 juin 2019, le capital social pourrait être augmenté jusqu'à un maximum de 3 228 453 d'actions nouvelles, soit 2,96% du capital social avant dilution. Cette dilution pourrait intervenir du fait de l'exercice des options de souscription d'actions attribuées aux salariés ou de l'acquisition des actions de performances qui se présentent comme suit :

<i>En nombre d'actions</i>	<b>30 juin 2019</b>	<b>31 décembre 2018</b>	<b>Variation</b>	<b>% dilution</b>
<b>Nombre d'actions émises</b>	<b>109 214 914</b>	<b>106 886 219</b>	<b>2 328 695</b>	
Issues des options de souscription d'actions	-	25 467	-	0,0%
Actions de performance	3 228 453	2 594 916	633 537	3,0%
<b>Dilution potentielle</b>	<b>3 228 453</b>	<b>2 620 383</b>	<b>608 070</b>	<b>3,0%</b>
<b>Total du capital potentiel</b>	<b>112 443 367</b>	<b>109 506 602</b>	<b>2 936 765</b>	

#### Evolution des options de souscription d'actions

<b>Nombre d'options de souscription d'actions au 31 décembre 2018</b>	<b>25 467</b>
Options de souscription d'actions attribuées durant le premier semestre 2019	-
Options de souscription d'actions exercées durant le premier semestre 2019	25 467
Options de souscription d'actions déchues ou périmées durant le premier semestre 2019	0
<b>Nombre d'options de souscription d'actions au 30 juin 2019</b>	<b>0</b>

Au 30 juin 2019, la totalité des options de souscription d'actions accordée par le Groupe ont été exercées, déchues ou ont périmé.

## Autorisations en cours portant sur des actions et autres valeurs mobilières

Conformément aux résolutions votées par l'Assemblée Générale le 24 mai 2018 et le 30 avril 2019 les autorisations d'intervenir sur le capital social et d'émettre des actions et autres valeurs mobilières en cours de validité sont les suivantes au 24 juillet 2019 :

Autorisation	Montant des autorisations (valeur nominale)	Utilisation des autorisations (valeur nominale)	Solde non utilisé (valeur nominale)	Date d'expiration de l'autorisation
AGM 30 avril 2019 18 <sup>e</sup> résolution Autorisation de rachat par la Société de ses propres actions	10% du capital ajusté à tout moment	1,100,000	8,99%	30/10/2020 (18 mois)
AGM 30 avril 2019 19 <sup>e</sup> résolution Réduction du capital social	10% du capital ajusté au jour de la réduction	0	10% du capital ajusté au jour de la réduction	30/06/2021 (26 mois)
AGM 30 avril 2019 20 <sup>e</sup> résolution Augmentation de capital réservée aux salariés <sup>1</sup>	2 143 158	0	2 143 158	30/06/2021 (26 mois)
AGM 30 avril 2019 21 <sup>ème</sup> résolution Autorisation d'attribution d'actions gratuites aux salariés et mandataires sociaux	964 421	907 500	56 921	30/06/2022 (38 mois)
AGM 30 avril 2019 22 <sup>e</sup> résolution Autorisation d'attribution de stock options aux employées et mandataires sociaux	214 315	209 200	5 115	30/06/2021 (26 mois)
AGM 24 mai 2018 14 <sup>e</sup> résolution Augmentation de capital avec DPS	31 700 186	0	31 700 186	24/07/2020 (26 mois)
AGM 24 mai 2018 15 <sup>e</sup> résolution Augmentation de capital sans DPS par offre public <sup>1,2</sup>	10 566 728	0	10 566 728	24/07/2020 (26 mois)
AGM 24 mai 2018 16 <sup>e</sup> résolution Augmentation de capital sans DPS par placement privé <sup>1,2</sup>	10 566 728	0	10 566 728	24/07/2020 (26 mois)
AGM 24 mai 2018 17 <sup>e</sup> résolution Augmentation de capital social sans DPS en vue de rémunérer des apports en nature <sup>1,2</sup>	10 566 728	0	10 566 728	24/07/2020 (26 mois)
AGM 24 mai 2018 18 <sup>e</sup> résolution Augmentation du nombre de titres en cas d'augmentation de capital avec ou sans DPS <sup>1,2,3</sup>	Extension de 15% maximum de l'émission initiale	0	Extension de 15 % maximum de l'émission initiale	24/07/2020 (26 mois)
AGM 24 mai 2018 19 <sup>e</sup> résolution Augmentation de capital par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autre	3 865 million	0	3 865 million	24/07/2020 (26 mois)

<sup>1</sup> Toute augmentation de capital effectuée au titre des 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> résolutions de l'AGM du 24 mai 2018 et de la 20<sup>e</sup> résolution de l'AGM du 30 avril 2019 s'imputera sur le plafond fixé à la 14<sup>e</sup> résolution de l'AGM du 24 mai 2018.

<sup>2</sup> Les augmentations de capital effectuées sans droit préférentiel de souscription au titre des 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> résolutions de l'AGM du 24 mai 2018 sont soumises à un sous-plafond global correspondant à 10% du capital de la Société au jour de l'Assemblée Générale Mixte du 24 mai 2018 (soit 10 566 728 euros). Toute augmentation de capital en vertu des dites résolutions s'imputera sur ce sous-plafond global.

<sup>3</sup> L'émission supplémentaire s'impute (i) sur le plafond de la résolution en vertu de laquelle est décidée l'émission initiale, (ii) sur le plafond global prévu à la 14<sup>e</sup> résolution de l'AGM du 24 mai 2018, et (iii) dans l'hypothèse d'une augmentation de capital sans droit préférentiel de souscription, sur le montant du sous-plafond mentionné au point 2 ci-dessus.

Le nombre d'actions nouvelles autorisées pouvant être émises dans le cadre des délégations de compétence susvisées (les 18<sup>ème</sup> et 19<sup>ème</sup> résolutions de l'Assemblée Générale Annuelle du 24 mai 2018 étant mises à part) s'élève à 32 878 923, ce qui représente 30,10% du capital social mis à jour le 30 juin 2019.

# E. Annexes

## E.1 Contacts

Les investisseurs institutionnels, analystes financiers ainsi que les actionnaires individuels peuvent, pour toute information, contacter :

### Gilles Arditti

Directeur Exécutif Relations Investisseurs & Communication Financière

Tel +33 (0) 1 73 26 00 66

[gilles.arditti@atos.net](mailto:gilles.arditti@atos.net)

### Yves Chabrol

Manager Relations Investisseurs & Communication Financière

Tel +33 (0) 6 09 78 46 08

[yves.chabrol@atos.net](mailto:yves.chabrol@atos.net)

Ou envoyer toute demande d'information à l'adresse : [investors@atos.net](mailto:investors@atos.net)

## E.2 Calendrier financier

24 octobre 2019	Chiffre d'affaires du troisième trimestre 2019
19 février 2020	Résultats annuels 2019
22 avril 2020	Chiffre d'affaires du premier trimestre 2020

## E.3 Table de concordance du Document d'Enregistrement Universel 2018

La table de correspondance ci-après permet d'identifier les informations requises par les annexes 1 et 2 du règlement délégué (CE) n° 2019/980 du 14 mars 2019 conformément au schéma de l'URD et de croiser celles-ci avec les sections du Document de Référence 2018 incorporées dans le présent Document d'Enregistrement Universel :

N°	Annexes 1 et 2 du règlement délégué (CE) no 2019/980 du 14 mars 2019	Sections du Document de Référence 2018	Sections du présent document URD 2018
<b>1.</b>	<b>Personnes responsables, information provenant de tiers, rapport d'experts et approbation de l'autorité compétente</b>		
1.1.	Identité des personnes responsables	A.4.1	C.1
1.2.	Déclaration des personnes responsables	A.4.2	C.2
1.3.	Nom, adresse, qualifications et intérêts potentiels des personnes intervenant en qualité d'experts	N/A	N/A
1.4.	Attestation relative aux informations provenant d'un tiers	N/A	N/A
1.5.	Déclaration sans approbation préalable de l'autorité compétente	N/A	Encart AMF
<b>2.</b>	<b>Contrôleurs légaux des comptes</b>		
2.1.	Identité des contrôleurs légaux	A.4.3	C.3
2.2.	Changement éventuel	N/A	N/A
<b>3.</b>	<b>Facteurs de risques</b>	<b>Section F</b>	<b>A.6</b>
<b>4.</b>	<b>Information concernant l'émetteur</b>		

N°	Annexes 1 et 2 du règlement délégué (CE) no 2019/980 du 14 mars 2019	Sections du Document de Référence 2018	Sections du présent document URD 2018
4.1.	Raison sociale et nom commercial de l'émetteur	G.1.2	-
4.2.	Lieu, numéro d'enregistrement et LEI de l'émetteur	G.1.2	-
4.3.	Date de constitution et durée de vie de l'émetteur	G.1.2	-
4.4.	Siège social et forme juridique de l'émetteur, législation régissant les activités, pays d'origine, adresse et numéro de téléphone du siège statutaire, site web avec un avertissement	G.1.2 ; G.5.4	-
<b>5.</b>	<b>Aperçu des activités</b>		
5.1.	Principales activités		-
5.1.1.	Nature des opérations	A.1 ; A.2 ; B.1 ; C	-
5.1.2.	Nouveaux produits et services importants	C	-
5.2.	Principaux marchés	A.1 ; A.2 ; B.3	-
5.3.	Événements importants	A.5.2 ; A.6.1	A.1 ; A.2
5.4.	Stratégie et objectifs	B.4 ; E.2 ; E.3	A.5
5.5.	Dépendance de l'émetteur à l'égard des brevets, licences, contrats et procédés de fabrication	F.2.6.5 ; F.3.6.5	-
5.6.	Déclaration sur la position concurrentielle	B.3	-
5.7.	Investissements		
5.7.1.	Investissements importants réalisés	E.4.3.3 ; E.5.7.3 – Note 1	B.2.6.3 – Note 1
5.7.2.	Principaux investissements en cours ou que compte réaliser l'émetteur à l'avenir et pour lesquels ses organes de direction ont déjà pris des engagements fermes et méthodes de financement	N/A	N/A
5.7.3.	Co-entreprises et engagements pour lesquels l'émetteur détient une proportion significative du capital	N/A	N/A
5.7.4.	Questions environnementales	Section D.5	-
<b>6.</b>	<b>Structure organisationnelle</b>		
6.1.	Description sommaire du Groupe	E.6.4 ; G.1.2	-
6.2.	Liste des filiales importantes	E.5.7.3 – Note 15	-
<b>7.</b>	<b>Examen de la situation financière et du résultat</b>		
<b>7.1.</b>	<b>Situation financière</b>		
7.1.1.	Évolution des résultats et de la situation financière comportant des indicateurs clés de performance de nature financière et le cas échéant, extra-financière	E.1 ; E.4	A.4 ; B.1
7.1.2.	Prévisions de développement futur et activités en matière de recherche et de développement	C.6	-
7.2.	Résultats d'exploitation	E.1 ; E.4	A.4 ; B.1
7.2.1.	Facteurs importants, événements inhabituels, peu fréquents ou nouveaux développements	B ; C ; E.1	A.4
7.2.2.	Raisons des changements importants du chiffre d'affaires net ou des produits nets	B ; C ; E.1	A.4
<b>8.</b>	<b>Trésorerie et capitaux</b>		
8.1.	Information sur les capitaux	E.4 ; G.5	B.1 ; D.5
8.2.	Flux de trésorerie	E.4.2	B.1.2
8.3.	Besoins de financement et structure de financement	E.4.3	B.1.3
8.4.	Restrictions à l'utilisation des capitaux	N/A	N/A
8.5.	Sources de financement attendues	N/A	N/A
<b>9.</b>	<b>Environnement réglementaire</b>		
9.1.	Description de l'environnement réglementaire et toute mesure ou facteur de nature administrative, économique, budgétaire, monétaire ou politique	D1 ; D4	-
<b>10.</b>	<b>Informations sur les tendances</b>		
10.1.	Description des principales tendances et de tout changement significatif de performance financière du groupe depuis la fin du dernier exercice	B ; C ; E1	A.4
10.2.	Événement susceptible d'influer sensiblement sur les perspectives	B ; C ; E1	A.4
<b>11.</b>	<b>Prévisions ou estimations du bénéfice</b>		
11.1.	Prévisions ou estimations de bénéfice publiées	E2 ; E3	A.5
11.2.	Déclaration énonçant les principales hypothèses de prévisions	E2 ; E3	A.5
11.3.	Déclaration de comparabilité avec les informations financières historiques et de conformité des méthodes comptables	E.5.7.2	B.2.6
<b>12.</b>	<b>Organes d'administration, de direction et de surveillance et direction générale</b>		
12.1.	Informations concernant les membres		
	Nom, adresse professionnelle et fonction	A.6.2 ; G.2.3	A.3 ; D.1 ; D.2
	Nature de tout lien familial existant	G.2.3	-
	Expertise et expérience	G.2.3	-
	Déclaration de non condamnation	G.2.3	-
12.2.	Conflits d'intérêts	G.2.3.9	-
<b>13.</b>	<b>Rémunération et avantages</b>		

N°	Annexes 1 et 2 du règlement délégué (CE) no 2019/980 du 14 mars 2019	Sections du Document de Référence 2018	Sections du présent document URD 2018
13.1.	Rémunération versée et avantages en nature	G.3	D.4
13.2.	Provisions pour pensions et retraites	G.3	-
<b>14.</b>	<b>Fonctionnement des organes d'administration et de direction</b>		
14.1.	Date d'expiration des mandats	G.2.3	D.2
14.2.	Contrats de service liant les membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance à l'émetteur	G.2.3.7 ; G.2.3.8	-
14.3.	Informations sur les comités d'audit et le comité de rémunération	G.2.4.3 ; G.2.4.4	-
14.4.	Déclaration de conformité au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur	G.2.1	-
14.5.	Incidences significatives potentielles sur la gouvernance d'entreprise	N/A	-
<b>15.</b>	<b>Salariés</b>		
15.1.	Nombre de salariés	D.2 ; E.1.6	A.4.6
15.2.	Participations et stock-options	G.3 ; G.5.1 ; G.5.2	D.4 ; D.5.3
15.3.	Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital	D.2.4.2	-
<b>16.</b>	<b>Principaux actionnaires</b>		
16.1.	Actionnaires détenant plus de 5 % du capital à la date du document d'enregistrement	G.5.1 ; G.5.2 ; G.5.7	D.5.1.3 ; D.5.3.2
16.2.	Existence de droits de vote différents	G.5.1.2	-
16.3.	Contrôle direct ou indirect	G.5.1 ; G.5.2 ; G.5.7	-
16.4.	Accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de contrôle	G.5	-
<b>17.</b>	<b>Transactions avec des parties liées</b>	<b>E.5.7.3 – Note 14</b>	<b>A.7 ; B.2.6.3 – Note 13</b>
<b>18.</b>	<b>Informations financières concernant l'actif et le passif, la situation financière et les résultats de l'émetteur</b>		
18.1.	Informations financières historiques		
18.1.1.	Informations financières historiques audités pour les trois derniers exercices et le rapport d'audit	E.5	-
18.1.2.	Changement de date de référence comptable	N/A	N/A
18.1.3.	Normes comptables	E.5.7.2	B.2.6
18.1.4.	Changement de référentiel comptable	E.5.7.2	B.2.6
18.1.5.	Informations financières en normes comptables françaises	E.5	-
18.1.6.	Etats financiers consolidés	E.5	B.2
18.1.7.	Date des dernières informations financières	E.5	-
18.2.	Informations financières intermédiaires et autres		
18.2.1.	Informations financières trimestrielles ou semestrielles	N/A	B.2
18.3.	Audit des informations financières annuelles historiques		
18.3.1.	Audit indépendant des informations financières annuelles historiques	E.5.1	-
18.3.2.	Autres informations auditées	N/A	N/A
18.3.3.	Sources et raisons pour lesquelles des informations n'ont pas été auditées	N/A	N/A
18.4.	Informations financières pro forma	N/A	N/A
18.5.	Politique de distribution de dividendes		
18.5.1.	Description de la politique de distribution de dividendes et de toute restriction applicable	G.1.3	-
18.5.2.	Montant du dividende par action	G.5.3	D.5.2
18.6.	Procédures administratives, judiciaires et d'arbitrage	F.4	A.6
18.7.	Changement significatif de la situation financière	E.5 – Note 16	-
<b>19.</b>	<b>Informations complémentaires</b>		
19.1.	Capital social		
19.1.1.	Montant du capital souscrit, nombre d'actions émises et totalement libérées et valeur nominale par action, nombre d'actions autorisées	G.7.5.1	D.5.3.1
19.1.2.	Informations relatives aux actions non représentatives du capital	N/A	N/A
19.1.3.	Nombre, valeur comptable et valeur nominale des actions détenues par l'émetteur	G.5.7.6	D.5.3.3
19.1.4.	Informations relatives aux valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription	G.5.7.7	D.5.3.4
19.1.5.	Informations sur les conditions régissant tout droit d'acquisition et/ou toute obligation attaché(e) au capital souscrit, mais non libéré, ou sur toute entreprise visant à augmenter le capital	N/A	N/A
19.1.6.	Informations sur le capital de tout membre du groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de le placer sous option et le détail de ces options	N/A	N/A
19.1.7.	Historique du capital social	G.5.7.2	-
19.2.	Acte constitutif et statuts		
19.2.1.	Registre et objet social	G.1.2	-
19.2.2.	Droits, privilèges et restrictions attachés à chaque catégorie d'actions	G.1.3.2 ; G.5.3	-
19.2.3.	Disposition ayant pour effet de retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle	G.1	-

N°	Annexes 1 et 2 du règlement délégué (CE) no 2019/980 du 14 mars 2019	Sections du Document de Référence 2018	Sections du présent document URD 2018
20.	Contrats importants	E.1.5	A.4.5
21.	Documents disponibles	G.1 ; G.5	E.1

## E.4 Table des matières détaillée

<b>SOMMAIRE</b> .....	<b>2</b>
<b>A. RAPPORT D'ACTIVITÉ</b> .....	<b>3</b>
<b>A.1 Distribution en nature de 23,5% du capital social de Worldline aux actionnaires d'Atos sur les 50,8% détenus par le Groupe</b> .....	<b>3</b>
<b>A.2 Atos au premier semestre 2019</b> .....	<b>6</b>
<b>A.3 Direction et organisation</b> .....	<b>12</b>
A.3.1 Group General Management Committee (GMC).....	12
A.3.2 Organigramme .....	14
A.3.3 Comité Exécutif .....	15
<b>A.4 Revue opérationnelle</b> .....	<b>19</b>
A.4.1 Réconciliation du chiffre d'affaires et de la marge opérationnelle à périmètre et taux de change constants .....	19
A.4.2 Performance par Division .....	21
A.4.3 Performance par Entité Opérationnelle.....	24
A.4.4 Chiffre d'affaires par Marché.....	30
A.4.5 Prise de commandes .....	31
A.4.6 Ressources Humaines.....	32
<b>A.5 Objectifs 2019</b> .....	<b>33</b>
<b>A.6 Facteurs de risques</b> .....	<b>33</b>
A.6.1 Risques liés à la déconsolidation de Worldline .....	34
A.6.2 Litiges en matière fiscale .....	34
A.6.3 Litiges en matière commerciale.....	35
A.6.4 Litiges en matière sociale.....	35
A.6.5 Garanties de passif.....	35
A.6.6 Autres .....	35
<b>A.7 Parties liées</b> .....	<b>36</b>
<b>B. ETATS FINANCIERS</b> .....	<b>37</b>
<b>B.1 Revue financière</b> .....	<b>37</b>
B.1.1 Etat du résultat global .....	37
B.1.2 Tableau de flux de trésorerie et trésorerie nette.....	41
B.1.3 Ratios bancaires .....	43
<b>B.2 Etats financiers consolidés résumés semestriels</b> .....	<b>44</b>
B.2.1 Compte de résultat consolidé semestriel .....	44
B.2.2 Etat du résultat global semestriel .....	46
B.2.3 Etats consolidés semestriels de la situation financière.....	47
B.2.4 Tableau de flux de trésorerie consolidé semestriel .....	48
B.2.5 Variation semestrielle des capitaux propres consolidé .....	49
B.2.6 Annexe aux états financiers consolidés résumés semestriels.....	50
<b>B.3 Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2019</b> .....	<b>69</b>
<b>C. PERSONNES RESPONSABLES</b> .....	<b>71</b>
<b>C.1 Responsable du Document d'Enregistrement Universel 2018</b> .....	<b>71</b>
<b>C.2 Attestation du responsable du Document d'Enregistrement Universel 2018</b> .....	<b>71</b>
<b>C.3 Responsables du contrôle des comptes</b> .....	<b>71</b>
<b>D. GOUVERNANCE ET INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES</b> .....	<b>72</b>
<b>D.1 Nomination d'un Directeur Général Délégué</b> .....	<b>72</b>
<b>D.2 Renouvellement de mandats et composition du Conseil d'Administration</b> .....	<b>72</b>
<b>D.3 Assemblée Générale Annuelle du 30 avril 2019</b> .....	<b>73</b>
<b>D.4 Rémunération et actionariat des dirigeants</b> .....	<b>74</b>
D.4.1 Plan d'attribution d'actions de performance décidé le 24 juillet 2019 .....	74
D.4.2 Plan d'options de souscription d'actions décidé le 24 juillet 2019.....	75
D.4.3 Actions de performance devenues disponibles depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2019 pour les dirigeants mandataires sociaux - Tableau AMF n°7.....	76
D.4.4 Options de souscription ou d'achat d'actions levées depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2019 par les dirigeants mandataires sociaux - Tableau AMF n°5.....	77

<b>D.5</b>	<b>Evolution du capital .....</b>	<b>78</b>
D.5.1	Informations de base.....	78
D.5.2	Dividendes .....	79
D.5.3	Capital.....	79
<b>E.</b>	<b>ANNEXES .....</b>	<b>84</b>
<b>E.1</b>	<b>Contacts.....</b>	<b>84</b>
<b>E.2</b>	<b>Calendrier financier .....</b>	<b>84</b>
<b>E.3</b>	<b>Table de concordance du Document d'Enregistrement Universel 2018 .....</b>	<b>84</b>
<b>E.4</b>	<b>Table des matières détaillée .....</b>	<b>88</b>

